

hiver 80-81

n°4

10 frs



AGORA

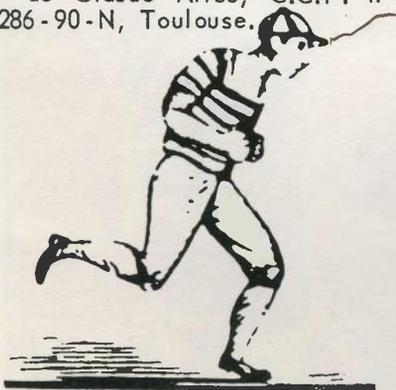
revue libertaire internationale

• de l'antifascisme • pologne • science et
anarchie • espagne, procès "scala" • fiat



«AGORA»
revue d'informations
libertaires internationales

Éditée par: «Pensée et Action».
Périodicité: trimestrielle.
Directeur de publication: Solon Amoros.
Dépôt légal: à parution.
Commission paritaire: n° 62.601.
I.S.S.N.: n° 0245-3630.
Imprimerie: «Corep», 21 rue de la Viguerie, 31300 Toulouse.
Equipe de rédaction: Claude Ariso, Marc Létondor, Solon Amoros, Tony Alvarez.
Rédaction et Administration: «AGORA», B.P. 3187 31027 - Toulouse - Cédex.
Prix du numéro: 10 Frs.
Abonnement: 4 numéros - 35 Frs.
Diffusion militante:
- 5 exemplaires: 45 Frs.
- 10 exemplaires: 90 Frs.
Pour tout versement: libellé à l'ordre de Claude Ariso, C.C.P. n° 3-286-90-N, Toulouse.



Ont été mis à contribution pour ce numéro: Bill Nowlin, Bruno Nappi, Claude Ariso, Evelyne Delbos, Hubert Galy, Jean-Marc Izrine, Julien Dreux, Lee Yu See, Marc Létondor, Marcos, Nanni Boniolo, René Arcos, Seyfried, Solon Amoros, Tony Alvarez, Yusuf Däg, «Rivista A.», «Umanità Nova», «Bicicleta», «Cienfuegos Press», «Acier Inox» et les copains de «M.D.P.».

sommaire

● EN MARGE	4
■ Les jours difficiles de l'antifascisme. ■ Juif et libertaire.	
● SANS FRONTIERES	8
■ Pologne: Syndicat = 1; démocratie = 0. ■ Turquie: Après le coup d'Etat. ■ Australie: Libertaires en mouvement. ■ Espagne: Procès «Scala». ■ Italie: Fiat, plus dure sera la chute. ■ Uruguay: Vivre en autogestion. ■ Italie: Secours rouge et noir.	
● KIOSQUE	24
■ Des notes de lecture.	
● REPERES	25
■ Chine: Le printemps de Pékin. ● Où sont passés les maoïstes? ● Un printemps en plein hiver. ● La vie d'un «bébé rebelle». ● Fleurs du printemps. ● Rendez-nous notre jeunesse.	
● NOTRE MEMOIRE	34
■ Les Conseils italiens: 1920.	
● ARGUMENTS	39
■ L'opportunisme scientifique. ■ Flavio Costantini: artist of anarchy.	
● EN BREF	44
■ Des nouvelles de partout.	
● COURRIER	46
■ B.P. 3187.	
● RECETTES DE TATIE CRONSTADT	47
■ Fresques murales.	
● CRAYON NOIR	48
■ Seyfried.	

- EN VENTE A: ■ «Germinal», 19 rue des Suisses, 13200 Arles. ■ «Graffiti», 11 rue Riquet, 31000 Toulouse. ■ «Anglade», 44 rue Merly, 31000 Toulouse. ■ «Amoros», 14 rue de l'Etoile, 31000 Toulouse. ■ «L'En-Dehors», 46 rue du Mirail, 33000 Bordeaux. ■ «Groupe Sébastien Faure», 7 rue du Muguet, 33000 Bordeaux. ■ «La Crue», 245 rue Bourgogne, 45000 Orléans. ■ «La Capotière», rue des Carmes, 45000 Orléans. ■ «Le Temps des Cerises», 5 bis rue Gustave Simon, 54000 Nancy. ■ «L'Étincelle», 30 rue Pasteur, 64000 Pau. ■ «Le Futur Antérieur», rue du Théâtre, 66000 Perpignan. ■ «Cercle d'Etudes Sociales», 48 rue des Augustins, 66000 Perpignan. ■ «La Gryffe», 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon. ■ «Ulthar», 6 rue Sainte Marie des Terreaux, 69001 Lyon. ■ «La Taupe», 2 quai de l'Amiral Lalande, 72000 Le Mans. ■ «Imagine», 51 rue de Lappe, 75011 Paris. ■ «Le Jargon Libre», 6 rue de la Reine Blanche, 75013 Paris. ■ «La Commune de la Butte aux Cailles», 11 rue Barrault, 75013 Paris. ■ «OCL», 33 rue des Vignoles, 75020 Paris. ■ «L'Autre», 3 avenue De Lattre de Tassigny, 81000 Albi. ■ «Rencontres», 36 rue de l'Hôtel de Ville, 81100 Castres. ■ «La Mandoune», 12 rue Gillaque, 82000 Montauban. ■ «Alinéa», 4 rue Charles Poncy, 83000 Toulon. ■ «Le Kiosque du Boulevard», 13 boulevard Georges Favon, 1204 Genève. ●

LA COURSE DES RATS



«Ouvrez les yeux crachez la monnaie
Le cirque est en ville et ça s'ra pas facile
De s'cacher
Tout l'monde est en fraude
Y'a déjà des clowns qui rôdent».
(J.P. Capdevielle).

Nous sommes encore quelques-uns à ne pas être candidats. On se demande par quel tour de force. Ils y vont tous de leurs recettes : 'course de rats pour le pouvoir. 'Bruits de bottes aux frontières du quotidien. 'T'as tes papiers ?

Gauche, droite... 'Droite, gauche... 'Un vrai match de boxe d'où nous sortirons K.O. '

Candidats marginaux ? Les écologistes s'organisent en bataillons clairsemés et élisent leur général : voilà pour l'autogestion. 'Les trotskystes, «ces enfants complexés d'un père qui n'a pas réussi dans la vie», vont se compter encore un coup : voilà pour les mathématiques. 'Les clowns, dans ce spectacle en direct, sont enfin vraiment tristes : voilà pour le cirque.

Quant au reste, c'est vraiment des restes. Vieilles soupes politiciennes prêtes à gérer notre misère. Allez, circulez ! il n'y a rien à voir !

Alors, quoi ? De l'abstention encore et toujours ? Même pas. 'La vraie vie est ailleurs. Elle se construit, peu à peu, dans des hiérarchies qui s'écroulent, des mythes qui se dégonflent, des coude-à-coude qui se font fraternels, des luttes qui se cherchent et finiront bien par se trouver.

Le 20 mars à 17h 04 mn, ce sera le printemps. 'Le printemps, sans blague ? Alors là, oui, nous sommes candidats. •



Le concierge d'«Agora».



LES JOURS DIFFICILES DE L'ANTIFASCISME

Autour de Copernic, la fièvre est retombée. Les ratiocinations et autres exploits fascistes peuvent se poursuivre tranquillement; ça n'intéresse plus les média. Au cours des journées délirantes qui ont suivi l'attentat de la synagogue, que n'a-t-on pas entendu! Faire le point aujourd'hui semble devenu possible, et rafraîchir les mémoires aussi. «Le temps est peut-être venu où ceux qui, de toutes parts, parlent de "lutte contre le fascisme" devraient commencer à comprendre que les conceptions qui, dans leur esprit, accompagnent cette formule ne sont pas moins puérides, que celles des sorciers luttant contre les orages» (Georges Bataille).

AUTOUR DE GISCARD : LA DROITE!

On l'a dit, écrit et répété; sous Giscard nombre de militants de droite sont parvenus au pouvoir. Les exemples ne manquent pas: Longuet, Madelin, Bassot ancien d'«Occident» et organisateur de la dernière campagne présidentielle, ou encore Hersant, pétainiste d'hier, giscardien d'aujourd'hui et détenteur de 70% de la presse écrite française. Il n'est donc pas étonnant que parallèlement à une chasse aux sorcières gauchistes exacerbée se soit installée ces années une impunité quasiment totale pour les fascistes. Il fallait bien récompenser ceux qui restent les hommes de main rêvés pour les basses besognes. Déjà, en 74, Giscard n'hésita pas à faire appel à eux pour assurer son service d'ordre pendant la période électorale.

Il n'y a pas ici génération spontanée. Et si ces personnages, si l'idéologie de la nouvel-

le droite ont pu se mettre en marche, c'est que le terrain leur a été préparé par les idées d'extrême-droite défendues par les gens en place. Témoin, Bonnet, ministre de l'intérieur qui, dès le 13 décembre 69, déclarait au «Monde»: «...La France doit accepter la loi d'airain de la compétition qui s'analyse dans la sélection et la stimulation des meilleurs dans tous les domaines et à tous les niveaux». Ces derniers temps, Beullac renchérrissait: «Il faut tuer cette vieille idée selon laquelle les enfants sont égaux».

Mais l'état giscardien n'est pas un état fasciste déclaré. Bien au contraire, il développe un double langage qui brouille les cartes. Multipliant les déclarations «libérales», il met pratiquement en place ce qu'on a appelé un «fascisme doux». Le vent de droite qui souffle sur le monde peut se concrétiser de différentes façons. Soit par l'installation d'Etats forts, soit par la volonté de démantèlement des déjà maigres libertés «démocratiques» («Sécurité et Liberté» est l'une des attaques). L'objectif reste bien évidemment d'aider à restaurer des profits mis à mal par la crise. Il est donc bien clair que nous nous situons, en France, dans la seconde situation. L'offensive patronale, bien servie par Barre et la division ouvrière, ne semble pas avoir besoin aujourd'hui de la version autoritaire fasciste.

L'ANTIFASCISME
EST AVEUGLE;
L'ULTRA-GAUCHE
EST MYOPE.

Les attentats fascistes jouent ainsi un rôle d'épouvantail et renforcent l'unification de la population

par-delà ses intérêts divergents. Voilà pourquoi tout le courant réformiste est à l'aise dans le mouvement anti-fasciste qui nie les classes et reconnaît à l'Etat la fonction d'arbitre «au-dessus de la mêlée». Volontairement enfermée dans une attitude défensive, de peur de remettre en cause le capitalisme lui-même, la gauche respectable se propose comme chevalier servant de la démocratie bourgeoise. Pour se protéger, croit-elle, de l'extrême-droite, elle se jette dans les bras de la droite et lui fait concurrence sur le terrain de la «loyauté» envers les institutions. Rien de bien nouveau dans ce mariage de raison.



Mais, malheureusement, à l'aveuglement antifasciste des réformistes correspond une myopie de l'ultra-gauche. Et les libertaires ne sont pas en reste dans ce déferlement du schématisme démagogique. Les mobilisations qui ont suivi Copernic nous ont offert deux exemples. Le tract d'une organisation libertaire, au cours de ces journées, affirme que: «démocratie et fascisme sont deux formes du système capitaliste. Il n'y a pas à choisir entre les deux». Nous disons que de telles phrases sont criminelles car elles justifient un recul qualitatif de la classe ouvrière, alors que le fascisme n'est pas autre chose que la concrétisation de ce recul. Affirmer que les objectifs de la démocratie et du fascisme sont les mêmes (le maintien du profit) est juste, mais on reste

à mi-chemin d'une position libertaire si on ne s'interroge pas, en même temps, sur les différences de formes entre les deux systèmes et sur le rôle que ces différences jouent. Le fascisme traduit un rapport de force défavorable aux révolutionnaires; la démocratie bourgeoise désigne un espace possible à l'action.

Mais le manichéisme des organisations libertaires n'en reste pas là. Un autre tract développe l'idée que «le fascisme est une forme qu'utilise le capitalisme en crise face aux luttes ouvrières». Certes, le patronat n'a jamais cessé de faire appel à des hommes armés. Mais le fascisme, c'est tout autre chose et le capitalisme recourt à cette solution «pour se protéger moins contre les troubles de la rue que contre les troubles de son propre système économique». Dans l'attentisme dominant, tel est le cas aujourd'hui.

L'ANTIFASCISME LIBERTAIRE PEUT-IL EXISTER ?

Construire un antifascisme libertaire, est-ce possible? Il le faut, car il est inconcevable que le mouvement anti-autoritaire reste sans réaction à des événements qui le concernent directement. Mais, un antifascisme libertaire se bâtit sur quatre piliers fondamentaux: la lutte intransigeante contre l'Etat, l'aide apportée à l'unité ouvrière, le combat idéologique, l'organisation de l'auto-défense.

Nous l'avons dit, l'idéologie antifasciste réformiste se propose de sauver la démocratie bourgeoise par tous les moyens et donc est prête, pour cela, à désarmer toute opposition de gauche. Lorsqu'on réclame quelque dissolution que ce soit (celle de la CSL ou, ironiquement, celle de la police), quelque répression que ce soit («des fascistes en prison»?) on fait le travail à la place des démocrates, on s'en remet à l'Etat pour éviter le pire. L'Etat redevient non pas un organe d'oppression de classe, mais une sorte «d'entité métaphysique» au-dessus des classes

une «autorité impartiale et paternelle». On en est alors à bénir la violence d'Etat, à maudire toute violence privée, à souhaiter une paix sociale. C'est croire à un développement autonome du fascisme alors que «pour éliminer le fascisme, il n'y a pas besoin d'un gouvernement plus fort que l'actuel: il suffirait que l'Etat cesse de le soutenir». Telle est la clarification apportée par l'antifascisme libertaire: les lois Bonnet-Stoléru, le projet Peyrefitte sont les bases mêmes sur lesquelles s'appuie l'extrême-droite. C'est bien l'Etat qu'il faut frapper!

Ce combat, pour être mené à bien, nécessite une ample unité ouvrière sur ses propres intérêts. Cela veut dire deux choses: d'abord que la division actuelle ne peut que favoriser les solutions «musclées»; ensuite qu'il ne s'agit pas d'aller de compromis en alliances, comme si le nombre remplaçait la clarté. L'unité ne peut concrètement se réaliser qu'à partir d'alternatives politiques crédibles construites à la base et pour la base. La multiplication des revendications quotidiennes sans un projet global qui les unisse, isole le mouvement ouvrier, l'offre, sans protection, à l'échec.

D'autant plus que les attaques se sont précisées, tant sur le plan intellectuel que physique. Côté cour, nouveaux philosophes et nouvelle droite paradent sous

les feux des médias. Il ne faut pas croire cela sans importance, car c'est bien de ces idées que se nourrit la droite: le fascisme est aussi un mouvement mystique. Désarmer l'idéologie d'extrême-droite et humaniste c'est armer la pensée libertaire. Côté jardin: la violence physique fasciste sans réponse adéquate démoralise et démobilise. Depuis que les démocrates bourgeois se sont emparés de l'antifascisme, le légalisme et le défaitisme vont de pair. Pourtant, seule une résistance réelle et autogérée pourrait mettre un frein aux ambitions des petits coqs d'extrême-droite. Sur ce point de l'auto-défense, Nanterre montre le chemin mais offre aussi l'occasion de rappeler quel piège ce serait que de reléguer au second plan les objectifs initiaux de lutte sous prétexte de «priorité antifasciste».

Recrudescence fasciste? certes pas. Mais paravent du «fascisme doux» giscardien, certes oui. Les terrains sont tracés pour le jeu traditionnel de l'oppression. Les libertaires sauront-ils, enfin, sauter le pas et s'emparer résolument de l'actualité? Pour cela, il nous faudrait devenir disponibles à une remise en cause de nos pratiques historiques, accepter d'abandonner notre manichéisme habituel. Y sommes-nous prêts? ■

Tony ALVAREZ.

FRANÇAIS!
La Sécurité Sociale est en déficit de 200 milliards !
Pourquoi ?
Pour que votre argent serve à payer des allocations familiales à des milliers d'enfants giens et arabes réels et imaginaires !
Pendant ce temps, les commerçants et les artisans français attendent toujours leurs prestations !
Pendant ce temps les vieux de France perçoivent 200 F par mois... de quoi survivre !
Allons-nous fêter ces scandales encore longtemps !
Français, RÉAGISSEZ!
demandez des comptes à vos élus

ORDRE NOUVEAU

René Mayer - Document W. R. A. F.

JUIF ET LIBERTAIRE



(photo Claude S.)

Comment être juif
quand on est libertaire?
Comment être libertaire
quand on est juif?

Des choses dont on parle peu dans le mouvement.
Et pourtant, les copains juifs
ne manquent pas.

Jean-Marc est de ceux-là. Militant organisé, plombier,
nous lui avons demandé ce qu'il en pensait.

■ Copernic a eu lieu. Ça se traduit comment, être juif et libertaire et prendre le journal ou écouter la radio et entendre cette information ?

□ Il y a eu deux choses par rapport à la rue Copernic. D'une part au niveau juif, je me suis dit ça peut recommencer... 'je me suis senti visé directement. En même temps, des déclarations, comme celle de Bloch dénonçant les anti-sionistes, m'ont écaéré. D'autre part, au niveau politique, tous les copains libertaires sont descendus dans la rue, soit samedi, soit mardi. Pourtant, historiquement, il y a eu beaucoup moins de juifs dans

le mouvement libertaire que, par exemple, dans le mouvement trotskyste. De ce fait, les anars sont passés à côté de problèmes tels que les «juifs honteux», le sionisme, les flics... Bien sûr il y a des analyses, mais ce sont les éternelles analyses sur le fascisme: «fascisme et social-démocratie, deux aspects de la même bourgeoisie»... ça c'est des mots pour moi. Il faudrait tout repenser. En tant que juif je ressens cette absence d'analyse beaucoup plus et, relativement, je le vis mal. De plus, je pense qu'on n'a jamais su répondre à toutes les questions des minorités nationales et je n'arrive pas à savoir pourquoi, alors qu'on a pas mal d'idées et de

pratiques sur le fédéralisme. Mais ça n'a jamais été approfondi.

■ Tu disais que les libertaires sont passés à côté de problèmes, tel celui des flics ?

□ Moi, ce qui m'a choqué dans l'attentat de la rue Copernic, c'est qu'on dise qu'il y a des fascistes dans la police française. Et tout le monde semble découvrir cette évidence, alors que c'est inhérent à ce que sont l'armée et la police. C'est un moyen de répression, il est donc apte à engager des fascistes. Qui a fait le Vel'd'Hiv? C'est la police française, pas les flics allemands. Elle a même raflé les gosses et les a remis aux allemands, alors que ceux-ci n'en voulaient pas, ne savaient pas quoi en foutre des mômes. Le mensonge à dénoncer, en tant que libertaires, c'est justement l'idée qu'il pourrait y avoir une police démocratique. Ça n'existe pas! Le truc génial c'est «Libé», trois jours après Copernic, ba-



Photo EE 57 - J.F. Schneider

lançant un article sur le massacre des maghrébins au moment de la guerre d'Algérie. Parce que la police c'est le Vel'd'Hiv, c'est 58, c'est aujourd'hui Copernic, et puis demain ce sera la répression et le massacre des ethnies, des militants politiques. La police est fasciste, elle l'a toujours été et le sera toujours. Il faut abattre la police. Les libertaires devaient avancer cela. Il n'y avait pas à s'aligner sur les réformistes pour gueuler «Bonnet démission». Remplacer un ministre de l'intérieur par un autre ministre de l'intérieur, ça rime à quoi ?

■ **Alors, fascisme et démocratie bourgeoise, même capitalisme ?**

□ Certes, mais c'est un problème que je me pose, par exemple par rapport à la période de 40. Je pense que tout en étant libertaire, juif, etc., je me serai retrouvé du côté gaulliste. Pas dans les organisations gaullistes, mais dans la Résistance, et, pour écraser le fascisme, prêt à m'allier avec toutes les forces démocratiques. Le fascisme est effectivement une forme du capitalisme, mais c'est la pire.

C'est vrai qu'il y a une fraction de la bourgeoisie qui est démocrate et dans laquelle se retrouvent les juifs; parce qu'eux ne peuvent pas être fascistes. Mais, j'en ai marre de me faire traiter de «juif honteux» par ma famille parce que je suis anti-sioniste. Les anti-sionistes étaient, eux aussi, dans la rue, alors que la bourgeoisie juive, pour des questions de fric, est prête à s'allier avec des mecs comme Giscard qui tolèrent les bandes armées fascistes. Il est essentiel de dire qu'aujourd'hui, c'est Bloch, Weil, Stoléru qui

sont des «juifs honteux». Pas nous !

■ **On a souvent parlé de communauté juive...**

□ La communauté juive est souvent identifiée au sionisme. Mais elle n'est pas que cela. Elle est aussi regroupée cléricalement. Elle a existé aussi par rapport à la répression, et celle-ci ce n'est pas uniquement 45. C'est ma grand-mère qui s'est barrée de son village à cause des pogroms et qui a balancé des grenades sur la gueule des soldats du Tsar. C'est mes oncles, en 36, allant tous les dimanches sur les marchés du 18ème, faire le coup de poing contre les Croix-de-Feu... Juif, c'est aussi une communauté culturelle marquée également par



la religion. Mais avec les idées du XIX^e siècle, avec le développement du capitalisme, elle a donné naissance à un fort courant de gauche dont je me revendique. La communauté juive russe a joué un rôle important dans le mouvement de 17. Le journal révolutionnaire américain écrit en yiddish, «Freie Arbeiter Stimme»... ce sont mes références culturelles.

Le sionisme, c'est justifier l'Etat d'Israël par les millions de morts juifs. C'est le traumatisme de la guerre qui crée le

sionisme. Mais les morts juifs, aussi nombreux soient-ils, ne justifieront jamais les bombes au napalm et les bombes à billes sur les camps palestiniens, ni l'existence de la torture en Israël. Je pense qu'aujourd'hui, la crise, le coût de la vie... donnent beaucoup plus d'aptitudes à la réorganisation d'un mouvement ouvrier en Israël; la lutte va reprendre le pas sur l'unité face au monde arabe. En France, la situation est différente; le sentiment de «peuple juif» se trouve renforcé par l'absence quasi-totale d'ouvriers et par l'omni-présence de la petite bourgeoisie dans la communauté juive. Mais il va y avoir, du fait de la prolétarianisation, de plus en plus de juifs, et j'en suis le type même, qui vont se retrouver dans la classe ouvrière. Ça posera alors, de façon plus accrue, des problèmes de classe à l'intérieur de la communauté.

■ **Au moment de la création des kibboutz, certains libertaires ont défendu Israël, voyant là une expérience autogestionnaire. Avec le recul, que peut-on en dire ?**

□ C'est comme les libertaires qui sont rentrés à F.O. ! Les kibboutz c'est 7% de l'économie israélienne, quant au socialisme là-dedans... Je ne peux pas être d'accord avec Israël parce que, d'abord, c'est le représentant de l'impérialisme américain, le gendarme du Moyen-Orient, et qu'ensuite c'est un Etat. Je ne vois pas pourquoi, d'un point de vue libertaire, je justifierais plus tel Etat que tel autre. Le seul truc c'est que je me refuse à y mettre les pieds. Y'en a qui boycottent les oranges Outspan, moi je boycotte Israël ! ■



Pologne

Syndicat = 1

Démocratie = 0



Depuis cet été, l'histoire court vite en Pologne. A l'enthousiasme des mois de juillet et août a succédé une réalité plus complexe. Une sacrée partie d'échecs où l'espoir reste encore présent.

L'ECONOMIE MALADE DE LA PLANIFICATION

C'est maintenant devenu une banalité que de souligner le marasme dans lequel se débat l'économie polonaise. Toutes les grèves ont témoigné des difficultés alimentaires existant dans le pays. Les revendications ouvrières

sont éclairantes, non seulement sur les carences en produits de première nécessité, mais également sur les incohérences de la production et de la distribution. Bref, sur l'échec, à tous les niveaux, de la planification. Un exemple, parmi tant d'autres : les dockers, adoptant une position radicale, ont refusé de charger des bateaux exportant des denrées alimentaires faisant défaut en Pologne même.

L'endettement vis-à-vis des pays occidentaux (Etats-Unis inclus) est de l'ordre de 21 milliards de dollars. Et Kania, nouveau premier secrétaire polonais, a obtenu, lors de sa visite à Moscou le 3 octobre dernier, des prêts en devise ainsi que des livraisons de céréales. A ce niveau, l'accord entre les bourgeoisies, de l'Ouest comme de l'Est, a été total : aider au maximum l'Etat polonais à maintenir son pouvoir. Il est vital pour les différents blocs que le gouvernement de Pologne puisse apaiser le mouvement ouvrier et il n'est d'ailleurs pas impossible que, momentanément du moins, certains palliatifs soient trouvés à la situation.



Fabrication des tracts et du journal à Gdansk

EN CAS DE CRISE, PURGEZ L'APPAREIL

Au sein du POUP, et dès le mois d'août, le traditionnel remède de la purge a été appliqué. Au nom du «renouveau» du parti, Kania a ainsi limogé douze préfets, sans trop faire de bruit. Ils ont tout simplement été remplacés par d'anciens bureaucrates. Mais tous les limogeages n'ont pas connu une telle discrétion, tel celui du préfet de Czesochowa, Wierzbicki, qui face à la menace de grève du 10 novembre avait, avec beaucoup de zèle, préparé l'état de siège de la ville.

Le plus souvent, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui mettent en cause les bureaucrates «incompétents» ou peu scrupuleux; le pouvoir ne faisant qu'entériner cette dénonciation. On pourrait se demander si à travers cette attaque contre les «qualités» de certains bureaucrates ne se profile pas une remise en cause du rôle du parti. En réalité, la critique implicite existe (au niveau de la justice, de la police, de la planification) mais ne trouve aucun débouché explicite. Est-ce réalisme et prudence face au risque d'une intervention soviétique? Volonté de s'en tenir là? La lecture attentive des déclarations de Walesa ou de Kuron montre qu'il n'a jamais été question «d'aborder le politique», et il est clair, semble-t-il, que la grande majorité de la classe ouvrière s'est trouvée réunie derrière cet objectif.

Cela même fixe une échéance à la nouvelle bourgeoisie : agrandir et

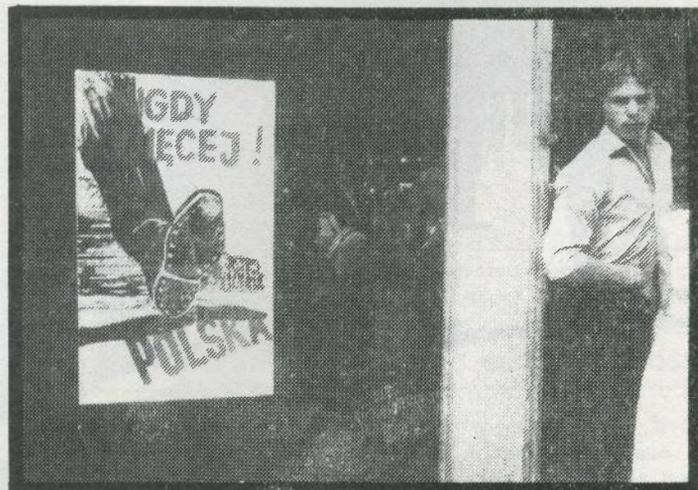
consolider son assise sociale d'ici le Congrès extraordinaire du parti aux mois de mars-avril 81. Or, à la base (même du parti) sont apparus des mouvements contestataires. Dans douze villes (dont Lodz, Torun, Radom, Cracovie) des militants ont mis en place des structures horizontales entre sections d'entreprise et quartiers. Les nouveaux bureaux élus ont été très rapidement et très vivement condamnés par le dernier Plénum de novembre. C'était pourtant là l'amorce de la recherche d'un consensus qui permettrait à une nouvelle fraction de la bourgeoisie d'accéder puis de se maintenir au pouvoir. Ambiguïté qui fait que Kania, tout en critiquant une telle pratique n'en est pas moins amené à intégrer au Bureau politique des personnes garantes de ce renouveau. Ambiguïté encore qui le porte à rassurer l'aile «conservatri-

ce» en appelant à ses côtés le général Moczar. Ainsi la bourgeoisie polonaise, renouvelée au sommet, essaie de concilier toutes les fractions qui la composent. Mais les luttes ouvrières, habituées à ces traditionnels changements d'acteurs, demandent des garanties à cette nouvelle alliance.

“SOLIDARNOSC” : BRECHE OU POTION MAGIQUE ?

La création des syndicats libres et leur légalisation ont suscité la quasi-unanimité dans la classe ouvrière. Exacerbées par la mauvaise volonté des autorités à reconnaître ces nouvelles structures, les luttes se sont souvent amplifiées. La mise en place des syndicats, par la dynamique revendicative qu'elle n'a pas manqué de susciter, a provoqué un moment de panique au sein de toutes les classes dirigeantes du Comecon, et même bien au-delà. La peur qu'il s'agisse d'un premier pas vers la remise en cause de toute la structure politique les a hantés et les hante parfois encore.

Mais, aujourd'hui, le syndicat «Solidarité» né de ces luttes, est reconnu comme «une force de progrès» tant par l'Union soviétique que par les pays de l'Ouest. Et il faut dire que l'attitude «réaliste» des membres de la commission nationale de «Solidarnosc» ne peut que leur donner raison. Depuis fin-août, leurs appels à la reprise du travail et au retour au calme, se multiplient. En août, déjà, le MKS et le gouvernement, dans un appel conjoint «demandent à toutes les entreprises de se joindre au MKS, mais qu'elles ne se mettent pas en grève». En novembre, les seules grèves envisagées par la direction sont d'une durée limitée (de 1 à 24 heures) et portent



« Non, pas à nouveau ! » vitrine polonaise à Katowice.

uniquement sur la reconnaissance du fait syndical.

Quant aux salaires, «Solidarité» veut négocier un compromis national limité aux bas salaires et concernant les seuls travailleurs «qui remplissent une fonction sociale importante» (1). On est très loin des revendications de juillet: 2000 zlotys d'augmentation pour tous les travailleurs! Quant à la «fonction sociale importante», on sait comment elle se définit à l'Ouest comme à l'Est. «Solidarité» a vite appris de ses homologues européens...

Mais plus important, et donc plus grave pour l'avenir du mouvement ouvrier, que ces retraits quantitatifs, est le net recul de la démocratie directe qui avait été mise en place et vécue pendant les luttes au mois de juillet (2). A Gdansk, en août, avait été créé un comité inter-entreprise formé de délégués élus par l'ensemble des usines en grève. A la fin du mois, ce comité désigna un présidium. Ainsi naquit, mi-septembre, la commission nationale de «Solidarité». En principe donc, ce n'est qu'une coordination provisoire. La publicité des débats et les nombreux meetings ont été tels jusqu'à cette date, que l'on peut raisonnablement penser que les délégués ont été constamment contrôlés par la base.

Mais, depuis que le réalisme l'emporte, les micros fonctionnent

moins bien. Ce sont maintenant des permanents appointés, sans aucun contrôle de la base, qui négocient d'égal à égal avec le pouvoir. Prêts à associer les travailleurs à la gestion de la crise, tous leurs appels vont dans le sens d'une centralisation: accords nationaux (revus à la baisse), appel à la reprise dans les entreprises mais mise en place d'une grève nationale d'un jour (le 3 octobre) pour la reconnaissance du syndicat.

TOUT N'EST PAS
AUSSI SIMPLE QUE
WALESA LE DIT

Les millions d'adhérents de «Solidarité» ne s'identifient pas tous avec leurs dirigeants et malgré l'insistance des appels à la reprise, les grèves se sont poursuivies. Les dirigeants syndicaux ont même été amenés, sous peine de débordement, à épouser certaines revendications de la base. A cette heure, il serait cependant absurde de dire qu'un réel divorce existe au sein du syndicat. A la base, ce qui semble dominer, c'est l'indifférence à l'égard des attitudes prises par la direction: les luttes par secteur se maintiennent. Mais ce qui est certain, comme nous le disions plus

haut, c'est le recul rapide de la démocratie directe.

Cette combativité dans les luttes, à la base, représente un danger tant pour le POUP que pour les hiérarchies syndicales. Le risque de contagion le plus grave est là, et c'est ce que craint le plus la bourgeoisie du Comecon. L'intervention soviétique, quoi qu'on en dise, ne peut s'envisager que si combativité et démocratie sont maintenues et développées par le prolétariat polonais. Là est à la fois le risque et la brèche. Dans l'état actuel du monde socialiste, cette dernière ne peut s'amplifier sans risque, qu'en comptant avec la solidarité active des classes ouvrières des pays de l'Est. C'est la seule question d'importance. D'autant plus importante, qu'après un magnifique bond en avant, le prolétariat polonais risque fort de se retrouver bien quadrillé par un syndicat «new look», négociant peu à peu son intégration dans les organes de direction du pays. ■

MARCOS.

20 décembre 1980.

(1) Extrait d'un texte signé par Waleśa, Cwiązda (Gdansk) et Bujak (Varsovie).

(2) Voir «Démocratie directe? Oui, merci!», Agora n°3, automne 80.



Turquie

APRES LE COUP D'ETAT



LE COUP D'ETAT MILITAIRE DU 12 SEPTEMBRE 80

C'est finalement l'armée qui vient de régler, de façon brutale, la guerre de classe que connaît la Turquie depuis pratiquement trois ans...

Obéissant au capital international (USA et RFA) elle est intervenue avec l'appui inconditionnel de l'OTAN (des manœuvres militaires de cette dernière se déroulaient en même temps en Thrace Turque!).

Le général Tashin Sahinkaya (chef d'Etat-Major des forces aériennes) revenait des USA avec, dans ses poches, le soutien et l'assurance de l'aide du super-grand dans ce qui devient, décidément, le lot quotidien du peuple turc! Un coup d'Etat bien fomenté, réglé de main de maître, sans effusion de sang ou presque (les dictateurs latino-américains en prendront de la graine...). La technique a consisté en cueillir le peuple turc à «l'heure du laitier»: imaginez d'arriver au travail un beau matin et de trouver des tanks devant la porte; de bran-

cher la télé pour les infos de midi et, au lieu de retrouver Gicquel, d'y voir Massu... vous aurez tout compris!

Ce coup d'Etat des cinq généraux - annoncé par plusieurs mises en garde de l'armée dont la dernière en date remonte à la Fête des Forces Armées - n'a apparemment surpris personne dans les milieux financiers. Le nouveau gouvernement a reçu le soutien immédiat du Fond Monétaire International, de la Banque Mondiale, de la Banque Centrale, de la CEE et de l'OCDE.

Seules notes discordantes: la suppression du droit de grève, la fermeture des locaux syndicaux, l'arrestation des militants politiques (en majorité de «gauche»), l'interdiction des manifestations et des journaux d'extrême-gauche... péca-dilles en quelque sorte!

LES REACTIONS

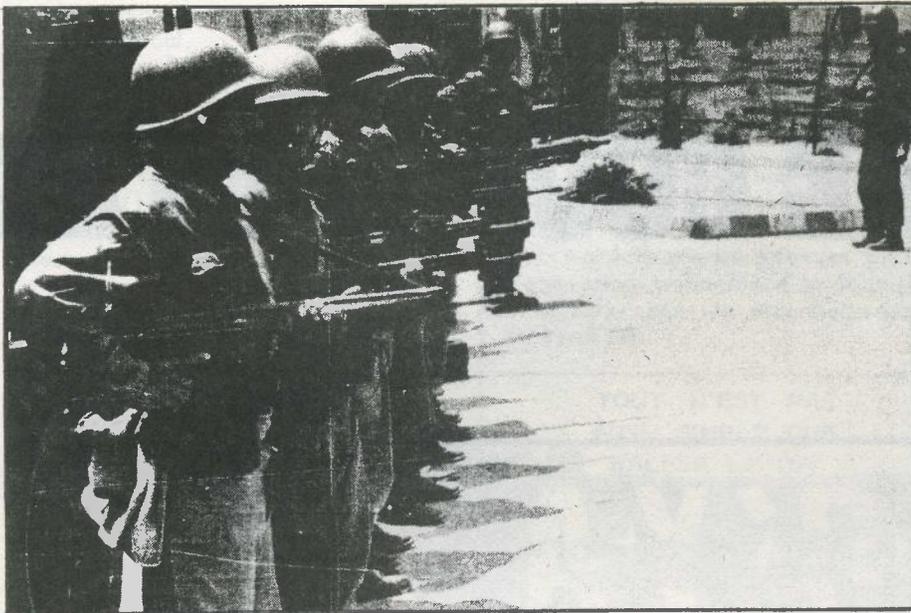
La réaction au niveau international a été bien faible, la gauche européenne se contentant de souhaiter le rétablissement

rapide de la «démocratie», faisant ainsi confiance, en quelque sorte, au Conseil National de la Sécurité, dirigé par le général Kenan Evren qui passe pour être un modéré...

Il faut dire que ce coup d'Etat a posé problème aux idéologues de gauche car l'armée a renversé un gouvernement de droite en la personne de Demirel et de son parti de la Justice. Alors, que penser? Que c'est la gauche qui a fait le coup d'Etat ou qui en profitera? Plusieurs hypothèses embarrassantes voyaient le jour, à savoir qu'il pouvait exister des putschs militaires servant la «gauche». Pour les Turcs de Paris, du moins ceux organisés dans la CFDT, les choses ont été claires dès le départ: c'était un coup d'Etat fasciste. Des fascistes renversant d'autres fascistes, c'est surprenant et inhabituel entre eux!

CLAIR ET LOGIQUE

La réalité est beaucoup plus claire et logique. La Turquie connaît, depuis au moins trois ans (voir «Agora» n°3) un conflit



permanent, une véritable guerre de classe (5241 tués et 14.152 blessés au cours des deux dernières années). Ceci perturbait en permanence les profits des trusts nationaux et internationaux; les conflits et les grèves s'éternisaient sur de longs mois, voire des années... Or, pour le patronat et la finance, tout doit avoir une fin, même si la droite, habituellement chargée de gérer l'administration du pays, est au pouvoir.

D'un autre côté, il n'est pas possible pour l'Occident capitalisé de laisser la Turquie dans un état de zizanie permanent, d'autant plus que la Russie est là, toute proche. Alors, une solution consiste en l'utilisation de ce qui est fiable, bête et discipliné: l'Armée! On ressort le truc de l'ennemi intérieur...

Encore une leçon pour les tenants de l'armée et les légalistes occidentaux de tous bords car aujourd'hui, en Turquie, les prolétaires sont en train de déguster...

Pour le moment, et comme lors des précédents coups d'Etat militaires, le prolétariat révolutionnaire fait le «dos rond» attendant des jours meilleurs et le rétablissement d'un gouvernement civil.

Pour l'heure, il lui serait suicidaire de se manifester ouvertement, donnant ainsi un prétexte aux militaires pour justifier le nettoyage entrepris par ce coup d'Etat.

La «grande lessive» a d'ailleurs déjà commencé à l'Education Nationale et dans le secteur administratif jugé trop à «gauche». L'opération vise évidemment à écarter la jeu-

nesse scolarisable des «mauvaises idées»!

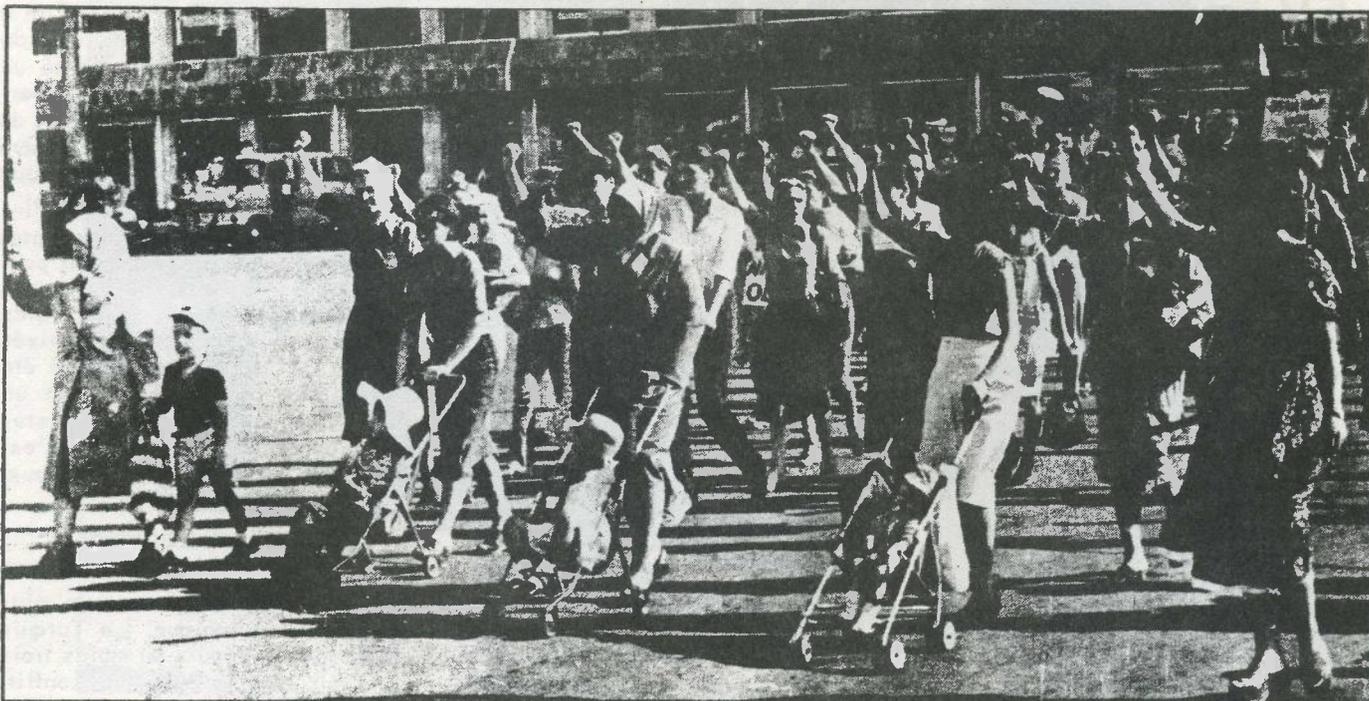
Alors, pour l'exemple et pour montrer qu'il ne faiblira pas, le Conseil National de la Sécurité vient de faire exécuter par pendaison, à Ankara, deux extrémistes, l'un de droite et l'autre de gauche (ce sont les premières exécutions officielles depuis 72...).

La stratégie décidée semble être le renforcement du pouvoir du chef de l'Etat au détriment du Parlement, en s'inspirant de la Constitution de la V^e République, en renforçant et en unifiant les «droites fratricides». De toute façon, le rôle de Kenam Evren et des militaires finira lorsque les USA et la bourgeoisie turque l'estimeront nécessaire.

En attendant, le gouvernement provisoire attend un sursaut national et des... «sacrifices indispensables de la population. La fin des grèves qui ont causé de grandes pertes à l'économie turque et qui nous ont fait perdre 150 à 200 millions de dollars d'exportation est un grand avantage pour le pays et pour les ouvriers eux-mêmes» (Turgut Ozal, conseiller économique de Suleyman Demirel, champion de la liberté d'entreprise et de l'économie de marché, Vice-Premier Ministre du nouveau gouvernement).

Pour nos camarades Turcs, de toute façon, le combat continue ici et là-bas pour que le prolétariat s'organise et se dote de moyens suffisants pour qu'à l'avenir nous cessions de rester des marionnettes entre les mains du pouvoir financier, pour qu'à l'avenir le rapport des forces soit inversé. ■

Yusuf DAG.

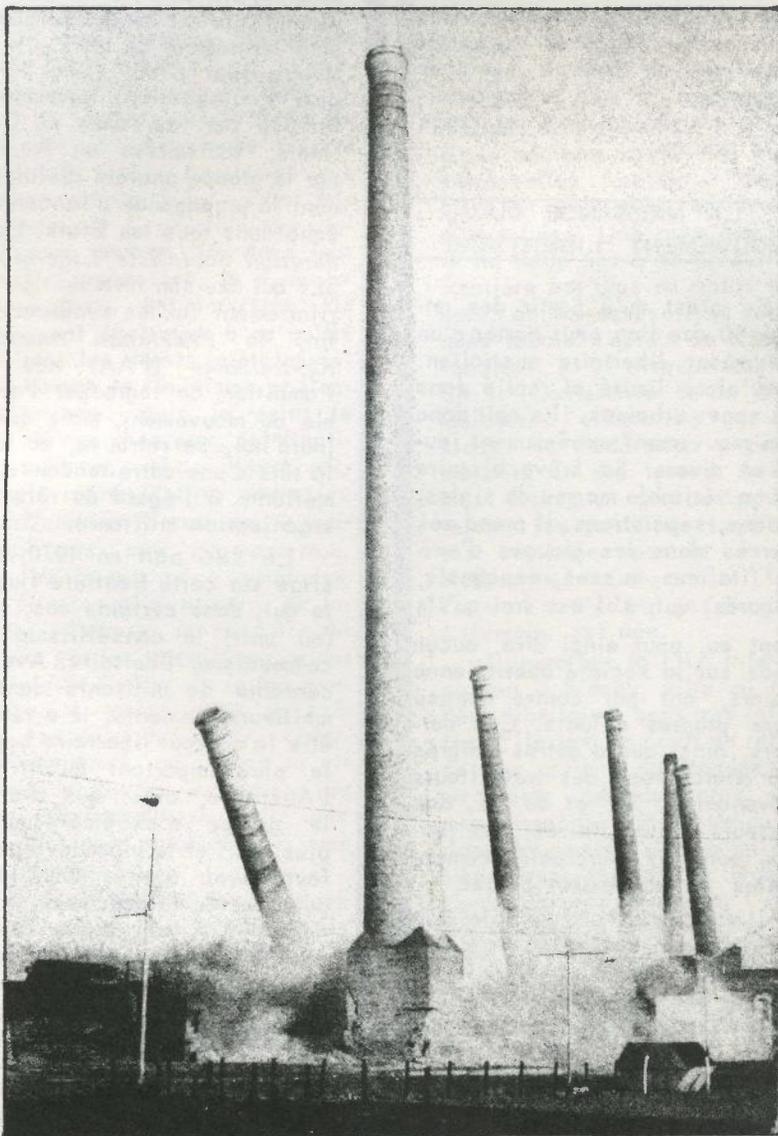


Australie

libertaires en mouvement

"AH! MAIS IL Y A DES ANARS EN AUSTRALIE?" DEMANDE-
RONT SANS DOUTE CEUX QUI, SE SOUVENANT DE QUELQUES
VAGUES IMAGES DE KANGOUROUS ET DE KOALAS, AURONT
REUSSI A REPONDRE AFFIRMATIVEMENT A LA QUESTION
PRECEDENTE: "L'AUSTRALIE, ÇA EXISTE?"

ET BIEN OUI! L'AUSTRALIE EXISTE. MALGRE LA CONSTANTE
ENIGME CONCERNANT LA POSITION RESPECTIVE DES PIEDS
ET DES TETES DE SES 14 MILLIONS D'HABITANTS, ELLE
EXISTE. ET SUR CE TERRITOIRE, MI-DESERT, MI-JARDIN
POTAGER, QUELQUES CENTAINES DE CAMARADES LUTTENT
CONTRE NOS ENNEMIS COMMUNS.



Le mouvement libertaire australien est parmi les plus jeunes du monde: en tant que mouvement il a tout juste une dizaine d'années d'existence réelle. Ceci ne l'a pas empêché de devenir l'une des forces d'opposition les plus importantes du pays. Mais, ceci ne lui a pas évité, non plus, d'importer toutes les divisions dans lesquelles se débattent les libertaires du monde entier.

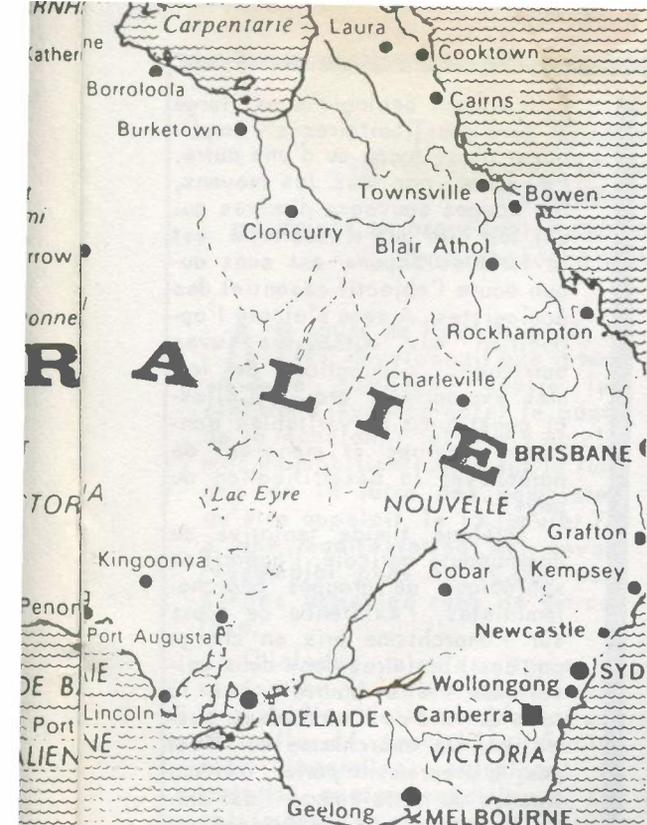
GEO-POLITIQUE ANARCHISTE

Avec une population (13,5 millions d'habitants) qui ne dépasse pas les 3% de la population européenne mais qui se répartit sur un territoire équivalent aux 3/4 de l'Europe, l'Australie voit les 86% de sa population concentrés dans les villes de ses six Etats et de ses deux territoires. Les îles sont pratiquement inhabitées, exceptée la Tasmanie, et encore, cette dernière est-elle peu liée à la grande île-continent.

Le premier obstacle que rencontre l'anarchiste australien est donc un obstacle géographique. A l'énorme distance qui le sépare des autres centres du mouvement anarchiste mondial, vient s'ajouter la distance importante entre les villes où l'anarchisme australien développe ses activités. Le groupe de Perth, par exemple, est à 2700 kilomètres du centre libertaire le plus proche, et entre les villes côtières de l'Est et du Sud (Cambera, la capitale avec ses 210.000 habitants; Sidney avec 3 millions; Melbourne, 2,7 millions; Brisbane, 1 million; Adelaïde, 0,9 million) qui sont les villes où l'activité libertaire est la plus grande, il y a, en moyenne, quelques 800 kilomètres.

Ceci explique non seulement que l'histoire récente de l'anarchisme australien ne compte qu'une vingtaine d'années, mais aussi que la coordination minimum pouvant permettre de parler d'un «mouvement libertaire» ne date que de ces dix dernières années. De nombreux voyages entre les villes des côtes Est et Sud, entre celles-ci et l'Etat de l'Australie Occidentale ou l'Etat de Tasmanie, ont permis la constitution de ce jeune mouvement.

Il ne faut cependant pas croire que ces liens aient entraîné une quelconque uniformisation. Chaque groupe a maintenu ses caractéristiques, ses différences; il les a même, parfois, accentuées. Les actions concrètes restant le point de rencontre le plus fréquent. L'isolement des villes



liste humaniste, certains groupes reprochent au SMG son penchant «autoritaire», dans la mesure où son militantisme exacerbé l'a conduit à se doter d'une organisation que certains dénoncent comme «trotskyste», et qu'eux-mêmes justifient par la dure répression régnant sur la Terre de la Reine. «Notre groupe restera clandestin aussi longtemps que les affrontements ne seront pas assumés par l'ensemble des travailleurs» peut-on lire dans leur organe d'expression, le «*Libertarian Worker*». Antimarxistes, ils s'opposent également à ce qu'ils appellent les «fronts interclassistes», comme le féminisme et l'antimilitarisme. Mais le point le plus affirmé chez eux, est l'anti-syndicalisme. «Les syndicats, rouages intermédiaires entre les travailleurs et le patronat, n'articulent pas une contradiction, mais réalisent une symbiose», «les besoins alimentaires, de logement, d'amour, de contrôle sur leur vie par les travailleurs, n'ont jamais fait l'objet de luttes syndicales...», mais, «nous ne prôtons pas pour autant des syndicats nouveaux, qui, dans la situation actuelle, subiraient la même évolution que celle des syndicats que nous connaissons aujourd'hui».

La quasi totalité des membres du SMG résident à Brisbane. Ils interviennent dans divers secteurs du monde ouvrier, en particulier le secteur santé, où ils défendent une organisation décentralisée et non hiérarchique reposant sur des centres communautaires de santé regroupés autour d'hôpitaux spécialisés.

CHEMINS DE (CON-)FUSION

L'impulsion en direction d'un mouvement libertaire de caractère international prend sa source vers 1970 autour de la *Fédération d'Anarchistes Australiens*, à travers une série de conférences et du bulletin «*Fédération*». Si la FAA connaît par la suite des succès et des échecs, c'est malgré tout à partir de ces initiatives que se sont développées les tendances actuelles au rassemblement.

La Conférence Nationale «Anarchiste-Libertaire-Autogestionnaire», convoquée par les groupes des universités de Melbourne, La Trobe, Sidney, et préparée en collaboration avec des membres de la CNT espagnole en exil, réunit en 1975 quelques 300 camarades de toutes tendances et venant des principales villes. La FAA ainsi affirmée, recueille, bien que d'une façon éphémère, le gros de l'anarchisme militant australien, et son bulletin «*Fédération*» est pris en charge successivement par les différents groupes qui la composent.

Mais la FAA était la convergence de forces trop hétérogènes : groupes de différentes villes, origines sociales, structures organisationnelles, options idéologiques et politiques extrêmement diversifiées. Une première rupture ne tarde pas à se produire. Sa frontière est plus ou moins régionale, et les accusations réciproques tournent autour de l'«autoritarisme» et l'«irresponsabilité». La II^e Conférence de la FAA à Melbourne officialise ces divisions : la Fédération y perd la majorité de ses forces. Aux mêmes dates, un groupe important rejoint les positions syndicalistes exprimées par la revue de Melbourne : «*Libertarian Socialist*». La *Fédération Socialiste Libertaire* est née.

Aujourd'hui la FAA intervient surtout à Sidney, ville où les idées libertaires sont très influentes. Elle sert de point de référence aux actions spontanées, plus ou moins individualistes, et au mouvement lié à la contre-culture, dans la mesure où les militants libertaires des autres organisations refusent d'assumer l'«irresponsabilité» d'interventions de ce type.

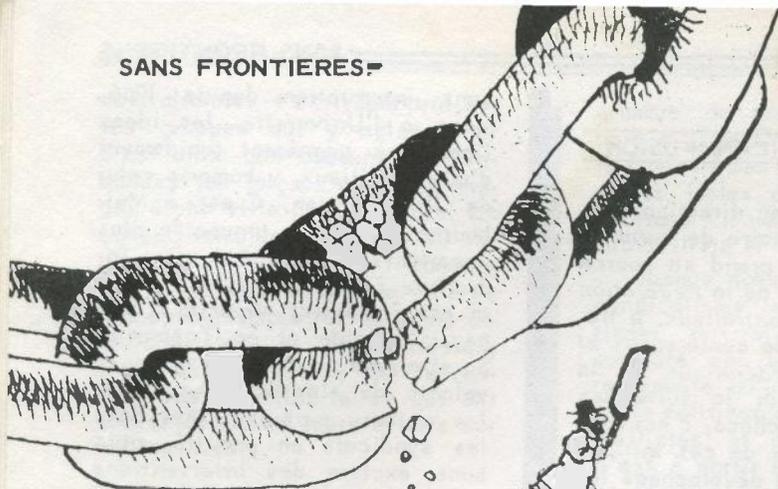
LES SYNDICALISTES

Melbourne est le second centre de l'anarchisme australien. Ici, les activités se développent

sans interruption depuis 1966. Nées à l'Université, les idées libertaires gagnèrent rapidement d'autres milieux, y compris celui de l'immigration. C'est à Melbourne qu'agit le groupe le plus important de la *Fédération Socialiste Libertaire (FSL)*. Celle-ci est également présente à Sidney, Adelaide et en Tasmanie. Sa stratégie se caractérise par la volonté de s'associer «à toutes les actions progressistes» dans les syndicats en priorité, mais sans exclure des interventions avec des partis comme le Parti Communiste ou Travailleur. Ce «pragmatisme» a créé de nombreuses tensions à l'intérieur de la FSL. En particulier en 1977 où trois tendances co-existaient : certains membres s'orientaient vers l'anarcho-syndicalisme, d'autres vers le PT et le mouvement syndical, d'autres enfin tentaient d'élaborer une sorte de marxisme-libertaire. Tout ceci débouchait sur des alliances des plus farfelues, sources, à leur tour, de nouvelles divergences. Aujourd'hui, la FSL vit un processus de réunification.

«Pour comprendre nos interventions, visant à tracer une voie extra-parlementaire pour l'ensemble de la gauche australienne — nous explique l'un des membres les plus en vue de la Fédération — il faut voir ce que sont aujourd'hui les syndicats australiens. Ils n'ont de parenté avec aucun autre modèle syndical dans le monde. Tout au plus pourrions-nous trouver, sous certains aspects, des ressemblances avec les syndicats britanniques». Organisé par États et très lié au Parti Travailleur, l'*Australian Council of Trade Unions* constitue une fédération syndicale unique en son genre. «Le PT ne le contrôle pas plus qu'il ne le contrôle : il s'agit plutôt d'une symbiose». Pour la FSL, se couper du travailisme entraînerait un éloignement des syndicats et, par conséquent, une condamnation à la marginalisation la plus stérile.

«Prends en compte — insiste le camarade, inquiet d'être incompris — qu'il est impossible en Australie de distinguer le Travailisme du syndicalisme». Incomprise, la FSL l'est par certains libertaires australiens. Pour eux, elle n'est qu'une organisation «ouvriériste» extrêmement compromise avec la bureaucratie syndicale officielle. Quoi qu'il en soit, la Fédération constitue le mouvement libertaire actuellement le plus puissant sur le continent.



En dehors de ces trois «grands» courants organisés – SMG, FAA et FSL – il existe d'autres groupes de moindre importance et inorganisés : le groupe de Camberra, constitué par des écologistes, des féministes et par les «courants pour un mode de vie alternatif»; les groupes activistes de Perth, ville dont le Département du Service Militaire a été partiellement détruit par une bombe au début des années 70; le Club Démocratique qui, à Sidney comme à Melbourne, réunit les exilés espagnols de l'UGT et de la CNT; quelques membres de l'Internationale Syndicale Révolutionnaire IWW; le Woodstock Anarchist Party, fief des «féministes insurrectionnelles», des «anarcho-surréalistes», etc.

ATOMES, INDIGÈNES ET LUTTES

Ce portrait du mouvement, bien que chaotique, retrouve une plus grande cohérence lors des activités unitaires que les groupes développent par-delà leur petit monde de sigles et de proclamations.

L'Australie est un des rares pays où la lutte anti-nucléaire soit essentiellement animée par les travailleurs de ce secteur. Obligés de manipuler un matériel dangereux, ces derniers sont convaincus que l'énergie nucléaire comporte plus de risques que

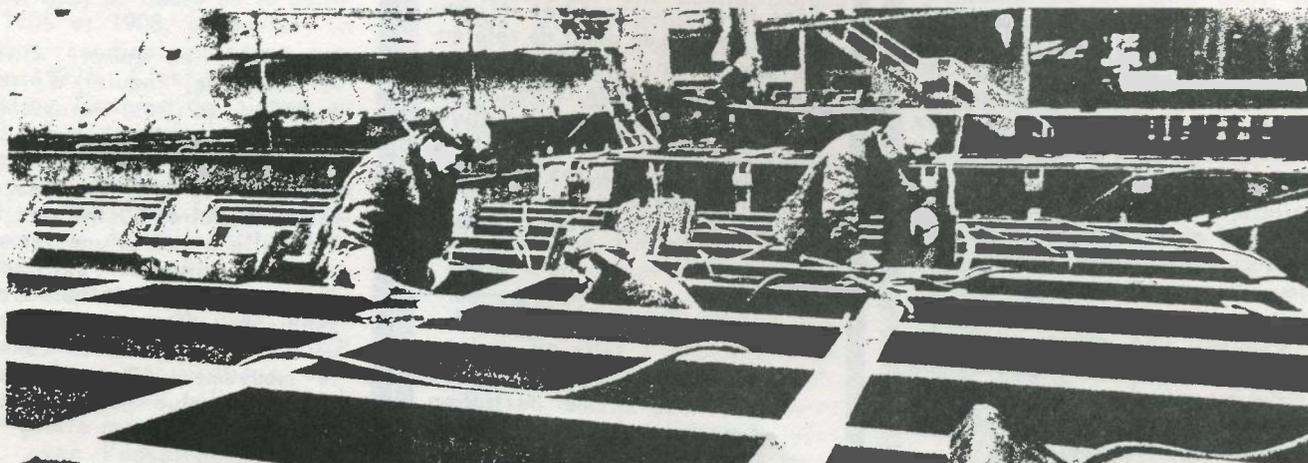
ces fameux 5% de chômage avec lesquels on les menace constamment. Autour de ce large mouvement convergent tous les groupes libertaires, le PC, la gauche du PT, ainsi que toutes les nuances de l'extrême-gauche. L'idée que seuls les travailleurs organisés peuvent en finir avec le trafic d'uranium est très répandue. A tel point, qu'il y a deux ans les travailleurs du port sont parvenus, malgré de durs affrontements avec la police, à boycotter l'arrivée d'une grande quantité d'uranium à Melbourne (revers de la médaille: les dockers de Brisbane se proposèrent pour l'assurer). En février 1978 a eu lieu un congrès syndical à caractère national, qui s'est consacré exclusivement à unifier les positions sur ce sujet.

Le mouvement indigène (il ne reste plus que quelques 200.000 descendants des populations originelles des îles: moins de 2% de la population globale actuelle) se mobilise dans les luttes contre les entreprises minières qui menacent de venir à bout de quelques terres que les indigènes exploitent encore et dont une bonne partie est consacrée au pâturage. Les groupes libertaires, en grande majorité urbains, ne semblent pas particulièrement sensibilisés par ce problème, même si la solidarité avec ces luttes a été à l'origine de la création de certains d'entre eux.

Le front écologique est large et tous les libertaires s'y impliquent d'une façon ou d'une autre. Empêcher, par tous les moyens, les coupes sauvages d'arbres qui ont fait dire que «l'Australie est la forêt du Japon», est sans aucun doute l'objectif essentiel des écologistes. A cela s'ajoute l'opposition aux autoroutes (avec barricades, occupations de fermes expropriées, etc...). Celle-ci constitue de véritables frontières internes et menacent de parachever la désertification du pays.

Quelque timide tentative de communauté agricole, l'apparition sporadique de groupes anarcho-féministes, l'existence de cours sur l'anarchisme pris en charge par des libertaires dans deux universités, telle pourrait être la toile de fond de l'anarchisme australien. Un anarchisme qui n'est pas, à proprement parler, aux antipodes du nôtre comme l'est cette Australie que l'Occident vit naître un beau jour de 1788 lorsque les Anglais y mirent le grappin dessus pour en faire une colonie pénitentiaire.

L'avenir du mouvement libertaire y est une inconnue. Le mimétisme qui l'a amené à importer les mille et une divisions de l'Occident européen et nord-américain – divisions qui trouvent tout juste leur place dans une population aussi réduite et repliée sur elle-même – uni à une absence presque totale de racines historiques, peuvent l'entraîner vers un fractionnement progressif, en tous points stérile. Mais cette absence même de bon sens, qui lui a permis de passer, en peu de temps, du néant à l'existence d'un mouvement au poids national indéniable, peut également amplifier la réapparition présente de l'esprit de tolérance qui avait caractérisé le début des années 70. Seule cette solidarité peut l'aider à devenir un mouvement puissant qui ne perde pas de sa diversité. ■



Trois ans après un attentat criminel qui devait coûter la vie de quatre travailleurs, six militants libertaires passaient en procès en décembre dernier. Pour trois d'entre eux leur innocence vaudra 17 ans fermes!

Au cours de l'automne 77, la CNT développait une intense campagne contre les élections syndicales et le pacte de la Moncloa. C'est dans ce climat de mobilisation et sur la lancée de la lutte des pompistes qu'elle appelait, le 15 janvier 78 à une manifestation qui devait rassembler plus de 10.000 personnes dans les rues de Barcelone.

Quelques minutes après la dispersion et à plusieurs kilomètres du lieu de la manifestation, la salle de spectacles «Scala» était incendiée, entraînant la mort de quatre travailleurs. Le soir même, la presse et la télé laissaient sous-entendre que la CNT était à l'origine de l'attentat. Une organisation à laquelle appartenaient les 70% des travailleurs de «Scala»... une organisation à laquelle avaient adhéré deux des travailleurs décédés!

La campagne de discrédit est commencée. Le lendemain, une dizaine de libertaires sont arrêtés, accusés d'être les auteurs de l'incendie. La forte mobilisation allait permettre le retrait de l'accusation d'«organisation terroriste» lancée par le Ministère de l'Intérieur contre la CNT. Mais trois ans plus tard, quatre des inculpés croupissent toujours en prison et deux de leurs compagnes étaient en liberté sous caution. Par contre, Joaquin Gambin, indicateur infiltré dans le mouvement libertaire auquel on doit toutes ces arrestations ainsi que, selon l'enquête de la CNT, l'incendie de «Scala», lui court toujours... Mieux: faisant l'objet d'un mandat d'amener et alors que plusieurs journaux ne cessent d'indiquer son domicile, la police déclare ne pas connaître son lieu de résidence!

Bien d'autres points restent obscurs dans cette affaire. En effet: l'incendie a causé les plus gros dégâts à l'arrière de l'édifice alors que selon la police les cocktails molotov ont été lancés dans le hall d'entrée; les décombres ont été déblayés avant que les experts aient pu terminer l'examen des lieux; le seul témoin oculaire «neutre» (un commerçant tenant un kiosque à journaux face à «Scala») devait trouver la mort peu après dans

Espagne

CNT PROCES SCALA



des circonstances toujours pas éclaircies...

Peu importe, la police a arrêté des militants anarchistes qui ont reconnu avoir fabriqué des cocktails la veille et avoir participé à la manifestation avec leurs engins... De plus, n'ont-ils pas fini par avouer leur forfait? Il est vrai que des médecins ont apporté leur témoignage confirmant que les inculpés avaient été torturés... On voit de suite quelle peut être la valeur de ces aveux. Comme devait le déclarer l'un des inculpés en plein procès: *«Dans de telles conditions, j'aurais reconnu n'importe quoi: l'assassinat de Franco, celui de Carro Blanco et même le vôtre, Mr le Juge!»*.

Le procès s'est ouvert le 1^o décembre dernier. Un absent de marque: l'indigé Joaquin Gambin qui sera jugé... par défaut?! Quant à la toile de fond du procès, elle reste bien peu originale: arrestations de colleurs d'affiches et de distributeurs de

tracts; une salle d'audience farcie de flics en civil; un contrôle serré de toutes les entrées au Palais de Justice; un quadrillage du quartier à grands renforts de jeeps, police montée, brigades anti-émeutes. Quatre jours durant lesquels plusieurs centaines de libertaires venus soutenir les inculpés devant le Palais de Justice seront violemment chargés par la police. Chaque soir, le centre de Barcelone était le théâtre d'affrontements entre manifestants et policiers.

Signalons, toutefois, une chose. Seule la CNT-historique semble avoir organisé la mobilisation, collant des affiches, distribuant des tracts, appelant à des meetings et des manifestations à Barcelone, à Madrid... Le 3 décembre, sept de ses militants étaient arrêtés à Séville pour une action en soutien aux inculpés tout comme trois autres camarades à Malaga. Par contre, (nous souhaiterions être contredits car, dans le cas contraire, le fait serait très grave), la CNT-rénovée semble avoir fait preuve d'un mutisme total! S'il est vrai que Barcelone reste un bastion des «historiques» et que les inculpés lui sont plutôt favorables, une chose ne saurait en justifier une autre. La simple solidarité face à la répression aurait dû être de mise!!

Une «innovation» cependant au cours de ce procès: dans la salle d'audience même, devant plus de 150 personnes, les flics ont continué à brutaliser les inculpés. Alors qu'il tentait d'embrasser sa compagne, José Cuevas était violemment bousculé. Plus tard, c'était Luis Muñoz qui recevait un brutal coup de pied dans le bas-ventre. Et puis comme tous deux avaient «l'insolence» de tenter de se protéger malgré les menottes, plusieurs flics leurs sont tombés dessus!

Le 9 décembre, le Tribunal donnait lecture de la sentence. José Cuevas Casado, Francisco Javier Cañadas Gascón et Arturo Palma Segura: 17 ans de prison. Luis Muñoz Garcia qui a déjà fait trois ans de détention: 1 an et demi. Maria Rosa Lopez Jimenez: 5 mois qu'elle a déjà largement effectués. Maria Pilar Alvarez, enfin, qui a fait plusieurs mois de prison était relaxée. Quant aux indemnités, le montant total s'élève à 300 millions de pesetas (dans les 2 milliards de centimes)!

Une affaire à suivre de près car les avocats ont bien l'intention de faire appel. ■

Solon.

Après 35 jours de grève, les travailleurs de Fiat ont vu les directions syndicales brader leur lutte. Une expérience dont on ferait bien de tirer des leçons: on sait jamais, des fois que...

Italie

PLUS DURE SE

La rentrée sociale italienne a démarré sur les chapeaux de roues: dès le 4 septembre, la direction de Fiat annonçait un vaste plan d'assainissement. Bien sûr, à Turin, on se sentait venir depuis plusieurs mois. D'abord, la direction ne cessait de se plaindre du «*trop grand nombre d'avantages sociaux*» dont jouissent ses salariés. Et puis, le PCI se lamentait de la faible productivité des travailleurs et il en avait trouvé la cause: la durée du travail chez Fiat compte parmi les plus courtes de tout le secteur automobile européen!

Ces signes avant-coureurs ne laissent rien augurer de bon pour la plus grosse boîte privée d'Italie qui compte 140.000 travailleurs dans le seul secteur automobile. Toutes les usines sont concentrées dans une région où le mouvement ouvrier a une longue tradition de luttes. Par ailleurs, les trois centrales syndicales (CGIL, CISL et UIL) se retrouvent au sein d'une Fédération unitaire des Travailleurs de la Métallurgie (F.L.M.). Aussi, lorsqu'au retour des vacances d'été le patronat dévoile ses pensées, la résistance ouvrière ne tarde pas à s'organiser.

L'argumentation patronale est, du reste, des plus classiques qui soit: le secteur automobile va mal, c'est la crise, les stocks ne cessent d'augmenter... On connaît la rengaine. Quand la bourgeoisie prépare un mauvais coup, quand elle s'apprête à faire payer sa crise aux travailleurs, elle a inlassablement recours aux «*exigences de l'économie nationale*» et aux «*férocités des lois du marché*» pour tout justifier. Ainsi donc, pour elle, la restructuration chez Fiat passerait par le blocage du «*turn over*» (le non-remplacement des départs), les mises à la retraite anticipée, les départs volontaires, la mobilité extérieure (reconversion dans d'autres secteurs). Dans l'immédiat, le chômage technique pour 22.884 travailleurs.

LE BALLET DE LA F.L.M.: UN PAS EN AVANT...

Pour la Fédération syndicale, ce n'est pas la crise qui est remise en cause, pas plus d'ailleurs que l'obligation de réduire de 20% la production pour écouler les stocks excédentaires... Mais elle n'accepte pas la mobilité extérieure et propose que le chômage

technique soit supporté, rotativement, par les 78.000 travailleurs de Turin. Attaquée dans l'une de ses places fortes, elle ne peut que suivre le mouvement de grève lancé le 11 septembre et qui s'est généralisé à toutes les usines du groupe, dès le lendemain. D'autant plus que 45% des travailleurs touchés sont des délégués d'ateliers et des militants syndicaux... d'autant plus aussi que la gauche extra-parlementaire est forte, bien implantée et menace d'un débordement! Le conflit va donc se durcir: blocage total de la production, piquets de grève massifs, manifestations monstres, assemblées quotidiennes.

Avec la chute du gouvernement Cossiga le 27 septembre, le patron de Fiat, Agnelli, retire les mesures annoncées. Un «*beau geste*» en valant bien un autre, les trois centrales suspendent à leur tour la grève générale appelée pour le 2 octobre! Et, sur la lancée, elles en profitent pour appeler les travailleurs à des formes moins dures de lutte. Les vives réactions provoquées par cette proposition ne déboucheront cependant pas, lors des assemblées du 8 octobre, sur le vote de l'occupation des usines. Une erreur tactique que certains vont mettre à profit. Ce même jour commence, en effet, l'offensive des cadres et agents de maîtrise avec la signature d'un document contre la grève. Les travailleurs demandent que les négociations aient lieu sur place, à Turin. Qu'à cela ne tienne, patronat/gouvernement/syndicats reprennent les pourparlers... à Rome! Parallèlement la municipalité de Turin ayant à sa tête un maire communiste adopte à l'unanimité une motion contre les licenciements et pour la mobilité extérieure.

...DEUX PAS EN ARRIERE!

Comme on le voit, les jours passent à une vitesse vertigineuse. Il est bien loin ce début septembre quand les directions syndicales étaient encore contre la mobilité extérieure. Bien loin aussi cette fin septembre avec un Berlinguer jouant au démagogue en déclarant, sans rire, que son parti soutiendrait la lutte jusqu'au bout, y compris en cas d'occupation. La démobilisation est maintenant enclenchée, les directions syndicales se préparent à porter l'estocade. La F.L.M. explique aux travailleurs qu'ils sont isolés, qu'il ne reste

plus qu'à reprendre le travail. La preuve de l'isolement? Eh bien, une manif des... cadres et agents de maîtrise! (1)

Le protocole d'accord est signé le 15 octobre. Il prévoit: l'acceptation du blocage du «*turn over*», le maintien des 22.884 mises en chômage technique, la reconnaissance à peine voilée de la mobilité extérieure. Voilà, le tour est joué. Après avoir freiné le mouvement, l'avoir isolé dès le début, la F.L.M. ratifie un accord sur les mêmes bases que



ERA LA CHUTE

celles qui ont provoqué la grève. C'est d'ailleurs ce que devait confirmer un administrateur de la Fiat, Romiti, qui déclarait le 17 octobre: «L'accord signé aujourd'hui est, de fait et en substance, identique à celui qui avait été proposé dès le début aux organisations syndicales». C'est une victoire, nous dit-on, car les 14.600 licenciements prévus au départ, n'auront pas lieu! C'est, du reste, ce qui va être le plus difficile à faire avaler aux 23.000 travailleurs concernés par le chômage

technique. En effet, le 16 octobre ont lieu plusieurs assemblées générales. S'il est vrai que celles du matin auxquelles assistent en force cadres et agents de maîtrise votent de justesse la reprise du travail, celles de l'après-midi qui comptent sur la présence massive des ouvriers votent la poursuite de la grève... On l'aura compris, le «réalisme» syndical veut qu'on ne prenne en compte que celles du matin. Une magouille rondement menée qui a néanmoins failli coûter cher au bureaucrate de service, le secrétaire de la CISL, jeté comme un malpropre par des travailleurs n'ayant rien compris à la portée de la grande victoire, les ingrats! (voir encadré).

FACE AU "REALISME" SYNDICAL, NE JETONS PAS L'EPONGE

Dans l'actuel contexte de restructuration du secteur automobile, le conflit chez Fiat prend le relais des luttes contre les licenciements prononcés chez British Leyland en Grande Bretagne, de ceux déjà réalisés ou en perspective chez Ford, Citroën et General Motors en France. Au cours de ce processus de concentration des entreprises, d'unification des marchés commerciaux, les attaques patronales ne peuvent que se multiplier.

D'où l'importance du coup réalisé chez Fiat car isolement des luttes et division du mouvement restent les constantes actuelles des stratégies des directions syndicales.

En Italie comme en France, elles appellent à lutter boîte par boîte, à démarrer le mouvement quand les autres l'ont déjà arrêté... On comprend mieux l'impact (?) d'un tel type de lutte lorsqu'on lit les déclarations faites par Agnelli, le 19 octobre, au journal ouest-allemand «Der Spiegel»: «La situation de Fiat au cours de ce mois de grève ne s'est pas affaiblie, à tel point que le mois prochain la société augmentera son capital. Même sur le plan des ventes nous n'avons subi aucune perte car nous avons les dépôts pleins de modèles à écouler».

Pour l'heure, laissons les camarades anarcho-syndicalistes italiens qui interviennent dans la métallurgie, nous faire part de quelques-unes de leurs conclusions: «A notre avis, aujourd'hui, il y a plusieurs choses à ne pas faire. La première serait de minimiser l'attaque portée chez Fiat. La seconde serait de dire qu'il s'agit d'une demi-victoire parce que les licenciements ne sont pas passés. La troisième est de croire que la seule solution consiste en abandonner la lutte sous prétexte qu'elle sera inévitablement bradée» (2).

Selon AMOROS.

(1) manifestation préparée, sur le plan national par le patronat et qui devait réunir 10.000 personnes. Quand on sait que la seule Fiat regroupe plus de 15.000 cadres et agents de maîtrise...

(2) «Lotta di classe» n°6, novembre 80.

L'ART D'ACCOMMODER UN BUREAUCRATE

Une assemblée à l'usine mécanique de Mirafiori. Il fait encore sombre et une pluie désagréable tombe quand Carniti commence à parler. Il est rapidement interrompu par une avalanche de sifflets et d'insultes; il cesse de parler et cède la parole aux délégués. Il s'agit, à une écrasante majorité, d'interventions contre l'accord: elles expriment la colère, l'impuissance, le sentiment d'avoir été trahis, vendus; la tension ne parvient pas à diminuer.

Sur la place, les gens sont groupés par secteurs; au fond se trouve le groupe de cadres et agents de maîtrise: ils sont venus en nombre, ils se déplacent en cortège d'une assemblée à l'autre, votant ainsi plusieurs fois; au centre se trouve la majorité des ouvriers, les indécis: ils assistent, incertains, à un combat dont ils se sentent exclus; tout autour et au pied de la tribune se tiennent les délégués, les ouvriers actifs, ceux qui ont participé à la lutte de tout leur poids. Après les interventions des délégués, Carniti reprend la parole et parvient, non sans mal, à faire son discours. On en vient au vote: c'est la confusion, les parapluies empêchent d'y voir, nombreux sont ceux qui disent que les cadres et agents de maîtrise ne doivent pas voter.

Lorsque le secrétaire de la CISL annonce que l'accord a été approuvé à la majorité, il fait un petit bond de satisfaction. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Beaucoup se mettent à pleurer, certains s'évanouissent. Les plus proches se lancent en direction de la tribune, Carniti tente de trouver la sortie, seul le service d'ordre syndical cherche à le protéger. Il est atteint par des coups de pieds, de parapluies, par des crachats; depuis le mur d'enceinte sous lequel il doit passer, les pierres pleuvent. La première voiture avec laquelle il tente de partir est encerclée et presque fracassée; il parvient à en prendre une autre qui est attaquée à coups de pierres. Les vitres volent en mille morceaux, l'un des éclats le blesse légèrement au visage. Un membre du service d'ordre doit être transporté au Centre de traumatologie.

Trois heures plus tard, à l'abri dans une petite salle de la Bourse du Travail, Carniti parlera d'une «infime minorité» de voyous, il dira que «le mouvement syndical doit s'armer organisationnellement pour empêcher de telles choses de se reproduire». Mais que veut-il dire par là? Que la prochaine fois il doublera les effectifs de son service d'ordre? Et de quel mouvement syndical parle-t-il? De celui qu'ils ont détruit à Mirafiori, peut-être?

De «Lotta di classe» n°6, novembre 80.



Uruguay:

VIVRE EN AUTOGESTION

Depuis 1955 (date de sa création) la «Comunidad del Sur» a représenté la plus importante expérience de vie communautaire réalisée par des militants anarchistes. L'intervention militaire devait mettre fin à 20 années d'autogestion.

Les autorités militaires déclaraient, en 1976, que l'existence même de la Communauté était incompatible avec le «nouvel» Uruguay.

De novembre 1974 au début avril 1975, une camarade de Rome a vécu au sein de la «Comunidad del Sur». Carla nous raconte ici son expérience.

□ Ma première intention était d'y rester un petit mois afin de vivre à fond cette expérience qui me semblait décidément très intéressante. Mais une fois là-bas, je me suis aperçue que quelques semaines ne m'auraient pas suffi pour connaître et comprendre tout ce qui me tenait à cœur. C'est pourquoi j'ai décidé de prolonger mon séjour.

D'une façon générale, et tout en ayant une grande estime pour les camarades de «Comunidad del Sur» et leurs réalisations, tout en sachant aussi combien de sang, de souffrances et de sacrifices leur a coûtée une telle expérience, personnellement j'émetts quelques réserves quant à la validité absolue d'un tel type de vie. J'en ai parlé avec les camarades là-bas, en leur expliquant qu'il me semblait — qu'il me semble toujours — que de telles expériences nécessitent une excessive dispersion d'énergie en tout genre pour le fonctionnement «interne»; énergies qui sont par conséquent détournées d'une utilisation «externe» possible. C'est pourquoi je ne croyais pas pouvoir vivre en permanence dans la communauté, même si, maintenant, je ne sais plus...

■ Comment entrait-on dans la communauté?

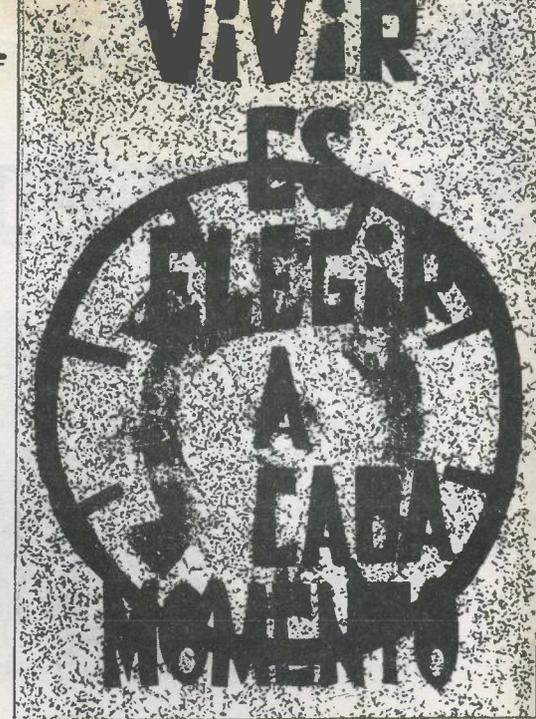
□ Dès l'instant que quelqu'un demande à être admis dans la communauté, on cherche à être avec lui, à agir et travailler avec lui; il y a

plusieurs types de réunions pour discuter avec cette personne, généralement avec deux ou trois camarades au maximum. Le résultat de ces réunions est finalement soumis à l'assemblée et c'est elle qui juge de la maturité du nouveau venu dans le but de l'intégrer à tous les aspects de la vie communautaire.

■ Comment était organisée la «Comunidad del Sur»?

□ «Comunidad del Sur» était formée par un noyau social regroupant quatre «centres de travail» autonomes: la typographie, le jardin potager, l'atelier artisanal et la crèche; chacun avait une structure indépendante qui lui permettait de s'ouvrir sur l'extérieur. Dans les centres productifs travaillaient, outre les membres de la communauté, des camarades qui sans en faire partie étaient en accord avec les principes de coopérativisme et sur la méthode d'autogestion. Tous participaient sur un même pied d'égalité, aussi bien au niveau économique que décisionnel. Chaque centre productif était organisé en tant que coopérative.

La vie de chacun des centres était réglée par des assemblées abordant tous les problèmes: économiques, sociaux et personnels. Il existait un moment de coordination générale constitué par l'assemblée générale mensuelle à laquelle assistaient tous les camarades, membres



ou pas de la communauté, y compris ceux qui étaient momentanément dans les services domestiques ou les secteurs non productifs.

Dans chaque centre de production, les membres de la communauté recevaient un salaire qu'ils reversaient immédiatement dans la caisse communautaire. Ces fonds étaient collectivement administrés. L'institution familiale étant abolie (du moins sous son aspect économique), chaque individu recevait en fonction de ses nécessités et, naturellement, selon les disponibilités de la caisse commune. Les personnes qui n'étaient pas en mesure de produire, comme les vieux, les enfants ou les malades, recevaient un revenu en fonction de leurs besoins.

L'assemblée de la communauté, à laquelle participaient les adultes ainsi que les adolescents qui se sentaient capables d'y assister, se tenait chaque semaine et elle était, dans tous les sens du mot, l'organe décisionnel. Outre les problèmes économiques et logistiques, on y abordait tous les sujets qui pouvaient intéresser la communauté dans son ensemble, tandis que les problèmes personnels étaient discutés dans des réunions plus restreintes et les résultats étaient rapportés devant l'assemblée, ceci pour d'évidentes raisons pratiques.

Le critère organisationnel en ce qui concerne la production était celui de la rotation des tâches, aussi bien à l'intérieur de la communauté (cuisine commune, services, etc.) que dans les divers centres productifs. Ceci ne veut pas dire que l'on ne tenait pas compte de la production, mais partout où cela était possible, on appliquait la rotation.

SUITE PAGE 22 ►

STOCKHOLM
20 SEPTEMBER
1979

comunidad

colaboro.
a. Drogas
y tráfico
de drogas.
la o sus
quiere.

Stockholm
1979



L'Uruguay a une vieille tradition de luttes. La 1^o Internationale y est née antiautoritaire et «bakouniniste» à Montévidéo (1) et l'anarchisme a été le moteur de la lutte ouvrière et révolutionnaire depuis le premier quart de ce siècle jusqu'à se trouver mêlé aux origines de l'actuelle lutte clandestine.

C'est là qu'en 1955, quatre couples de jeunes étudiants anarchistes ressentent le besoin d'un travail en commun, sur de nouvelles bases. La première source de revenus a été un atelier de céramique qui a donné naissance à l'activité typographique. Par la suite, cette dernière a été le principal axe d'activité des camarades jusqu'à devenir l'imprimerie la plus importante du pays quant au nombre de titres publiés annuellement.

Le premier siège de la «Comunidad del Sur» est un grand appartement, dans le quartier sud de la ville – d'où le nom de la communauté –. Ce n'est qu'en 62-63 qu'elle se transporte dans une autre zone de Montévidéo où s'établit le siège définitif avec l'acquisition d'un ou deux hectares de terres sur lesquelles, travaillant les jours fériés, les camarades construisent tous les bâtiments nécessaires pour y vivre et travailler. Telle a été la première période de «Comunidad del Sur», très dure puisque pendant plusieurs années ils n'ont eu la possibilité de prendre qu'un seul repas par jour, à l'exception des enfants auxquels ils ont toujours cherché à garantir tout le nécessaire.

Peu à peu, la communauté s'élargit. Elle sera formée, en moyenne, de quarante personnes, adultes et enfants. Toutes les décisions sont prises en assemblée et il n'existe aucun organisme dirigeant. A partir d'un certain âge, lorsqu'ils atteignent l'âge de la scolarisation, les enfants ne vivent plus dans le noyau familial parental. Ils intègrent des groupes d'âge ayant des chambres, des activités et des décisions qui leurs sont propres.

Les militants anarchistes qui créent «Comunidad del Sur» adhèrent en tant que «Groupement Libertaire du Sud» à la Fédération Anarchiste Uruguayenne (F.A.U.) jusqu'à la scission survenue au début des années 60 (2). Ils intègrent ensuite les Groupes d'Action Libertaire (G.A.L.). En même temps, leurs activités s'orientent en direction des banlieues, de l'organisation et animation des quartiers. Dernièrement, peu avant l'exil, ils créèrent une Fédération des Coopératives d'Habitation et d'Entraide.

Comme leur outil de travail est l'imprimerie, une grande partie de leurs activités se centre sur cette base, tout en donnant lieu aux premiers éclatements (les quatre centres d'activité: imprimerie, jardin potager, atelier artisanal et crèche). En 1968

se crée le groupe d'édition «Acción Directa» qui publie, entre autres: «La insurgencia estudiantil»; «Formas y tendencias del anarquismo» de René Furth; «El izquierdismo, remedio a la enfermedad senil del comunismo» de Dany et Gaby Cohn-Bendit; «Revolución no es dictadura» de Luigi Fabbri; «Explotación y dominación» d'Alfredo Errandonea.

Durant ses vingt années de vie, elle sera un pôle de regroupement du mouvement anarchiste uruguayen. Mais dans ce pays en crise, face à une forte agitation ouvrière et étudiante, la société libérale jette son masque et sort les baïonnettes.

Dès 1969, le harcèlement systématique commence. Mises à part les pressions et les périodes de fermeture de l'imprimerie – qui les empêche de subsister économiquement – police et armée prennent la facheuse habitude de leur rendre des visites régulières. En 1971, six descentes; en 72, quatre; en 74, deux. En 1975 deux descentes et une raffle générale qui ne laisse en liberté que les enfants et un vieux camarade de plus de 80 ans.

Vers la fin 75, la «Comunidad del Sur» décide d'évacuer le pays. Un groupe d'une dizaine de personnes part pour le Pérou où, à la suite du coup d'État militaire, il est vivement invité à quitter le pays... Sept autres membres partent pour l'Argentine où ils resteront en prison durant plus d'un an sans le moindre chef d'inculpation. En février 77, grâce à Amnesty International, les premiers libérés peuvent gagner la Suède où une partie des enfants a trouvé refuge.

Aujourd'hui, dans toute l'Amérique Latine, les militaires ont occupé le terrain et ne laissent pas la moindre place à la «Comunidad del Sur».

Les rescapés, exilés en Suède, poursuivent leur expérience communautaire et publient un bulletin, «Comunidad» (3) qui contient, outre des articles théoriques rigoureux mais ouverts, une bonne information sur le mouvement libertaire dans les pays nordiques, en particulier en ce qui concerne les communautés. Mais pour eux, les choses sont claires: «Tôt ou tard, nous reviendrons» et, entre temps «notre plus grande responsabilité est de nous préparer à la révolution... en la faisant!». ■

(1) Le 25 juin 1875, se crée la *Fédération Ouvrière Régionale Uruguayenne*, section de l'AIT. Sa création étant postérieure à la scission du Congrès de La Haye, elle naît donc anti-autoritaire.

(2) La F.A.U. est «dissoute» par le gouvernement en 1967. Elle entre dans la clandestinité et se trouve à l'origine de la R.O.E. (Résistance Ouvriers-Etudiants).

(3) «Comunidad», Box 15128, 10465 Stockholm, Suède.

► SUITE DE LA PAGE 20

■ Dans quel secteur de la communauté as-tu travaillé ?

□ En sachant, dès le départ, que mon séjour serait bref et que mon but était de connaître la «Comunidad del Sur» sous tous ses aspects, il a été décidé avec les camarades que je passerais par tous les postes, mon temps d'arrêt dans chacun d'eux étant plus court que celui qui était habituel pour les membres de la communauté.

Il serait intéressant de parler de chaque travail, mais pour ne pas nous étendre trop, je préfère parler surtout de la typographie qui était d'ailleurs le principal secteur productif et celui qui impliquait le plus grand nombre de camarades. (quand j'y étais, vingt personnes y travaillaient dont dix de la communauté).

La typographie était gérée par une assemblée hebdomadaire. Les thèmes fixes en étaient : 1°) Bilan du travail de la semaine précédente qui comprenait aussi bien les heures de travail effectuées par chaque personne que la production de chaque tâche; 2°) Bilan des entrées et des sorties de la semaine écoulée; 3°) Planning de travail (avec le nombre de personnes nécessaires pour chaque tâche) pour la semaine en cours.

A part ces trois aspects, chaque assemblée abordait les problèmes de la cohabitation commune dans le cadre de la typographie.

■ Qu'imprimait-on à la typographie ?

□ La typographie faisait un travail commercial qui en était son support. En des temps de moindre répression, les membres de la communauté avaient pu réaliser un programme d'édition propre dans le but de divulguer les idées communautaires, anarchistes et même plus largement d'émancipation sociale, de culture alternative, de pédagogie libertaire... Il y avait même eu une activité de presse clandestine ! Mais lors de mon passage, le climat politique avait contraint à réduire au strict minimum ce type d'activité.

■ Quels étaient les rapports entre la communauté et les gens du quartier ?

□ Les camarades de «Comunidad del Sur» ont toujours accordé une grande importance à cet aspect de leur vie «extérieure».

Lorsqu'ils habitaient dans le «quartier sud» (voir encadré) ils développaient un intense militantisme dans le quartier qui s'est poursuivi ensuite autour du nouveau siège, mais sous des formes différentes. Avec l'avancée de la répression, cette activité militante s'est toujours plus réduite. Au cours de la période où j'y ait vécu, on ne pouvait plus vraiment parler de militantisme bien qu'il y ait eu de nombreuses relations de type social et humain, surtout à travers la crèche qui accueillait, en plus des enfants de la communauté, une vingtaine d'enfants du quartier.

■ A ton avis, la vie dans le cadre communautaire n'était-elle pas un peu limitée, fermée, toujours restreinte (ou presque) aux mêmes gens ?

□ Il est certain que les rapports particulièrement étroits qui s'établissent dans une vie communautaire ont tendance à «renfermer» un peu l'ambiance; mais, fondamentalement, je crois que pour avoir été une communauté, celle du Sud a toujours été particulièrement ouverte. Sache, entre autres choses, qu'au cours des fins de semaines, la communauté recevait des visiteurs lesquels ne se limitaient pas à «jouer aux curieux» mais participaient, même pour peu de temps, à de nombreux aspects de la vie communautaire. Les échanges et les rapports avec l'extérieur ont toujours été une réalité importante.

Prends en compte le fait que la communauté a toujours constitué un pôle de référence pour le mouvement anarchiste uruguayen (en même d'autres pays) et ne s'est jamais comportée comme un îlot fermé à la réalité des autres camarades. Il est certain que les liens à l'intérieur étaient vraiment très étroits, en règle générale. Je pense aux profondes relations que j'ai pu établir avec des membres de «Comunidad del Sur» en quelques mois seulement et elles me permettent de comprendre quels doivent être les liens d'amitié unissant ces camarades qui vivent l'expérience depuis dix ou vingt ans.

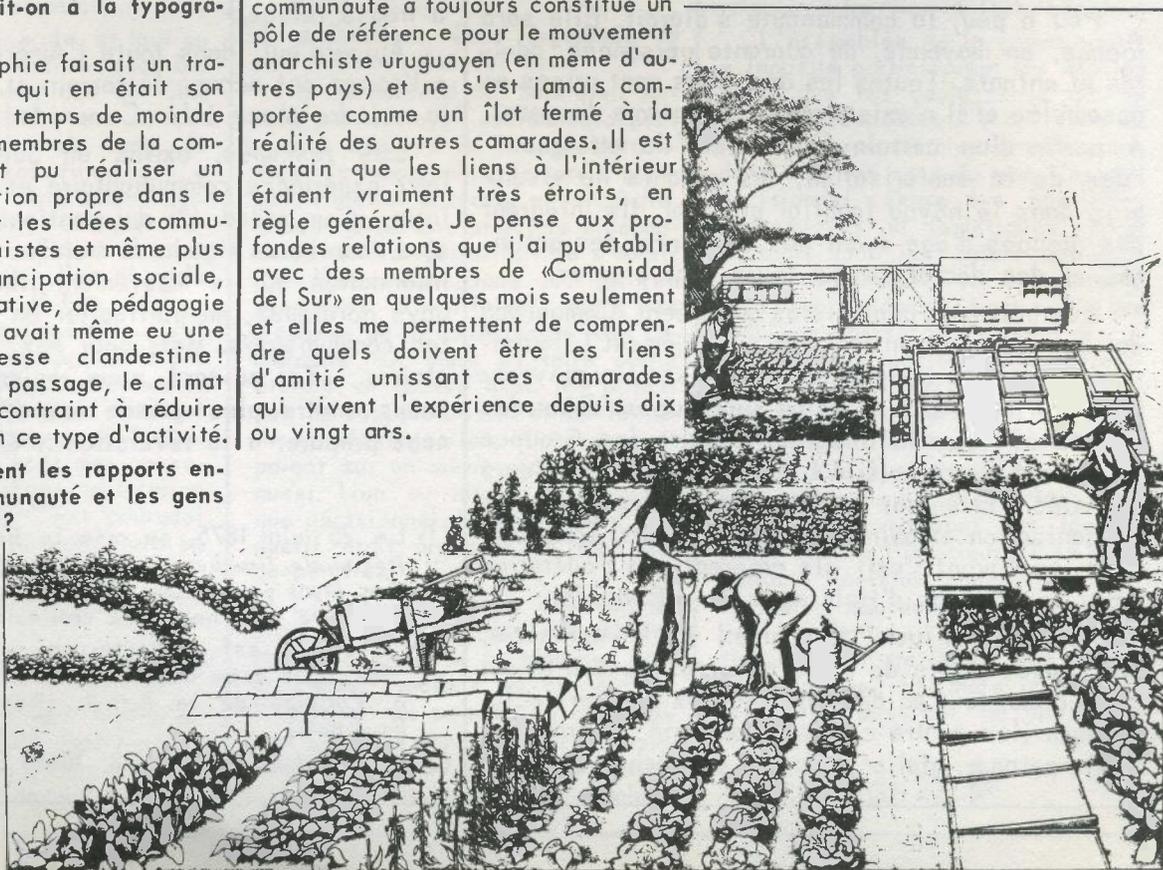
■ Quel type de vie culturelle se déroulait au sein de la communauté ?

□ Même de ce point de vue, la vie de la communauté était active, riche en stimulants. Les discussions politiques étaient fréquentes et concernaient un peu tout; il y avait également des conférences et de petits cours sur des thèmes précis (histoire, politique, philosophie, littérature, géographie, etc.). Une attention toute particulière était portée à la vie culturelle des enfants et des adolescents. Le problème fondamental était sans aucun doute celui des différences culturelles engendrées par la société autoritaire et inégalitaire: au sein de la communauté on essayait de régler ces problèmes en les prenant par la racine.

■ Pour conclure, que voudrais-tu dire aux camarades, après avoir vécu un temps dans la «Comunidad del Sur» ?

□ Je crois que tous les camarades devraient faire un effort pour comprendre ce qu'a vraiment pu être l'expérience de la «Comunidad del Sur» et la valeur réelle de leurs réalisations aussi bien dans le domaine du travail autogéré que dans celui de la vie communautaire. Pour moi, «Comunidad del Sur» représente une expérience dont nous devons tirer beaucoup de leçons, mais surtout celle-ci: tenter de mettre en pratique nos idées, dès aujourd'hui, en les transformant ainsi en une réalité à construire tous ensemble. ■

propos recueillis par
«A.-Rivista Anarchica».



APRES LE TREMBLEMENT DE TERRE, L'ETAT ITALIEN A D'ABORD LONGUEMENT TARDE A METTRE EN PLACE LES SECOURS; ENSUITE, SPECULATIONS DE LA MAFFIA ET MAGOUILLES POLITICARDES N'ONT CESSE DE LES FREINER... SUR LE TAS, LES SINISTRES ONT DONC DU S'AUTO-ORGANISER: UNE MOBILISATION A LAQUELLE LES ANARCHISTES NE POUVAIENT QUE PARTICIPER COMME EN TMOIGNENT CI-DESSOUS DES CAMARADES ITALIENS;

Dans un désarroi total, le premier jour fut marqué par les tentatives de reprise de contact avec les camarades: nous étions tous «victimes» du tremblement de terre.

Le vendredi 25 novembre, la première assemblée au centre d'études libertaire se déroula dans une atmosphère de difficultés et de peur. Là, furent décidés la mobilisation de tous les camarades disponibles, le ramassage de matériel et l'envoi d'aide dans les zones les plus touchées, ceci sous l'impulsion du mouvement anarchiste national qui nous a offert tout le soutien et la solidarité possibles, qui nous a aidé à surmonter le choc initial et qui nous a poussé à l'initiative.

Mardi soir est revenu un camarade de Lioni avec les premières nouvelles: dramatiques. «Il n'y a pas de secours, remuons-nous». Mercredi, une personne en moto est partie à la recherche des camarades isolés et pour se rendre compte de l'étendue du désastre. Nuesco, Lioni; à Aquilonia, peu de victimes. Les camarades Michèle et Sylvia avaient déjà fait un tour dans les villages environnants et, s'étant rendus compte de la situation catastrophique, étaient en train de s'organiser au mieux et de se mobiliser.

A Guardia Lombardi, la population était saine et sauve car (au moment de la catastrophe) presque tous les habitants étaient rassemblés sur la place à l'occasion de la Fête des Châtaignes. Antonio Guizzo est sorti, par chance, indemne, exception faite de quelques contusions et beaucoup de peur à cause de l'écroulement total des maisons.

Parallèlement, des contacts s'établissaient avec un camarade parti avec la colonne d'aide organisée par la librairie *L'Incontro* et qui s'était établie à Torella pour organiser un grand centre de collecte et de triage qui, selon les intentions, devait être autogéré. Tandis que, de Naples, partait la première expédition pour Lioni: un fourgon rempli de lait, vires, vêtements, désinfectants, médicaments, couvertures, etc.

Judi, sont arrivés des secours de Palermo, tentes et bottes, très appréciées; de Messine aussi qui, réunis avec ceux de la province de Naples, ont permis d'organiser deux expéditions de matériel avec sept camarades préparés, pour s'établir sur la zone.

Arrivées au camp de Torella, les expéditions se rendent compte que tout était entre les mains des institutions (syndicats, armée, mairie, partis) occupées à d'odieuses spéculations politiques. Elles préférèrent créer un camp de base autogéré à Aquilonia d'où, avec des camarades du coin, est partie une expédition d'aide aux hameaux dispersés.

Nous ne sommes pas en état de dire, pour l'instant, ce qui est arrivé dans le camp institutionnel, mais nous pouvons signaler qu'un camarade, présent au secrétariat technico-administratif du camp de Torella, un des premiers à avoir organisé les secours, s'en est allé écœuré par les magouilles politiques spéculatives faites sur le dos des sinistres.

Vendredi, une autre expédition est partie avec des couvertures, vires, médicaments et d'autres matériels, toujours en liaison avec le camp d'Aquilonia.

Tandis que les secours promis commençaient à arriver de Carrara, Genova, Savona, Milano, Roma, Livorno, encore de Palermo, Torino, Voghera, de Torino est partie une autre expédition de trois «campers» avec pour destination la zone de Potenza.

Les secours n'ont pas été uniquement fournis par les anarchistes. La population en général a alimenté notre activité comme, du reste, ce fut le cas pour toutes les organisations qui se sont préoccupées de collecter du matériel. Les premiers fonds ont été utilisés pour acquérir des tentes, des sacs de couchage (pour les camarades restés sans abri) et des médicaments. Dès que possible, nous ferons un compte-rendu détaillé des aides parvenues et distribuées.

Toute l'activité est coordonnée par l'assemblée des camarades présents au centre d'études libertaire, réunie en permanence. De toute façon, la situation évolue continuellement. Nous ferons un compte-rendu des changements intervenus par la suite.

Comité de rédaction d'«Umanità Nova» de la province de Naples.



Italie:

NOIR ET ROUGE

SECOURS



kiosques kiosques kiosques

"RECHERCHES D'ANTHROPOLOGIE POLITIQUE"

de Pierre Clastres

Editions du Seuil
248 pages, Paris, 1980

● Ce recueil d'articles de Pierre Clastres, parus dans diverses revues entre 69 et 77, vient ainsi achever l'édition des travaux, hélas restés inachevés, de l'auteur (★).

On y retrouvera posées les questions essentielles sur les sociétés primitives: le rôle de l'économie, la religion, la guerre. Autant de questions qui doivent permettre de résoudre l'interrogation centrale: quand, comment et pourquoi l'Etat est-il apparu?

Son décès, survenu en 1977, est venu interrompre la rédaction d'un ouvrage sur le pouvoir et l'Etat. On trouvera néanmoins dans ce recueil deux textes qui devaient y prendre place: «Archéologie de la violence» et «Malheur du guerrier sauvage». Enfin, le tout dernier article, un véritable pamphlet: «Les marxistes et leur anthropologie».

Contre les marxistes qui affirment que l'économie a, de tout temps, primé sur le politique et que, donc, les classes sont apparues avant l'Etat, Clastres argumente le contraire: «L'économie s'engendre à partir du politique, les rapports de production viennent des rapports de pouvoir, l'Etat engendre les classes» (p. 167). Pour l'auteur, les ethno-marxistes plaquent sur la société primitive, indivisée, sans Etat, le même discours que celui porté sur la société capitaliste, divisée, avec Etat. On saisit ici l'importance de ses recherches et l'intérêt tout particulier que les libertaires devraient porter à ces textes.

Solon AMOROS.

(★) «Chronique des Indiens Guayaki», éditions Plon; «Le Grand Parler», éditions du Seuil; «La Société contre l'Etat», éditions de Minuit.

"LA FOIRE AUX IMMORTELS"

d'Enki Bilal

Editions Dargaud.

● Ça oui, c'est de la B.D. Celle qui excite nos cellules grises, qui ne nous prend pour des adorateurs de «Bécassines», qui va chercher son inspiration dans la meilleure des SF. Mais chez Bilal, en prime, il y a la couleur des vêtements, des rues, des visages. Une histoire qui se déroule dans un monde où sont présents tous les ingrédients de «1984»: société d'apartheid, misère suintante du peuple qui n'a plus de mots pour crier, bêtise et volonté mégalomane du pouvoir. L'Eglise, ses gadgets et sa corruption, n'échappe pas à Bilal. Ce n'est pas pour nous déplaire. Même les «dieux» sont dérisoires dans leur éthique, leur ennui immortel trompé à coups de Monopoly. Pas étonnant que parmi eux on trouve un parano! Violences, fascismes, dieux tristes, puants, pourris, peuple sans espoir. Tout ça n'est pas très gai mais force l'admiration. Sus aux immortels!

MARCOS.

"LES JOURS ACIDES"

de Gérard Dupré

Coll. Pour le plaisir
des araignées.

● «Entre un vagabondage et une solitude», les poèmes du camarade Dupré sont fraternité et donc, en ces temps, désespérance. «Tant de morts doivent encore naître!». Que tous ceux déjà installés «dans le futur du présent» fassent le détour. (C.P.C.A., B.P. 21, 94190 Villeneuve-St Georges).

"LE TABOURET DE PIOTR"

de Jean Kéhayan

Editions du Seuil,
159 pages, Paris, 1980.

● Prenant la suite de la dénonciation de la nature non-socialiste de l'URSS,

Jean Kéhayan hurle ici sa dissidence d'avec l'alignement philosoviétique du PC, il dénonce le poids du stalinisme chez les militants communistes, il lève le voile sur le fonctionnement d'un parti «où seules les voix non critiques sont démocratiquement centralisées» (p. 34).

Entendons-nous bien! L'auteur reste très attaché à des notions comme: union du peuple de France, union de la gauche. Il reste persuadé qu'on peut transformer le parti de l'intérieur et l'on voit immédiatement les limites de son combat. Jean Kéhayan a eu le tort de croire qu'il pouvait impunément s'affirmer «communiste et antisoviétique» (p. 119). Nous savons aujourd'hui, après son exclusion, ce qu'il faut en penser. Un militant sincère du Parti peut effectivement être communiste et antisoviétique... mais hors du PCF!

Julien DREUX

"A MES HIBOUX DE CHEVET"

de Robert Vitton

Editions «La pensée
universelle» (★)

● Robert Vitton est né en 1947 à Toulon. Dès l'âge de 14 ans il travaille à l'arsenal où il milite en tant qu'anarchiste ce qui lui vaut censures et brimades de toutes parts. Il se passionne, très jeune, pour la poésie et rend publique une plaquette intitulée «Prémices».

Dans son recueil intitulé «A mes hiboux de chevets

"TESTAMENT PHONOGRAPHE"

de Léo Ferré

Editions Plasma.

● Voici combien de temps déjà qu'il a bousculé la chanson? Voici combien d'époques que nous bricolons dans ces textes! Nous, les inconditionnels de Léo, malgré, et parce que, les irritations, les coups de gueule malvenus, les pieds dans le plat, les contradictions... Les êtres vivants dérangent le monde, et c'est tant mieux. Nous, les tenus en marge, ils nous plaisent.

il nous invite avec simplicité et sincérité à une poésie tendre et dure où s'entremêlent amour, révolte et mélancolie, et ce, avec des mots venus d'une encre noire.

«Si l'on me supprimait la plume
J'écrirais avec mes ongles,
Si l'on me supprimait l'encre
J'écrirais avec mon sang,
Si l'on me supprimait le papier
J'écrirais sur les murs,
Si l'on me supprimait
Je n'écrirais jamais plus
Je vous en donne ma parole
Mais en attendant...»

En attendant, il dédie ces poèmes à ses compagnons mélancoliques de la nuit, à ses «frangins» anonymes du fond des brumes, à ses oiseaux des ténèbres qui n'ont, ni les ailes et le bec cloués, ni la voix emprisonnée dans ce qui reste de forêt.

Il glisse sous leur manteau la tendresse des filles et la fureur du pavé.

Bruno NAPPI.

(★) Editions «La pensée universelle», 3 bis quai aux fleurs, 75004 Paris.

"LE MELOG"

B.P. 20

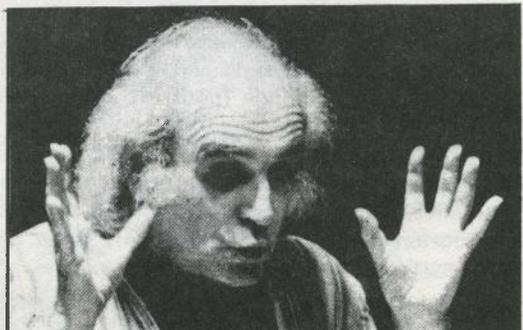
75680-PARIS CEDEX-18

● Les armes de la bande à Jimmy: «Sur le zinc», «La crécelle noire»...

De l'ironie à décaper les yeux, la haine des chefs et autres sauveurs, l'horreur de ce qui freine. Faites circuler.

C'est un vieux pote Ferré. Il crèvera jamais de froid, pas parce qu'il est riche, mais parce qu'il y a toujours une place au chaud, pour lui, chez les anars. Alors ce bouquin cousu main (vieux textes à fredonner et nouveaux à mettre en musique), un testament? Allons donc; une promesse. A preuve le dernier disque («La violence et l'ennui»). D'un côté, les révoltés le mangeront des oreilles; de l'autre, les assis, en feront un bon placement. Merde, encore une contradiction, v'là Léo Ferré qui passe.

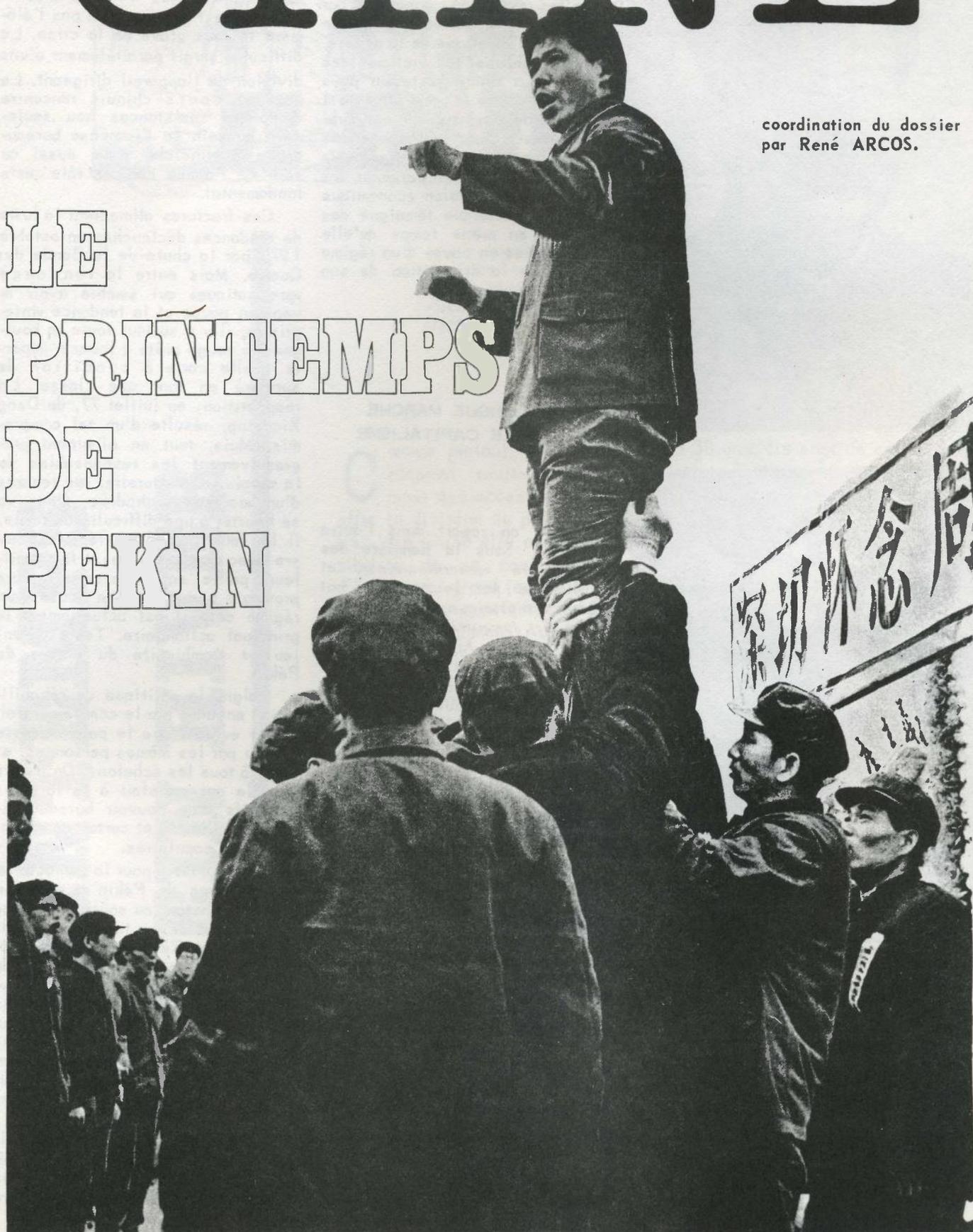
Tony ALVAREZ.



CHINE

coordination du dossier
par René ARCOS.

LE PRINTEMPS DE PEKIN



où sont passés les maos ?



Ce qui a frappé de plein fouet le dernier carré des adorateurs maoïstes occidentaux, c'est la chute de leur ultime croyance. Au moins, pensaient-ils, les Chinois mangent à leur faim ! Il a fallu attendre les révélations apportées par le procès de la Bande des Quatre pour cerner l'idéologie de la misère, pour comptabiliser les victimes des disettes. La Chine reste un pays pauvre où 80% de la population est composée de paysans qui ont subi les erreurs catastrophiques d'une politique qui voulait «résoudre le problème de la faim en peignant des galettes». Une situation économique et sociale chaotique témoigne des résultats, en même temps qu'elle attise la mise en cause d'un régime éprouvé par la disparition de son «être suprême».

LA LONGUE MARCHÉ VERS LE CAPITALISME

Alors, on repart dans l'autre sens. Sous la bannière des «Quatre modernisations», et aiguillonnée par le nouveau mot d'ordre: «la pratique est le seul critère pour éprouver la vérité», la Chine de Deng Xiaoping s'engage résolument dans le capitalisme.

Mesures de décollectivisation, renforcement du pouvoir des directeurs d'usines, retour progressif aux lopins privés, mise en place de stimulants matériels: bref, la panoplie classique du rétablissement des profits. On tourne ainsi, peu à peu, le dos à la planification, pour se retrouver nez à nez avec l'inflation.

En tout cas, les capitaux étrangers affluent et modèleront, à court terme, une nouvelle Chine où l'économie ne sera plus sous la botte du politique. Le renversement en cours bénéficie, certes d'abord, à la classe dominante dont l'ambition essentielle est de combler le vide qui sépare, dès à présent, le parti des masses, sans pour cela s'attaquer à ses propres privilèges. Mais, parallèlement, les changements économiques vont avoir des conséquences importantes sur la constitution même de la classe ouvrière chinoise. Primes et hiérarchies salariales vont, peu à peu, la morceler en catégories, la diviser peut-être. Comme si on avait peur de ses réactions massives.

“EGORGER LE COQ POUR FAIRE PEUR AUX SINGES”

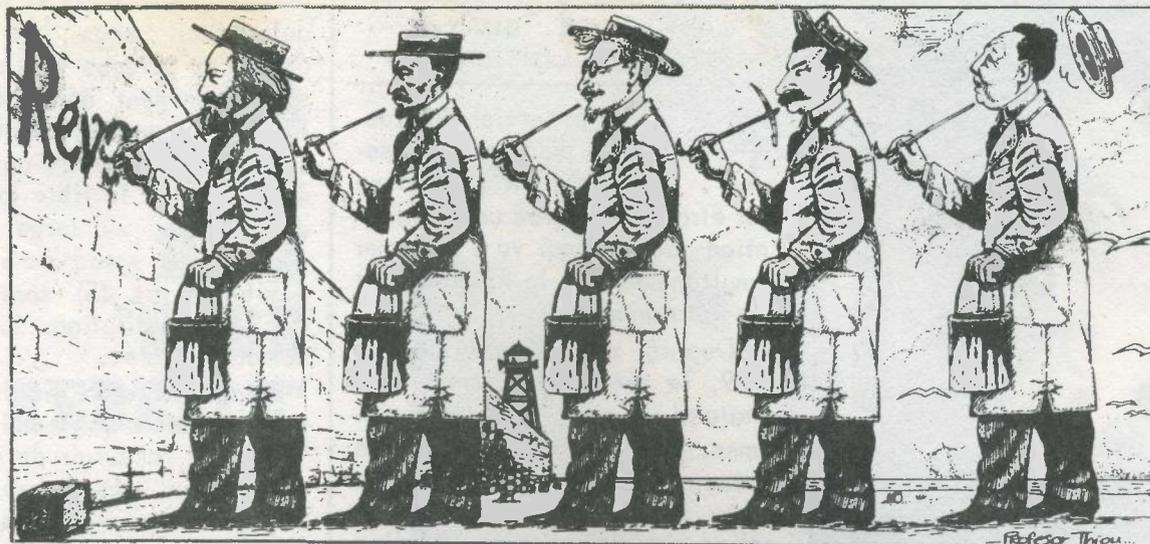
La perte de prestige du parti, le fait que ses mots d'ordre n'aient plus d'impact mobilisateur, n'est certainement pas l'élément le plus grave de la crise. La difficulté surgit parallèlement d'une division de l'appareil dirigeant. Le nouveau cours chinois rencontre d'énormes résistances non seulement au sein de l'immense bureaucratie provinciale, mais aussi au sein de l'armée dont le rôle reste fondamental.

Ces fractures alimentent la lutte de tendances déclenchée en octobre 1976 par la chute de la Bande des Quatre. Mais entre la tendance «pragmatique» qui semble avoir le vent en poupe et la tendance «intégriste», il y a surtout toute la bourgeoisie rouge prête à jouer n'importe quelle carte à condition de survivre en tant que classe. La réapparition, en juillet 77, de Deng Xiaoping, résulte d'un tel compromis. Mais, tout en éliminant progressivement les responsables de la révolution culturelle, les tenants d'un maoïsme orthodoxe, Deng va se heurter à une difficulté de taille. Il lui faut, pour être crédible, rompre avec un passé dont il fait d'ailleurs partie, sans que cette rupture provoque une remise en cause d'un régime dont il est actuellement le principal actionnaire. Tel est l'enjeu et l'ambiguïté du procès de Pékin.

Malgré la politique de réhabilitation engagée par le comité central, il est évident que le pouvoir reste détenu par les mêmes personnes, et ceci, à tous les échelons. On a joué un rôle qui satisfait à la fois les objectifs d'un pouvoir bureaucratique en difficulté et certaines revendications populaires.

Dans sa lutte pour la démocratie, le printemps de Pékin a ainsi pu croire un instant au soutien de Deng Xiaoping et de sa tendance. Victimes de la Révolution culturelle, ceux-ci se sont, en fait, servis du mouvement démocratique pour asseoir leur puissance contre la tendance maoïste orthodoxe. Une fois cela atteint, ils ont jeté dans les bras de la répression un mouvement qui ne les servait plus et qui risquait, sur sa lancée, de les remettre en cause eux-mêmes.

Le 6 décembre 1979 le mur de la démocratie de Pékin est nettoyé. L'espoir d'un changement par le haut s'éteint. Tout est à recommencer. ■



UN PRINTEMPS EN PLEIN HIVER

«Tout comme l'eau et le feu, un mouvement de masse et une classe dominante ne peuvent co-exister».

Comme partout, l'opposition «dépend toujours étroitement des occasions que lui offre la division du pouvoir central». En Chine elle aura la possibilité de se concrétiser et d'éclater au grand jour le 5 avril 1976 avec la manifestation de la place Tian'anmen. Au sommet, les luttes des fractions battent leur plein et seront marquées, cette même année, par deux événements d'importance. Le 9 septembre, le Grand Timonier Mao disparaît. On a à peine le temps de le pleurer que le 6 octobre un coup d'Etat chasse la Bande des quatre et hisse Hua Guofeng au pouvoir.

Profitant de ces remuements de palais, la contestation s'engouffre dans la pratique de la liberté d'expression. De novembre 1978 à mars 79, la Chine va connaître un «printemps en plein hiver». Jamais on n'aura assisté à une telle floraison de revues non-officielles, à une telle critique directe du régime. Le symbole d'un tel mouvement sera le Mur de Xidan. Mais Pékin ne doit pas cacher que toutes les grandes villes ont été emportées dans le tourbillon de liberté.

LE RETOUR DES GARDES ROUGES

On ne trouve pas de tout dans ce qu'on appellera finalement le Mouvement Démocratique. Ses animateurs sont pour la plupart âgés de 20 à 30 ans. Ils sont de cette génération historique qui s'est forgée pendant la Révolution culturelle. Anciens Gardes Rouges, les voilà aujourd'hui ouvriers d'entreprises, membres de professions qualifiées ou cadres locaux du parti. A la différence des dissidents des pays de l'Est, peu nombreux sont les intellectuels et les enseignants. Le Mouvement démocratique c'est d'abord le mouvement ouvrier, ou en tout cas, l'une de ses franges.

Ce qui frappe également, dans sa composition sociale, c'est que dans ce pays éminemment agricole, le mouvement se développera presque exclusivement dans les villes. Cette liaison avec les paysans sera des plus difficiles car le milieu agricole reste résolument «à l'écart de tout processus politique», comme lassé par tant d'années idéologiques qu'il a payé de ses forces et de sa sueur.

Certes, la pierre de touche du mouvement sera la revendication démocratique. Mais, il abordera celle-ci en s'interrogeant parallèlement sur la place et le rôle du parti, les structures de démocratie socialiste, la conception de l'Etat... Souvent, à



Deng Xiaoping

partir de cas concrets, d'expériences vécues, les revues et dazibaos n'hésitent pas à se lancer dans de tels débats fondamentaux. Et leur plan d'attaque se concentre simplement sur deux points: d'abord une mise en cause (claire ou voilée) de Mao et des intégristes à travers une relecture de la période de la Révolution culturelle; ensuite une lutte intransigeante pour l'obtention des libertés démocratiques et des droits de l'homme. Le quadrillage de la vie quotidienne chinoise donne toute son importance à ce dernier point et provoque toute l'ambiguïté du Printemps de Pékin.

Car le Mouvement démocratique est loin d'être homogène. Les courants s'y côtoient, se retrouvant uniquement rassemblés sur les mots d'ordre de liberté. Quant au reste, l'éventail s'ouvre largement, depuis les humanistes (rousseauïstes) et leurs illusions sur les «démocraties occidentales», jusqu'aux défenseurs de claires revendications socialistes se réclamant notamment de la Commune de Paris. Le 17 décembre 78, un dazibao signé par un ouvrier des chemins de fer de Pékin réclame «que les dirigeants soient élus et révocables par le peuple».

LA FIN DES "QUATRE GRANDES LIBERTÉS"

L'échec essentiel du Mouvement démocratique sera de n'avoir pas su se lier étroitement avec une contestation sociale qui va s'exprimer simultanément: le mouvement des «plaignants».

Depuis son installation, en 1949, le régime a commis bien d'injustices et fait bien des victimes. Le «feu vert» donné par le pouvoir à une critique «des erreurs passées» va permettre à celles-ci de s'exprimer. Et elles sont nombreuses à avoir violemment subi les catastrophes politiques du Grand Timonier. L'incapacité d'obtenir réparation sur leurs lieux de résidence où règnent encore en maîtres les mêmes responsables, va conduire des milliers de personnes à Pékin où elles exprimeront leurs revendications à travers de véritables manifestations.

Ces «plaignants», qui sont-ils? On y trouve des étudiants envoyés à la campagne lors de la révolution culturelle, des militaires démobilisés et, enfin, des paysans ayant souffert les va-et-vient d'une politique agricole incertaine.

Le mouvement démocratique aura d'énormes difficultés ne serait-ce qu'à rentrer en contact avec ces mobilisations. En réalité, ces deux forces vont se côtoyer en s'ignorant. Seules quelques personnes, comme Fu Yuehua, seront capables de se transformer en organisatrices du mécontentement. Son arrestation, le 18 janvier 79, fera d'ailleurs l'unité contre la répression, mais elle marquera aussi la fin de la coexistence entre le mouvement et le pouvoir. Dès lors, Deng Xiaoping n'a plus besoin d'être épaulé par la critique des masses; il règne en maître et tente de se débarrasser de ceux-là mêmes qui l'ont aidé à se hisser au pouvoir.

Le 6 décembre 79, le Mur de Xidan retourne à l'anonymat, les dazibaos sont arrachés. Dès janvier, la répression démantèle les différentes revues et la majorité

de leurs animateurs se retrouvent aujourd'hui sous les verrous, dans ces prisons qu'ils avaient si puissamment dénoncées. Les fameuses «quatre grandes libertés», («Les citoyens ont le droit de recourir à la libre expression d'opinion; au large exposé d'idées, au grand débat et au dazibao», art. 45) sont retirées de la Constitution. La boucle semble bouclée.

Mais, avec la résistance populaire, rien n'est jamais acquis. 1980 voit ressurgir de nouvelles revues qui, dès à présent, essaient d'éviter l'obstacle majeur: celui d'une absence de coordination nationale d'un mouvement «encore fragmentaire et idéologiquement hétérogène».

Si des embryons de coordination avaient vu le jour au cours du Printemps de Pékin, elles n'avaient jamais trouvé l'impact et la crédibilité qu'elles semblent acquérir en fin d'été 1980. Le 31 août, 17 revues fondent le Comité National pour la libération de Liu Qing, animateur de la «Tribune du 5 avril», condamné pour avoir diffusé les minutes du procès de Wei Jingsheng. Le 15 septembre, à Canton, est créé, enfin, un Comité National des revues démocratiques qui regroupe 21 publications et qui se donne un organe commun: «Zeren» (Le Devoir). ■



LA VIE D'UN "BÉBÉ REBELLE"

«Sans un tyran pour vous chevaucher l'échine, craignez-vous donc de vous envoler?»

(Wei Jingsheng).

Le 5 décembre 1978, sur le Mur de Xidan, est affiché le dazibao le plus célèbre du Printemps de Pékin. Quelques pages et un titre ironique et accrocheur: «*La cinquième modernisation: la démocratie*». Le contenu c'est aussi de la dynamite: pour la première fois, Mao Zedong est directement mis en cause, et traité de «*dictateur*». On y affirme que la seule modernisation progressiste, dont dépendent toutes les autres, est celle du système politique: vers la démocratie. Malgré une vision plus qu'idéalisée de l'Occident, l'auteur, Wei Jingsheng, se place résolument dans le camp des contestataires d'un régime qui a oublié le socialisme. Il deviendra le principal animateur de la revue «*Enquêtes*», la plus pertinente des revues du Mouvement Démocratique.

Wei est né en 1950 dans la province de l'Anhui. Il est issu d'une famille de vieux cadres du Parti. Son père, vétéran de l'Armée Populaire de libération, est aujourd'hui vice-président d'un département de l'importante Commission pour la Construction de base.

Wei participe au mouvement des Gardes Rouges pendant la Révolution culturelle et adhère au Lian-dong (Comité d'Action unie) qui regroupe les fils de hauts cadres. Révolté contre la bureaucratie, il prendra conscience, en 1967, que les Gardes Rouges ont été manipulés par des fractions du pouvoir en lutte contre d'autres fractions. Il fera partie de ceux que Mao appelait les «*bébés rebelles*» et qui vont s'opposer dès lors à Jiang Qing. Fin 1967, le Comité est interdit et ses membres emprisonnés. Plus de deux cent personnes du Comité, dont Wei, purgent trois mois de pri-



1/ Wei Jingsheng, la figure la plus représentative du Printemps de Pékin, qui purge une peine de quinze ans de prison. (Coll. V. Sidane.)

son. En 1968, il rentre travailler à Anhui, dans son village natal. Soldat de 1969 à 1973, il obtient, à sa démobilisation, un emploi d'ouvrier électricien au zoo de Pékin.

Le 8 janvier 1979, paraît le premier numéro de la revue Tansuo (Explorations ou Enquêtes) qui reproduit, à 150 exemplaires, «*La cinquième modernisation*» de Wei Jingsheng. «*Enquêtes*» ne comptera que 5 numéros (plus un numéro spécial) avant de s'interrompre sous le poids des accusations de «*menées contre-révolutionnaires*» qu'on lui attribue. Cette revue sera en effet le point de mire du mouvement car elle défend des idées, certes minoritaires, mais qui ne s'embarassent pas de la langue de bois de l'idéologie dominante. Anti-communiste, Wei est le seul à avoir, dès les premiers jours, vu dans Deng Xiaoping un danger pour les luttes démocratiques. Dans la bataille de clans pour le pouvoir, il se refuse à prendre position en faveur des «*modernistes*» ou des «*intégristes*». Pour lui, Deng est le fidèle héritier de Mao. Comme celui-ci, il se sert du mouvement démocratique pour masquer les échecs économiques et politiques du régime. En mars 79, Wei affirme à contre-courant, que la politique de Deng n'est qu'un «*nouveau despotisme*».

Et même si cette vision claire se mêle chez lui d'une idéalisation du libéralisme classique, il sera un de ceux qui tenteront de lier le mouvement aux mobilisations des «*plaignants*», en particulier à travers l'affaire Fu Yuehua et au moyen de ses dénonciations du système carcéral chinois («*La Bastille du XX^e siècle, la prison Qincheng n° 1*», «*Enquêtes*» n° 3).

Le 29 mars 79, Wei Jingsheng est arrêté à son domicile, en même temps que Chen Lii, l'un des dirigeants de l'Alliance pour les Droits de l'Homme. Les deux groupes les plus radicaux sont ainsi décapités. Détenu au secret dans la prison numéro un de Pékin qu'il avait dénoncé, il sera accusé d'être un contre-révolutionnaire et d'avoir livré des secrets à l'étranger. Avec humour il déclarera: «*La Sécurité Publique prétend que j'aurais dû respecter les règlements concernant la protection des secrets. J'ignore quels sont ces règlements. Tout ce que je sais c'est qu'ils sont eux-mêmes secrets*». Le 16 octobre 1979 il est condamné à 15 ans de prison.

Les minutes de son procès sont diffusées par les revues parallèles et sa réhabilitation reste l'une des revendications unifiantes du mouvement démocratique. ■



FLEURS DU PRINTEMPS

«Quand tu deviens mandarin, même
tes poules et tes chiens s'en vont
au paradis.»



Dazibaos, revues politiques et littéraires, lectures publiques...

l'expression et sa liberté prirent
leur envol en Chine. Nous avons arraché quelques fleurs
de cet immense bouquet.

Pour le reste, allez donc faire un tour
du côté de «Un bol de nids d'hirondelles ne fait pas
le Printemps de Pékin» (Bourgeois)
ou de «Printemps de Pékin» (Julliard). De quoi rêver
à une véritable révolution chinoise.

DE LA BUREAUCRATIE

● «Eh bien, voyons comment nos
dirigeants s'y prennent pour réaliser
les Quatre modernisations.

Ce sont les dirigeants, alors,
bien sûr, ils sont installés dans des
bureaux. C'est vraiment très rare de
les voir faire un tour dans les ate-
liers, encore plus de se mettre de
temps en temps au boulot, avec
nous, les ouvriers. Si je peux me
permettre de le dire franchement, ça
n'arrive jamais. Alors, qu'est-ce
qu'ils fabriquent du matin au soir?
Ils arrivent quand même au tra-
vail pas trop tard: la tasse de thé à
la main, la clope au bec, ils par-
courent les «Nouvelles de référence»
(1) ou alors ils écoutent les rapports
de leurs mouchards: «Untel aujour-
d'hui...». En moins de rien, son cas
est réglé. Savoir si c'est vrai ou
non, ça, c'est une autre affaire. De
toute façon, les mouchards ne se
trompent jamais.

S'ils ne sont pas occupés à ça,
ils vont se chercher des filles qu'ils
trouvent pas mal pour flirter, cer-
tains allant même jusqu'à cou-
cher avec plusieurs d'entre elles.
Après tout, ils ont le pouvoir et peu
importe s'ils sont moches, ils trou-
veront toujours des mignonnes. Eh
oui! Pour peu qu'on réponde à leurs
avances, on peut devenir aisément
membre du Parti ou des Jeunesses
communistes et on ne ratera jamais
une augmentation de salaire. Si on
n'obtient pas la prime de travail ex-
ceptionnelle, ce qui est vraiment in-
habituel, on est sûr d'en avoir au
moins une parmi les meilleures. Re-
garde bien leur face illuminée quand

une petite jeune vient d'être emba-
chée à l'usine. Ah la la! Tss...
Tss...! Eux non plus, ils ne man-
queront jamais une augmentation de
salaire. Pourtant, ils gagnent déjà
beaucoup. Ah! mais c'est qu'on a
des relations, on connaît des gens.
Ils ont aussi toujours des tas d'é-
chantillons et des produits soldés.
En tout cas, tout ce qu'ils peuvent
acheter pour un yuan, le petit peuple
que nous sommes ne peut souvent
pas se le procurer, même pour dix
yuans. Les marchandises qu'il nous
faut attendre trois ans, cinq ans et
plus pour acheter avec des tickets
— et encore, c'est pas sûr qu'on en
trouve — ils les ont tout de suite.
Ne te fâche pas, ce sont des cadres,
je te dis, ils ont des relations et ils
savent y faire!

Quand ils en ont marre de rester
à Pékin, ils vont se promener à
Shangai, Hangzhou, Canton, Guilin,
en avion ou en train de première
classe. De toute façon, ils sont en
mission et ne dépensent pas leur
propre argent. Ils font du tourisme,
dégustent les meilleures spécialités
régionales, sont logés dans des hô-
tels de luxe, tout est payé par l'É-
tat. Il se peut même qu'ils n'utili-
sent pas tous leurs tickets de repas
ou billets de train et leur mission
leur rapporte alors un peu d'argent.
Quand ils reviennent, on peut les
voir encombrés de toutes sortes de
sacs et de petits paquets remplis de
souvenirs. Ils en gardent quelques-
uns pour eux et offrent le reste à
leur patron: ça leur permettra de
repartir à nouveau.

Et toutes ces séances de cinéma
et expositions réservées à certains,
auxquelles nous, le petit peuple,

nous ne pouvons jamais assister,
pour qui sont-elles donc faites sinon
pour ces messieurs les dirigeants?
Nous, en dehors de quelques jour-
nées de fête, on travaille sans arrêt
toute l'année, et en plus, la plupart
d'entre nous fait les trois huit. Aus-
si, on se demande bien ce qui se
passe quand on voit nos dirigeants
s'enfermer à clé dans leurs bureaux,
après avoir convoqué leurs mou-
chards et les petits chefs. On les
entend discuter en rigolant et leurs
palabres durent facilement plusieurs
heures. Qu'est-ce qu'ils font? Ils
sont en réunion! Quel genre de réu-
nion? Ne sois pas anxieux comme
ça! De toute façon, tu ne peux rien
savoir, c'est confidentiel! A mon
avis, tout ce qu'ils font, c'est com-
ploter contre les gens qui ne leur
reviennent pas.

Allons, ne méprise pas ainsi tout
ce que font les cadres. Ils sont en
excellents termes avec leurs diri-
geants à eux; et pourquoi donc?
Parce qu'ils appartiennent à la mê-
me race! Il arrive qu'ils ne puissent
plus continuer à sévir. Alors, c'est
simple, ils demandent leur mutation.
De toute façon, c'est partout pareil,
ils seront toujours dirigeants, où
qu'ils aillent».

(dazibao de Xun Lei, 6 avril 1980).

(1) Bulletin quotidien de nouvelles
d'agences de presse étrangères
destiné aux cadres du parti.

DU DESPOTISME

● «Ainsi, durant ces dernières dé-
cades, le peuple chinois a docile-
ment suivi un "grandiose timonier"
qui le nourrissait au moyen de galet-
tes peintes avec un pinceau appelé
"communisme", et qui le désaltérait
en lui suspendant devant le nez des
prunes baptisées Grand Bond en
avant ou Triple Bannière rouge. Et
le peuple marchait bravement de
l'avant en se serrant la ceinture...
Après avoir supporté ce régime-là
avec une belle constance pendant
trente ans, il a fini par comprendre:
à ce jeu-là, comme les singes qui
veulent repêcher la lune «tombée»

dans l'eau, il était condamné à se retrouver éternellement bredouille...»

(Wei Jingsheng, «La cinquième modernisation», 5 décembre 1978).

● «On s'est finalement rendu compte que cette grande nation porte aux pieds deux souliers trop étroits qui l'entravent: l'obscurantisme et le despotisme».

(«Le Printemps de Pékin», n° 1, 8 janvier 1979).

● «Le peuple a beau être en théorie le créateur et maître de l'histoire, sur le plan des réalités son unique rôle est de fournir des légions de serviteurs respectueux et muets, sa fonction est seulement de constituer la pâte au sein de laquelle se lèvent continuellement les chefs qui viennent le diriger».

(Wei Jingsheng, «La cinquième modernisation», 5 décembre 1978).

● «Il n'y a jamais eu de sauveur quelconque, Ni d'empereur immortel à qui confier son destin. Pour créer le bonheur de l'humanité, Ne comptons que sur nous-mêmes!».

(dazibao de Lin Hu, 24 décembre 78).

«Culte des masses, oui! Culte de la personnalité, non!

Le culte de la personnalité, c'est exagérer le rôle de l'individu dans l'histoire et considérer que c'est une minorité de héros qui détermine le développement et les transformations de l'histoire de l'humanité. Chanter aveuglément les louanges des personnages d'exception, c'est absolutiser leur rôle. Dire que ce sont ces soi-disant «héros» qui créent les situations, c'est cela même l'essence du culte de la personnalité.

La Chine a pratiqué le culte de la personnalité à une très large échelle, pendant très longtemps et de diverses manières, comme peu de pays l'ont connu (...). Non seulement le président Mao avait toujours raison à 100%, mais il a été adulé à tel point qu'il est devenu le sauveur du peuple chinois, comme si, sans lui, la révolution chinoise n'aurait jamais pu être victorieuse et le peuple chinois serait toujours aussi misérable (...).

La révolution est-elle vraiment l'affaire d'un seul homme? Non! La nouvelle Chine a-t-elle été véritablement créée par un seul homme? Non! Ce sont les masses populaires qui créent l'histoire. La révolution est le produit des luttes et des efforts communs de plusieurs millions de personnes.»

(dazibao de Lin Hu, 24 décembre 78)

DU SOCIALISME

● «Nous pensons que les couches dirigeantes vivent la période de la consolidation de leur pouvoir en tant que classe. Non seulement les privilégiés dont jouissent depuis longtemps les membres du parti vont s'accumuler, mais ils vont prendre un caractère de plus en plus transmissible: les fils de cadres seront cadres, les fils de paysans, paysans. On assiste, après trente ans de pouvoir du P.C., à l'aboutissement d'un processus historique: une bureaucratie qui à l'origine a recruté dans les couches populaires, et qui a éliminé — souvent physiquement — les anciennes classes dirigeantes, se constitue à son tour en classe».

(Huang He, 6 février 1980).

● «La Chine est un pays capitaliste sans bourgeoisie, où règne la dictature du parti. (Nous réclamons) un contrôle direct et démocratique des moyens de production par les travailleurs. Notre idéal de démocratie socialiste ne se réalisera qu'au sein de rapports sociaux fondés sur l'autogestion communautaire».

(Wang Xizhe, «Nouvelles exigences pour la dictature du prolétariat», juillet 1979).

● «Réaliser la destruction de l'appareil d'Etat: ce n'est que sur cette base que la modernisation et tout autre développement progressiste rapide pourra s'effectuer».

(Ho Qui, janvier 1980).

● «Qu'est-ce que la démocratie? La véritable démocratie, c'est la remise de tous les pouvoirs à la collectivité des travailleurs».

(Wei Jingsheng, «La cinquième modernisation», 5 décembre 1978).

DES LIBERTES

● «Vous glorifiez les mille et une facettes de la nature et les trouvez toutes plus belles les unes que les autres; vous ne voudriez pas que la rose et la violette aient le même parfum, pourquoi donc exigez-vous qu'il n'y ait qu'une seule forme d'esprit?».

(«Aujourd'hui», n° 1, décembre 1978).

● «Même si on abat le mur de la démocratie, ce n'est pas grave; celui qui est dans la tête du peuple a déjà des bases solides».

(Fruit d'Automne).

● «Certains nous disent "baissez votre tête et écoutez-nous, nous créerons une vie meilleure pour vous, nous vous ouvrirons une voie magnifique pour le futur". Notre réponse est non! Maintenant que le futur est nôtre, pourquoi ne pourrions-nous choisir notre futur nous-mêmes, créer notre propre vie et ne pas laisser les autres lier nos mains et manipuler nos cervelles».

(«Le Devoir», septembre 1980).





«rendez- nous notre jeunesse!»

En février de cette année ont eu lieu, à Shanghai, divers rassemblements et manifestations de protestation. Ils étaient organisés par les étudiants et les jeunes intellectuels qu'on avait, au cours de ces dix dernières années, envoyés de force travailler dans les campagnes. A l'occasion du jour de l'an chinois, ils étaient rentrés à Shanghai, venant des plus diverses localités.

En vérité, certains d'entre eux avaient déjà commencé à organiser des manifestations sur la Place du Peuple de Shanghai, dès cet automne.

Les jeunes se sont spontanément organisés et ont prolongé, parfois sur plusieurs jours, leurs rassemblements. Les manifestants, regroupés devant le siège du comité révolutionnaire, ont coupé les lignes électriques du réseau de tramways, arrêté les rames, bloqué le trafic, occupé les bâtiments gouvernementaux et agressé les fonctionnaires du parti.

Ce qui suit, est le compte-rendu d'un témoin oculaire des manifestations de ce premier février.

ETUDIANTS ET INTELLECTUELS

A Shanghai, c'est une journée de soleil. Sur les toits, dans les rues, la neige commence à fondre. Comme d'habitude, l'avenue de Nanking grouille de monde, et sur la Place du Peuple, de nombreuses personnes s'arrêtent pour lire les dazibao. Il y a, dans l'air, une atmosphère d'attente, comme si quelque chose d'important, d'exitant

devait se produire. Autour de la place, les murs des bâtiments sont couverts d'affiches: les plus récentes recouvrant les plus anciennes. Les unes plus longues que les autres, au ton plus grave aussi, parlent de «la démocratie et la valeur des lois», «les droits de l'homme», «les fondements sociaux de la bureaucratie», etc. En plus des affiches, les murs sont tapissés par les pages de journaux et de revues, telles «La voix du Peuple», «le Moineau du Printemps». Malgré la difficulté pour les déchiffrer, la majeure partie de l'assistance les lit patiemment, l'une après l'autre et du début à la fin.

A onze heures, sur les façades des maisons qui bordent l'avenue du Thibet, apparaissent quelques drapeaux. Puis, sont placardés des panneaux portant les noms des différentes provinces (Yunan, Kwangtung, Heilungkaing, etc.), sous lesquels doivent se rassembler les différents groupes. Les gens commencent à former des attroupements et à discuter les problèmes des étudiants et jeunes intellectuels envoyés au travail à la campagne. Ceux qui discutent, sont jeunes en majorité, et très vite leur nombre atteint le millier. L'un d'eux grimpe sur le toit d'une maison et annonce que la manifestation va débiter. Un morceau de papier en forme de cône lui sert de mégaphone. Il explique les raisons de la manifestation: il dit que les étudiants et intellectuels qui, très jeunes, avaient été envoyés aux champs aujourd'hui ont grandi et veulent lutter pour leurs droits, revenir travailler en ville et vivre avec leur famille. Il annonce que, déjà dans d'autres villes, ils se sont mobilisés sur les mêmes objectifs. Ensuite, il fait la

lecture d'une «lettre ouverte aux camarades de Shanghai» dans laquelle on appelle les citoyens à exprimer leur solidarité. Enfin, il met en garde les participants, contre d'éventuelles provocations de la part d'éléments étrangers au mouvement. Une foule de près de deux mille personnes est alors rassemblée.

CORRIGER TOUTES LES ERREURS COMMISES

Finalement, le cortège s'ébranle. Les organisateurs dirigent les manifestants; le service d'ordre porte des brassards de reconnaissance. Tous les passants sont invités à se joindre au cortège. Au début, certains hésitent, mais un groupe de jeunes femmes donne l'exemple, et peu à peu tous rejoignent les manifestants. Après avoir traversé la place et parcouru l'avenue de Canton, en passant devant la bibliothèque municipale, le cortège tourne dans l'avenue de Nanking. Celle-ci qui est remplie de monde et déjà plutôt animée, se paralyse complètement. Les passants, pour qui ce n'est pas la première manifestation politique de ce type, ne s'étonnent pas outre mesure: certains se bornent à regarder passer le cortège, d'autres s'ajoutent aux manifestants. Les participants scandent des slogans: «Rendez-nous notre jeunesse, nos droits de l'homme, nos droits de résidence!», «La politique du Comité Central ne doit pas être faite à moitié: il faut corriger toutes les erreurs commises!». Le cortège, qui remplit toute l'avenue oblige les tramways à rouler au pas et les passagers, impatients, veulent descendre. Finalement, les manifestants arrivent de-

vant le siège du Comité Révolutionnaire de Shanghai. Ils sont alors plus de cinq mille.

La foule se rassemble devant l'entrée du palais. Les manifestants continuent à scander des slogans. On entonne «l'Internationale», puis, «l'Union fait la force». Le nombre de gens augmente toujours, de plus en plus rapidement. Il y a des adolescents, mais aussi des personnes de 40 ou 50 ans, des ouvriers et des intellectuels. Cependant, l'énorme majorité est jeune, hommes et femmes, et ces dernières ne sont pas les moins enthousiastes.

Le portail du palais est clos et surveillé par deux militaires de l'Armée Populaire de Libération, droits et immobiles comme des statues au milieu de la foule. Aux fenêtres du premier étage, derrière les vitres, quelques fonctionnaires du parti observent en silence la masse des manifestants. A travers les fenêtres du rez-de-chaussée, on voit d'autres fonctionnaires, assis en groupe et absorbés par la lecture de journaux. Il s'agit, probablement, de fonctionnaires d'un grade peu élevé, attendant les directives du sommet.

La foule, qui doit compter, maintenant, 7 à 8000 personnes, se presse et ondoie sous l'effet de ceux qui, se trouvant à la périphérie du rassemblement, essayent de se diriger vers le centre. Les organi-

sateurs demandent aux manifestants de s'asseoir par terre: près d'un millier de personnes répondent à l'invitation. On scande les slogans, on entonne des chants, et, à un certain moment, les gens commencent à réclamer que Peng Chung, un des dirigeants du Comité Municipal, vienne parler avec les manifestants. La demande se fait de plus en plus pressante. Quelqu'un apparaît au balcon du premier étage et, croyant qu'il s'agit de Peng, la foule est secouée par un frisson d'émotion. Mais ce n'est qu'un fonctionnaire parmi tant d'autres qui disparaît rapidement à la grande déception de tous. Vers trois heures de l'après-midi, des voix affirment que Peng est en train de sortir en cachette par une porte secondaire où l'attend une automobile. Immédiatement, l'auto est entourée. Il faudra de nombreuses explications et de longues négociations pour que le chauffeur puisse poursuivre sa route. Un petit groupe de manifestants reste encore sur place pour surveiller cette sortie secondaire.

AVENUE NANKING BLOQUEE

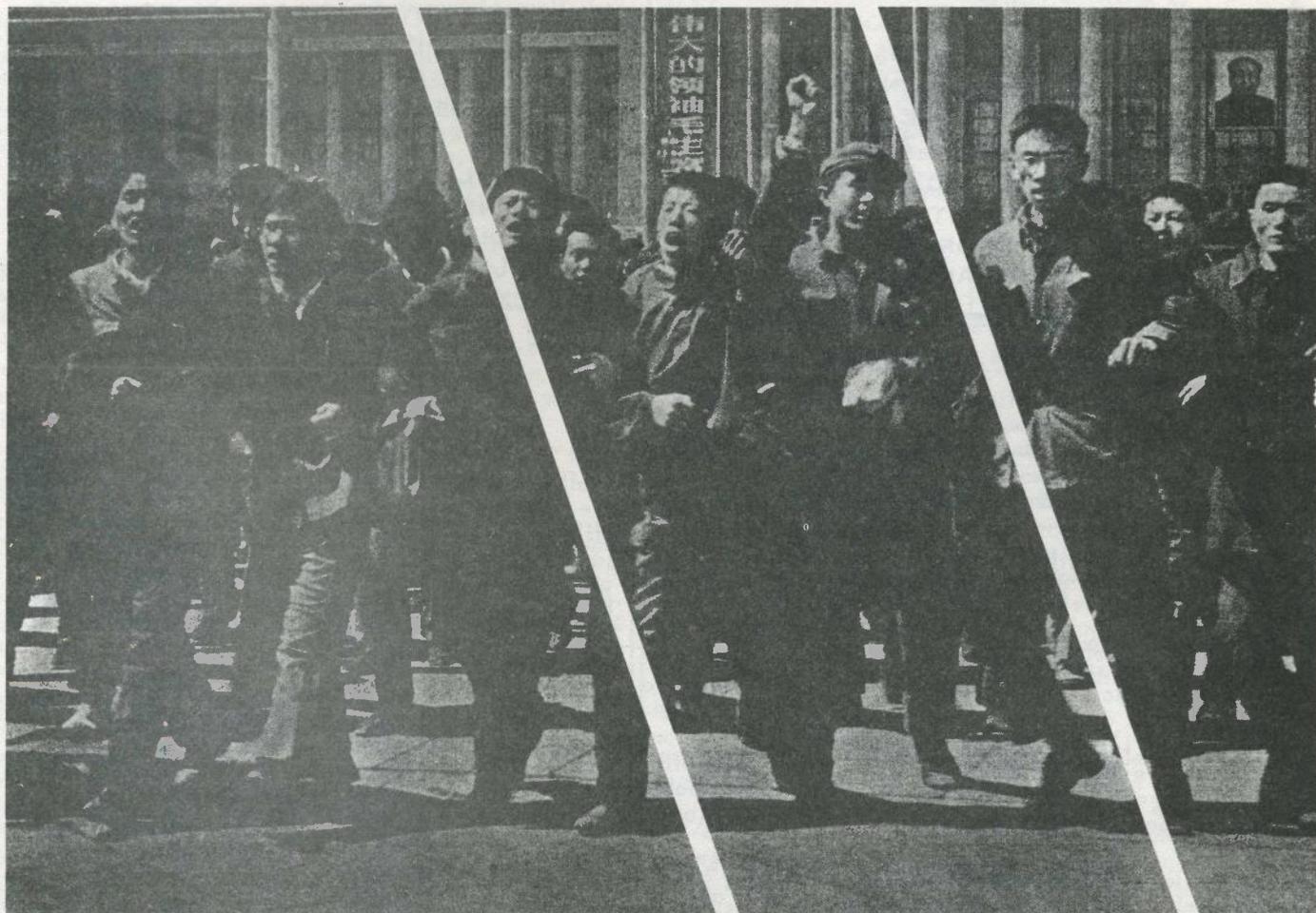
Vers trois heures et demie, d'une transversale à l'avenue de Nanking, débouche un deuxième cortège de 4 à 500 personnes qui, brandissant des banderoles et scandant des slogans, se

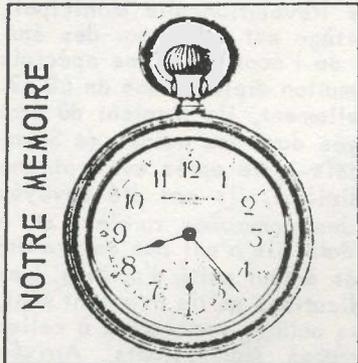
dirige à son tour vers le palais du Comité Révolutionnaire Municipal. Le cortège est formé par des étudiants de l'école moyenne spéciale de formation diplomatique de 68-69. Officiellement, ils auraient dû être employés dans les usines de Shanghai, mais juste après avoir obtenu leur diplôme, ils ont été envoyés dans des communes rurales, et, à cette date, ils n'ont pas encore été affectés à leur unité d'origine. Les revendications qu'ils avancent sont, en tous points, semblables à celles des autres manifestants. Arrivés devant le palais, ils se mêlent à la foule présente.

Vers quatre heures, l'avenue de Nanking est bloquée pour la troisième fois par un groupe de 6 à 700 soldats défilant de façon compacte et en uniforme. Attirant particulièrement l'attention des passants, ils réclament, eux aussi, que le gouvernement leur garantisse des conditions adéquates de travail. Ils s'unissent donc au sit-in général.

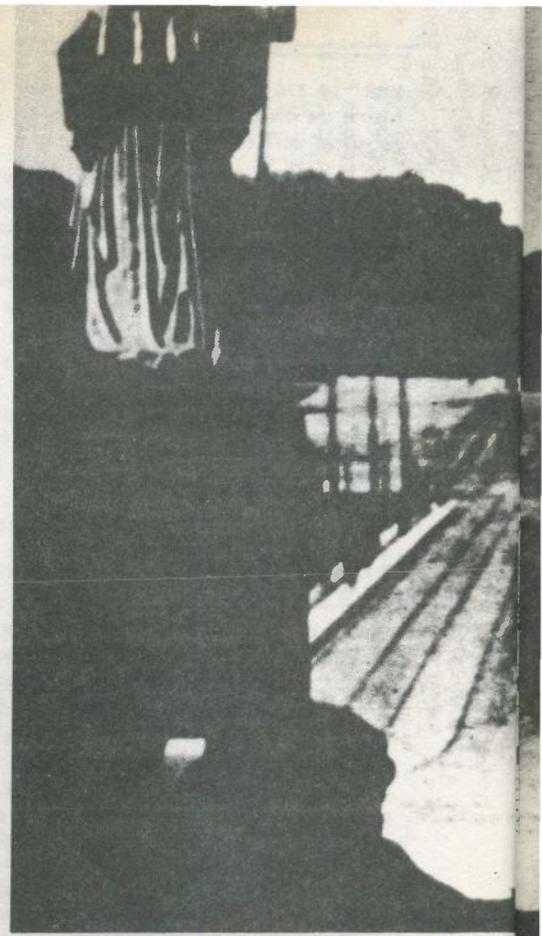
A six heures, le soir d'hiver s'installe. Après d'autres slogans et d'autres chants, la manifestation se défait au moment où commencent à s'allumer les lampadaires. Pendant toute la journée, pas un des fonctionnaires ou des dirigeants du CRM n'avait accordé d'audience aux manifestants, ni n'était sorti leur parler. ■

Lee YU SEE.





1920: LES CONSEILS OUVRIERS ITALIENS



Septembre 1920 - Turin. Une mitrailleuse

L'EXPERIENCE DES CONSEILS OUVRIERS ITALIENS, SI RICHE EN ENSEIGNEMENTS POUR LE MOUVEMENT OUVRIER, EST SOUVENT EVOQUEE. MALHEUREUSEMENT, NOUS POSSEDONS EN FRANCE BIEN PEU DE DOCUMENTS ET D'ETUDES CONCERNANT CETTE PERIODE HISTORIQUE ET LES REALISATIONS EFFECTIVES QUE LE PROLETARIAT ITALIEN A ENGENDRE A TRAVERS CES ORGANISMES DE CLASSE.

LA BREVE ETUDE QUE NOUS PROPOSONS A NOS LECTEURS A POUR OBJET DE PALLIER PARTIELLEMENT A CE MANQUE D'INFORMATION ET DE MIEUX PRECISER L'IMPORTANCE HISTORIQUE ET POLITIQUE QUE REVET CE MOUVEMENT OU LES ANARCHISTES JOUERENT UN ROLE NON NEGLIGEABLE.

L'ITALIE D'APRES-GUERRE

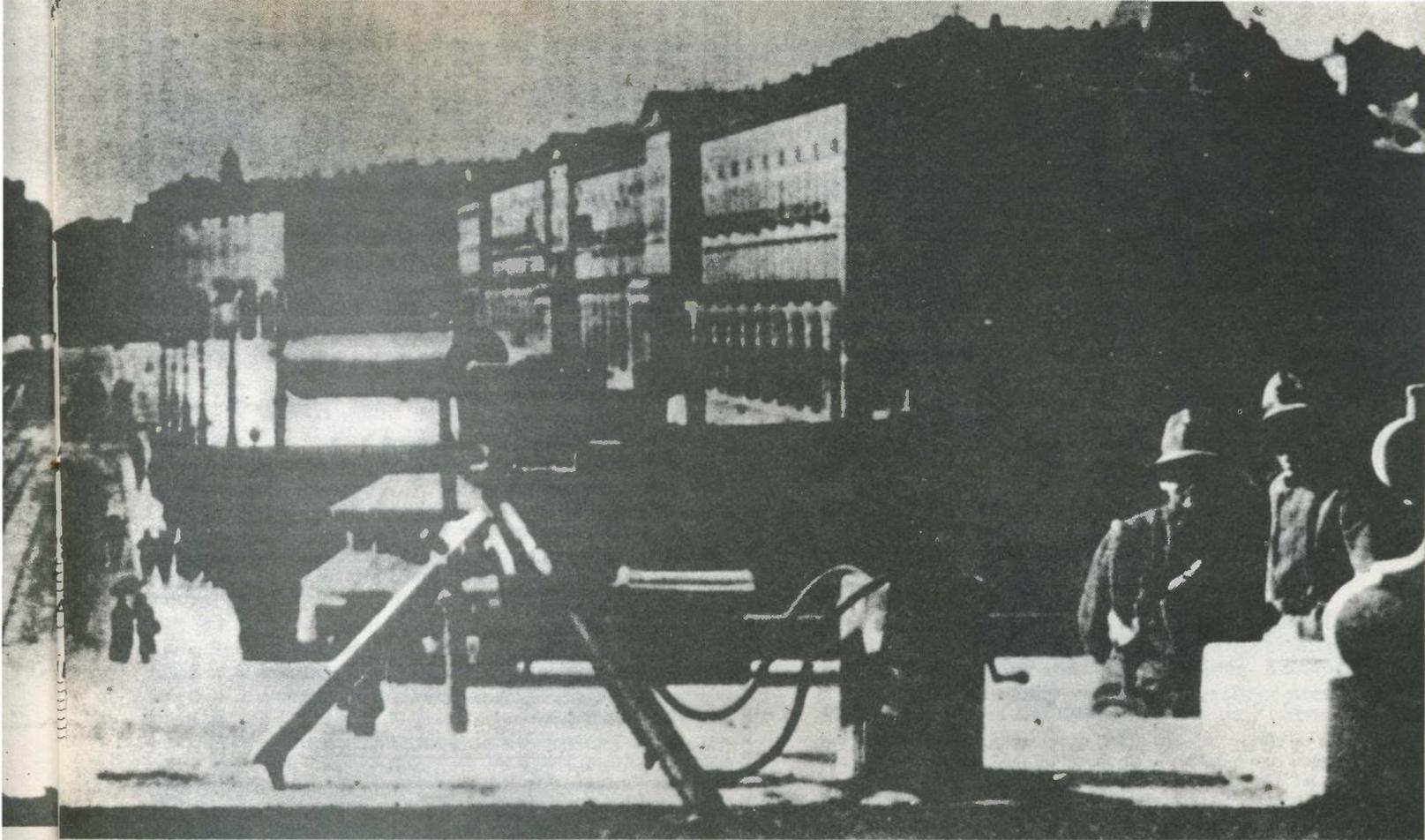
L'Italie ressentit plus durement que les autres pays capitalistes occidentaux les effets de la guerre mondiale.

L'entrée en guerre de l'Italie avait été une aubaine pour le capitalisme italien en proie, à la veille du conflit, à des difficultés insurmontables. La guerre favorisa l'accentuation du processus de concentration industrielle et liquida les archaïsmes économiques. Ainsi, durant la période allant de 1915 à 1917, le taux de profit moyen passa de 4,26 à 7,75% et pour les principales branches de l'industrie de 8% à 15 et même 30% (automobile).

Parallèlement à cette expansion affectant le Nord industriel, l'Italie méridionale, essentiellement agraire, voyait la production des denrées agricoles chuter pen-

dant la guerre. La mobilisation, tant militaire qu'industrielle, entraîna une ponction formidable de main d'œuvre qui contribua à anémier les zones agraires. Par ailleurs, la concentration industrielle prolétarisa brutalement toute une fraction de la petite-bourgeoisie qui, après-guerre grossit les rangs des chômeurs. A ce tableau, ajoutons les effets de l'inflation galopante, la dévaluation de la lire (80% de 1914 à 1920) et la baisse formidable du niveau de vie.

La bourgeoisie italienne, qui escomptait tirer de l'engagement du pays au côté de l'Entente (Grande-Bretagne, France, Russie) une stabilisation de la situation sociale, un réajustement de ses structures économiques et un gain territorial, pensait que la guerre serait de courte durée et finança le conflit de manière complètement inconsiderée si bien que le déficit de l'Etat passa de 214 millions de liras en 1914-15 à 345 millions en 1918-19 et le gros des dépenses fut supporté par la petite-bourgeoisie et les classes exploitées.



Postée sur la terrasse d'un immeuble pour faire face aux grévistes de Turin. (Photo Keystone.)

La guerre coûta en outre à l'Italie 600.000 morts et 500.000 mutilés et ne lui rapporta quasiment rien au regard des droits de réparation et des territoires obtenus par la France et l'Angleterre.

Après-guerre, la crise que la bourgeoisie avait cherché à effacer par le conflit, ressurgissait de façon plus aiguë. Il fallait remettre les usines en marche, transformer les industries artificiellement gonflées par la production de guerre, reclasser les militaires démobilisés, enrayer la montée du chômage que les restrictions à l'émigration aux Etats-Unis aggravèrent.

De 102.000 chômeurs en décembre 1920, le chiffre passa à 606.000 en janvier 1922.

La bourgeoisie italienne se montrait incapable de maîtriser la situation qu'elle avait engendrée. La montée des luttes ouvrières et l'occupation des latifundia du Sud par les paysans héritiers du mouvement des fascistes siciliens, la paupérisation des couches petites-bourgeoises, les mouvements révolutionnaires en Russie, en Allemagne, en Hongrie, débouchèrent en 1919 sur une situation insurrectionnelle.



LE MOUVEMENT DES CONSEILS

Le Mouvement des Conseils fut essentiellement localisé aux grandes villes du Nord et principalement à Turin qui fut à l'avant-garde des luttes. Turin fit très tôt figure de baromètre de la combativité ouvrière. La création de la Fiat en 1889 est à l'origine de cet état de fait. La Fiat, qui ne comptait lors de sa création que 50 ouvriers, en employait plus de 50.000 en 1920 et contrôlait quasiment toutes les petites industries locales. Turin avait donc en son sein un prolétariat parfaitement homogène et uni par ses traditions de luttes qui sut, pour reprendre la formule de Marx, transformer les idées en forces matérielles dès les premières heures du Mouvement. En 1917, Turin avait été le théâtre d'émeutes anti-militaristes sauvagement réprimées: 500 morts, des milliers d'ouvriers emprisonnés ou envoyés au front.

ORGANISATIONS POLITIQUES PRESENTES DANS LE MOUVEMENT DES CONSEILS

U.S.I.: Union Syndicale Italienne (syndicaliste révolutionnaire). Créée en 1912 au Congrès de Modène par les animateurs de la tendance «Action Directe» de la CGL. Organe: «Guerra di classe».

U.A.I.: Union Anarchiste Italienne (communiste libertaire) animée par Errico Malatesta et Luigi Fabbri. Organe: «Umanità Nova».

G.L.T.: Groupe Libertaire Turinois animé par Pietro Ferrero et Maurizio Garino.

Le G.L.T. collabora à l'«Ordine Nuovo» d'Antonio Gramsci.

«**ORDINE NUOVO**»: section socialiste turinoise animée par Antonio Gramsci, publie le journal du même nom.

«**IL SOVIET**»: groupe socialiste de Naples animé par Amadeo Bordiga, publie le journal du même nom.

Les groupes «Ordine Nuovo» et «Il Soviet» devaient concourir à la fondation du P.C.I.

• ORIGINE DES CONSEILS ITALIENS

Si la création des Conseils ouvriers est un processus historique qui se répète dans toute révolution prolétarienne en tant qu'affirmation des capacités auto-organisationnelles de la classe ouvrière, il est tout de même nécessaire de noter qu'il y eut à Turin une sorte de préfiguration des Conseils qui, sans avoir le caractère révolutionnaire du Conseil lui-même, n'en demeure pas moins une expérience dont le prolétariat sut tirer en sa faveur des enseignements. En 1906, un contrat collectif de travail fut signé à Turin par la F.I.O.M. (Fédération Italienne des Ouvriers de la Métallurgie). Ce contrat instituait un organisme baptisé «*Commission Interne*».

Celle-ci avait pour tâche de régler les différends pouvant ponctuellement opposer les ouvriers à la direction. Ce système fut très vite généralisé à toutes les usines de la ville. En août 1919, après la démission de la «*Commission Interne*» de l'usine Fiat-Centre, les ouvriers posèrent le problème de sa réélection et de son élargissement; aussi proposèrent-ils que chaque secteur de l'usine soit représenté au sein de la «*Commission Interne*», par un «*Commissionnaire*».



Cette revendication s'étendit bientôt à tous les autres centres industriels. Ainsi, en octobre 1919, à la première assemblée générale des Comités d'Usine, plus de 30.000 ouvriers étaient représentés. Les «Commissions Internes» élargies n'ont évidemment que peu de pouvoir dans l'entreprise et ce n'est que la structure de ces «commissions» et l'expérience des problèmes de gestion que les ouvriers ont pu y étudier qui leur confèrent une importance toute particulière.

● LA PREMIERE VAGUE : FEVRIER-MARS 1920

La radicalisation des luttes ouvrières entraîna simultanément la constitution de milices patronales. Outre la Confédération Générale de l'Industrie, fondée en 1919, on compte dans le Piémont de nombreuses organisations patronales qui fournirent aux groupes fascistes une force d'appoint pour faire régner l'ordre dans les entreprises et joueront le rôle de briseurs de grève. Toutes ces organisations tinrent en mars 1920 une conférence à Turin pour lutter contre les grèves qui, au mois de février, s'étaient étendues dans toute la Ligurie. En mars, toutes les usines de Turin sont paralysées et des Conseils apparaissent pour la première fois dans le sud de Naples.

Le 25 mars 1920, les ouvriers occupent les locaux de la Fiat et, forts des liens établis avec le personnel technique, tirant parti des expériences acquises lors des «Commissions Internes», créent et généralisent des Conseils d'Usine.

Des sections armées d'auto-défense sont créées. Le patronat réagit par le lock-out; ainsi 50.000 métallurgistes entrent de fait en grève.

Les tractations entre le patronat et les Conseils traînent durant 20 jours pendant lesquels la grève s'étend.

Le 14 Avril, la grève générale est déclarée dans tout le Piémont. Le 16, les cheminots entrent en grève.

Le gouvernement, poussé à l'action par le patronat, décide d'envoyer la troupe mais les régiments envoyés à Turin sont bloqués par les cheminots et ceux envoyés à Gênes par les marins. Malgré la mobilisation, aucun service civil de transport n'achemina à bon port les troupes de l'armée. Celle-ci dut compter sur ses propres moyens.

Dans la seconde moitié d'avril, la grève générale est totale et en passe de devenir insurrectionnelle. Les

anarchistes de l'U.A.I., les anarcho-syndicalistes de l'U.S.I. et les socialistes révolutionnaires de l'«Ordine Nuovo» unissent leurs forces contre l'Etat et soutiennent inconditionnellement les ouvriers dans leur lutte contre les bureaucrates du P.S.I. et de la C.G.L. qui, durant toute la période des occupations se refusèrent à cautionner un mouvement qui leur échappait. Une délégation des Conseils se rendit à Milan où se tenait le Conseil National du P.S.I. afin d'obtenir l'appui du parti, mais ils se heurtèrent à l'hostilité de ses dirigeants qui refusèrent même de publier dans l'«Avanti» un appel de la section socialiste turinoise alors que Turin était assiégée par 20.000 policiers et soldats.

Le 24 avril, les Conseils, isolés, affamés par vingt jours de siège, se rendent et les métallurgistes déposent les armes.

L'échec du passage de la grève générale armée à l'insurrection armée et à la révolution est dû aux organisations traditionnelles de la classe ouvrière (partis et syndicats) qui en portent en grande partie la responsabilité; ceci marqua un recul du prolétariat et un regain de l'offensive du patronat appuyé par ses milices et bandes fascistes.

Le 1^{er} mai, à Turin, la garde royale tire sur les manifestants et dans les jours suivants, les agressions contre les militants ouvriers se multiplient.

● LA SECONDE VAGUE : SEPTEMBRE 1920

Le contenu des luttes de septembre est qualitativement bien inférieur à celui des luttes de février, mars et avril, et les problèmes d'ordre catégoriel (augmentation des salaires) et de «contrôle économique» de l'entreprise priment sur les problèmes politiques de l'expropriation des patrons et de la gestion directe de l'entreprise. Après deux mois de négociation, le patronat rompt les pourparlers le 13 août 1920.

Le 30 août, les forces armées occupent les établissements Romeo à Milan. Le soir même, les 300 usines de Milan sont aux mains des ouvriers.

Le gouvernement Giolitti se contenta de faire encercler toutes les usines par l'armée et il enraya le mouvement de cette façon. Aucune liaison n'étant possible, à l'échelle nationale, le mouvement s'essouffla bien plus rapidement que lors de la première vague et les bureaucraties syndicales purent d'autant plus facilement négocier avec le patronat. Les dirigeants de la C.G.L., réunis à Milan, les 9, 10 et 11 septembre, refusèrent de soutenir toute action révolutionnaire et se contentèrent



de lutter pour le principe de la reconnaissance du contrôle syndical dans l'entreprise.

La lutte placée sur un tel terrain ne pouvait évidemment aboutir à rien d'autre qu'à la reprise du travail. La baisse de la combativité du prolétariat, consécutive à l'échec du mouvement en avril, et le grand découragement régnant dans les rangs ouvriers, permirent aux bureaucrates de faire adopter par les Conseils un projet visant à la reprise du travail en échange de l'obtention par les syndicats du droit au «contrôle économique» de l'entreprise. Le projet fut mis aux voix et l'emporta par 591.245 voix contre 409.596 et 93.623 abstentions.

Le 15 septembre, le gouvernement Giolitti, réunit à Turin les représentants de la C.G.I. (patronat) et des syndicats pour mettre au point l'accord sur le «*Contrôle Syndical*» de l'entreprise. Cet accord fut signé le 22 septembre et le 4 octobre le travail reprenait dans toute l'Italie.

LES ENSEIGNEMENTS

Les révolutionnaires se doivent de tirer les leçons des mouvements passés et d'en analyser les échecs. La Commune de Paris, les révolutions russe et allemande, la révolution espagnole sont autant de pages de l'histoire du prolétariat sanctionnées par le triomphe de la réaction. Nous ne devons pas nous contenter de louer les réalisations de ces révolutionnaires sans étudier les causes de leur échec car nous pensons, avec Anton Ciliga, que «*Toute révolution nouvelle commence non sur la base où débuta la précédente mais en partant du point où la révolution antérieure a subi un enrayement mortel*» (L'Insurrection de Kronstadt—La Révolution Prolétarienne, septembre 1938).

Nous pouvons légitimement nous demander comment un mouvement de l'ampleur de celui des conseils italiens put-il être si facilement défait et comment les bureaucrates du P.S.I. et de la C.G.L. qui ne jouèrent aucun rôle moteur dans les Conseils purent-ils finalement confisquer la parole aux Conseils et négocier en leur nom avec le patronat. Ces questions doivent être posées.

Les Conseils italiens réunissaient presque toutes les caractéristiques du Conseil, telles que le définit assez justement Arthur Lehning dans «*Anarchisme et marxisme dans la Révolution Russe*»: «*Les Conseils ont pour caractère particulier de ne prendre naissance que pendant la révolution, d'être des organes fonctionnels de*

la vie sociale et économique, d'être incompatibles avec la nature et les buts de tout parti politique, enfin de n'avoir une vie effective qu'après la destruction de toute forme d'appareil d'Etat centraliste et bureaucratique. Les Conseils réalisent la gestion autonome des usines par des Conseils d'Entreprise élus et celle de l'Agriculture par des Conseils et coopératives de paysans: le tout dans le cadre d'une construction fédéraliste de la société fondée sur l'autonomie des communes».

Le Conseil est une structure organisationnelle née directement des luttes de classes. Le prolétariat dans l'histoire crée spontanément ses propres organes de lutte et de gestion rompant avec les formes organisationnelles traditionnelles. Le Conseil ne peut donc naître qu'en période révolutionnaire.

Pier Carlo Masini, dans son étude: «*Anarchistes et communistes dans le mouvement des conseils*» écrit: «*Les conseils représentent la réelle préfiguration de la société socialiste. Le mouvement des conseils constitue le processus de formation moléculaire de la société socialiste*».

En Italie, les Conseils étaient en passe d'assurer le passage de la société capitaliste à la société socialiste. L'économie bourgeoise était court-circuitée. La production continuait sur des bases autogestionnaires. Ainsi Masini cite le cas des usines Galileo de Florence qui maintinrent la production à 90% de la normale en surmontant les difficultés techniques, financières, organisationnelles de toutes sortes et en assurant la défense armée de l'entreprise. Nous pouvons également citer le cas de l'usine Fiat-Centre à Turin qui produisait quotidiennement 37 voitures par jour contre 67-68 en temps normal. Malheureusement la révolution n'était pas faite et détacher la phase de production de la phase de la distribution revient à nier tout processus économique dans sa globalité. L'économie italienne durant cette période n'était ni capitaliste, ni socialiste malgré l'appropriation collective des moyens de production et la gestion directe des entreprises.

L'anarchiste Luigi Fabbri rapporte: «*On tenta également de continuer les services d'échange et de vente des produits et des fournitures en matières premières. On réussit en certains endroits, mais sur une petite échelle, malgré l'aide des cheminots et des ouvriers du transport. On vit que c'était là le point faible qui empêchait la prolongation du mouvement et le limitait aux seules industries de la métallurgie*» (Umanita Nova, septembre 1954).





La distribution sur des bases socialistes n'était aucunement possible dans la mesure où l'Etat, avec sa police et son armée, n'avait pas été détruit. Les ouvriers italiens sous-estimèrent l'importance de l'Etat en pensant abattre le système capitaliste par le seul moyen des occupations. Ainsi n'y eut-il jamais qu'une situation de «double pouvoir» alors que tout était possible. Les anarchistes étaient parfaitement conscients des insuffisances du mouvement et ils intervinrent dans les conseils pour qu'elles soient dépassées. Masini se faisait leur interprète: «Les Conseils résolvent à moitié le problème de l'Etat: ils exproprient l'Etat de ses fonctions sociales, mais ils ne lèssent pas l'Etat dans ses fonctions anti-sociales. Ils réduisent l'Etat à un pléonasmisme mais ils n'éliminent pas ce pléonasmisme, ils vident l'appareil étatique de son contenu mais ils ne le détruisent pas. Mais puisqu'on ne peut vaincre l'Etat en l'ignorant, du fait qu'il peut faire sentir à tout moment sa présence en mettant en marche son mécanisme de contrainte et de sanction, il faut détruire aussi ce mécanisme. Les Conseils ne peuvent accomplir cette opération et pour cela ils demandent l'intervention d'une force politique organisée: le mouvement spécifique de la classe, qui porte à terme une telle mission. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut éviter que le bourgeois, jeté à la porte dans ses vêtements d'industriel, ne rentre par la fenêtre déguisé en policier».

Une des autres causes de l'échec du mouvement est le manque de coordination des conseils entre eux. La plupart des villes industrielles possédaient des conseils mais la Fédération des Conseils ne vit jamais le jour. Luigi Fabbri note à ce propos: «Dans les grandes villes il y avait également des organes embryonnaires de liaison entre les usines, mais à vrai dire bien insuffisants. Les liaisons entre les usines des différentes provinces étaient encore plus insuffisantes, et au mieux, faites par la presse et des envoyés».

Toutes les tentatives visant à fédérer les Conseils échouèrent, d'une part à cause de l'encerclement militaire des usines et, d'autre part, à cause du travail de sabotage systématique développé par les syndicats et le P.S.I.

Les Conseils, isolés les uns des autres, ne purent passer à l'offensive de façon cohérente et les appareils politiques et syndicaux plus solidement structurés purent confisquer la parole aux travailleurs. Les efforts des bureaucrates tendirent continuellement à perpétuer l'isolement des Conseils; ainsi, dans les usines, les militants anarchistes et socialistes révolutionnaires se heurtèrent constamment à l'inertie ou à l'hostilité des appareils.

La politique criminelle des dirigeants syndicaux et des bureaucrates du P.S.I. devait être sanctionnée, deux ans plus tard, par la prise du pouvoir par Mussolini.

EXTRAIT D'UNE INTERVIEW DE MAURIZIO GARINO
(animateur du Groupe Libertaire Turinois
pendant les occupations d'usines)

«Les Conseils selon nous devaient représenter tous les ouvriers et être des organismes de base, contrairement aux "Commissions Internes" menées par les dirigeants syndicaux, qui elles, ne représentaient que les ouvriers qui payaient leurs cotisations.

«En ce qui concerne les rapports des Conseils avec les organisations syndicales, trois thèses furent soutenues: la première voulait que les Conseils soient à l'intérieur des syndicats de façon à anéantir l'autonomie des Conseils. La seconde, soutenue par Antonio Gramsci et par les socialistes de «l'Ordine Nuovo» était opposée à cette insertion et considérait les Conseils comme des organes révolutionnaires tendant à la prise du pouvoir politique. Et enfin, la troisième, défendue par nous, anarchistes, voyait dans les Conseils les organes révolutionnaires par-delà les syndicats, capables, non de conquérir le pouvoir, mais de l'abattre.

«L'organisation des Conseils était caractérisée par la révocabilité immédiate, de la part de la base, de toute charge. Chaque département d'usine choisissait un commissaire en la personne d'un ouvrier, qui devait étudier tout le cycle de production et communiquer ses connaissances à ses camarades de département, ceci afin d'éviter toute hiérarchie dans les fonctions directives au sein de l'usine.

«Le Conseil d'Usine était nommé par la réunion des Commissions de département. Parallèlement, au niveau national, on essaya d'organiser un congrès pour lier fédérativement les Conseils d'Usine et pour désarçonner partis et syndicats.

«Le congrès fut rendu impossible, peu de jours avant la date prévue, par l'offensive de la réaction (...).

«On peut affirmer que les Conseils ouvriers se formaient en épousant les structures complexes de l'usine et se différenciaient des organisations syndicales en produisant deux faits nouveaux:

1°. Combattant dans l'ouvrier la mentalité de salarié, ils lui ont fait découvrir la conscience de producteur, avec toutes les conséquences d'ordre psychologique et pédagogique que cela comporte.

2°. Eduquant et entraînant les ouvriers à l'autogestion, ils leur faisaient acquérir les connaissances nécessaires à la marche de l'usine.

«Ainsi, les Conseils, à la différence des partis et des syndicats, n'étaient pas seulement des organisations contractuelles mais plutôt des associations naturelles, nécessaires, indivisibles».



Il y a peu de mois est paru (enfin en France) le livre de Paul Feyerabend, «Contre la méthode, esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance» (Seuil). L'article qui suit, plutôt que d'être un compte rendu au sens strict, souhaiterait d'une part démontrer que les «séduisantes» thèses de Feyerabend n'ont rien à voir avec l'anarchisme (si ce n'est le mot, utilisé de façon ambiguë, comme seuls les non-anarchistes savent le faire), et d'autre part servir de base à un débat sur les problèmes spécifiques de la science.



Les philosophes de la science (les épistémologues) qui ont précédé Feyerabend ont tenté, d'une façon ou d'une autre, d'offrir ou de découvrir des modèles dans le développement scientifique. C'est-à-dire qu'ils partaient du postulat que le progrès de la science répondait à des lois bien précises, qu'ils essayaient de formuler. D'autres, soutenaient une thèse cumulative, à savoir, chaque théorie est meilleure que la précédente et l'englobe comme cas particulier.

“N'IMPORTE QUOI VA BIEN”

La sortie du livre de Feyerabend a bouleversé ces formulations rationnelles de la science, en ceci il démontre qu'il n'existe pas de loi épistémologique qui n'ait été violée et que la science progresse par des personnes qui sentent le besoin de dévier des modèles du rationalisme. A l'inverse, pour Feyerabend, les théories sont incommensurables, c'est-à-dire incomparables du point de vue logico-structurel, et sont assimilables à

des mythes, tant il est vrai que chaque nouvel événement, nouvelle théorie ou nouveaux faits expérimentaux qui défient les thèses pré-établies, provoque chez les adeptes de ces dernières une «réaction de tabou». Un autre point essentiel est que les théories sont imbibées d'idéologie, et que l'image qu'en ont les gens, à savoir des choses pures de toute contamination idéologique, est due seulement au type d'enseignement mystifiant délivré par l'école.

Bien qu'il ait intitulé son livre «Contre la méthode», Feyerabend ne se pose pas contre la méthode en général, mais plutôt contre l'utilisation non discriminante des méthodes rationnelles. En fait, il suggère un mode irrationnel d'action: la contre-induction, c'est-à-dire la création de normes qui soient contraires aux hypothèses ou aux faits assurés. Mais son «objectif» n'est pas de substituer à un ensemble de lois générales un autre ensemble de lois, mais plutôt de convaincre le lecteur que toutes les méthodologies, même les plus adéquates, ont des limites.

L'unique loi méthodologique qu'il propose est «n'importe quoi va bien», n'importe quelle hypothèse, pour absurde qu'elle soit, même portée par des conceptions méta-

physiques ou des croyances magiques, peut être utilisée pour créer la connaissance qui devient ainsi «un océan toujours croissant d'alternatives réciproquement incompatibles».

“UN DADAISTE NE FERAIT PAS DE MAL A UNE MOUCHE”

Dans ce «tout va bien» réside l'essence de son anarchisme épistémologique. Je parle d'anarchisme épistémologique, car le «camarade» Feyerabend repère l'existence de trois types d'anarchisme:

1°) le politique qui se définit par «son opposition à l'ordre des choses constituées: à l'Etat, aux institutions, aux idéologies qui soutiennent et glorifient ces institutions. L'ordre constitué doit être détruit afin que la spontanéité puisse exercer son droit à expérimenter librement les meilleurs moyens». Feyerabend assure également qu'un anarchiste politique utilise la violence parce qu'il pense qu'elle est «bénéfique pour l'individu, en ce sens qu'elle libère ses exigences et lui permet de se rendre compte

de la force dont il dispose». De plus, un anarchiste politique croit en la raison naturelle et éprouve du respect pour la science. (il cite plusieurs fois Kropotkine et sa conception de la science, en se demandant comment un anarchiste qui veut se libérer de tout pour conquérir la liberté, ne se libère pas de la science; question qui, à mon sens, est loin d'être stupide).

2°) Il y a ensuite l'anarchisme religieux qui serait une espèce d'état avancé de l'anarchisme politique. Un anarchiste politique devient religieux quand il transcende le monde réel qui lui paraît éphémère, corrompu et sans importance, et, en plus de nier les institutions est amené à nier toute loi, aussi bien physique que morale, et à considérer le mode d'existence indépendant du corps. (Il est sûr que je ne m'explique pas bien, car en réalité je me suis souvent demandé ce que voulait dire Feyerabend sans trouver de réponse satisfaisante).

3°) il y a enfin l'anarchisme épistémologique, lequel n'éprouve aucun scrupule à défendre «l'assertion la plus banale et monstrueuse». Tandis que l'anarchisme politique (ou religieux) veut abattre une certaine forme de vie «l'anarchiste épistémologique peut désirer la défendre car il n'a aucun sentiment éternel de fidélité ou d'aversion dans la confrontation avec quelque institution ou idéologie». Il est assimilé au dadaïste et son unique programme est d'être contre les programmes: «il n'existe pas d'opinion, pour absurde et irréaliste qu'elle

soit, qu'il refuse de prendre en considération, ou en conformité avec laquelle il se refuse d'agir, aucune méthode n'est considérée indispensable». Feyerabend se définit donc comme un anarchiste dadaïste, en particulier parce qu'«un dadaïste ne ferait pas de mal à une mouche et encore moins à un être humain».

Après une telle affirmation, on se demande spontanément comment il est possible que dans tous les articles qui lui sont consacrés, il soit défini comme «l'épistémologue anarchiste». Une réponse possible peut être que les intellectuels d'Etat, pour éviter que les idées de Feyerabend n'entraînent la remise en cause de la science en tant qu'objet rationnel et objectif, essaient de disqualifier cet individu, dont la seule faute est d'avoir utilisé un mot avec ambiguïté, en le décrivant comme une anomalie. En lui collant la brutale étiquette d'anarchiste ils songent à créer chez les «honnêtes gens» un préjugé contre le livre lui-même. Mais ils ne se sont guère aperçus que la tentative de Feyerabend s'inscrit elle aussi dans l'éternel projet épistémologique qui vise à immuniser la science. En fait, tous les épistémologues, de Mach à Lakatos, ont essayé de justifier les choix scientifiques par la justesse et le rationalisme. Et Feyerabend ne fait pas autre chose, sauf qu'il a découvert que la science procède aussi irrationnellement et qu'il revendique cette irrationalité, sans nier, comme nous l'avons vu, la possibilité d'existence, en son

sein, d'éléments rationnels. Il écrit: «la science, telle que nous la connaissons, peut seulement exister en laissant tomber cette exigence (celle du rationalisme critique de Popper) et en revoyant notre méthodologie».

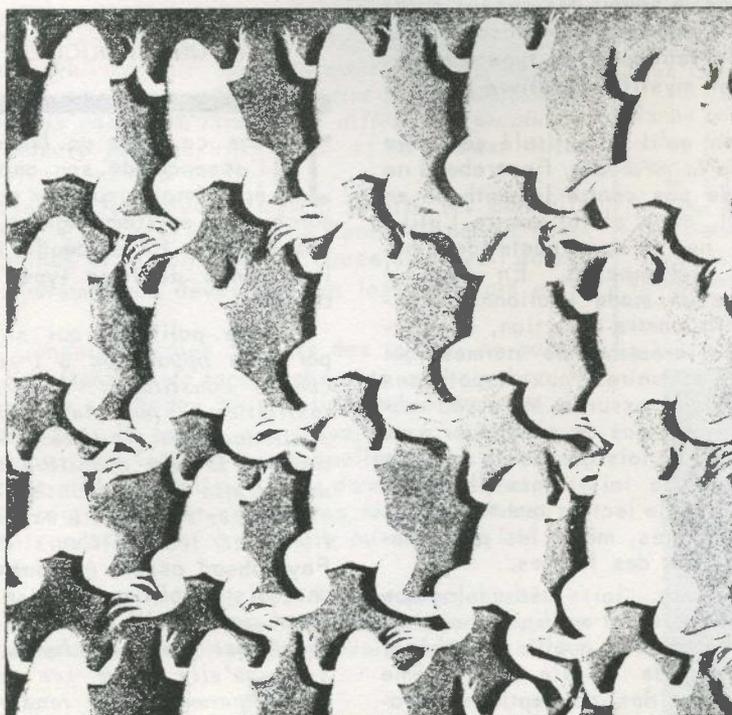
IL FAUT CHANGER LA SCIENCE

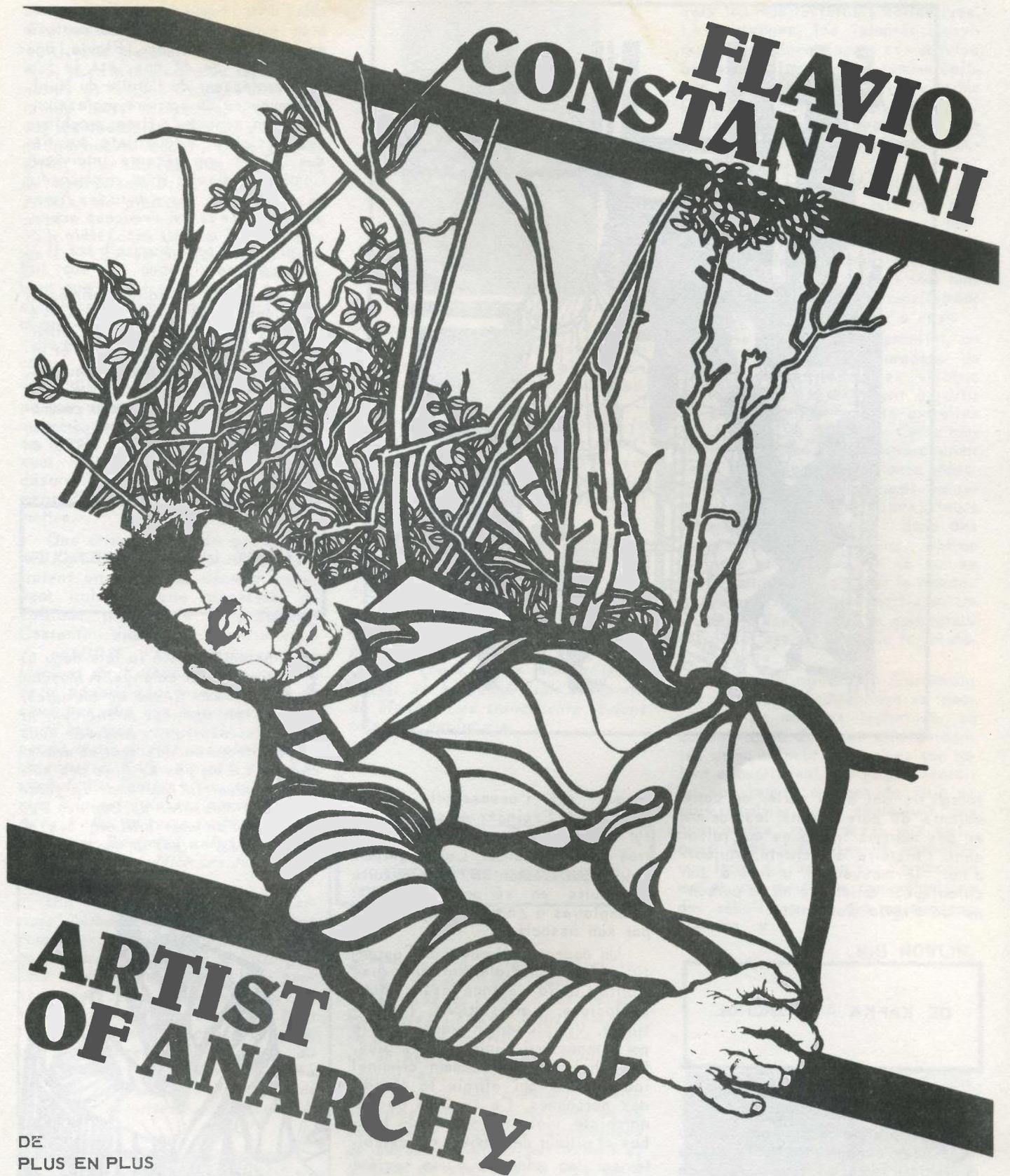
Alors que pour Feyerabend, l'important n'est pas de changer la science, mais de revoir la méthodologie, je pense, au contraire, que pour un projet révolutionnaire vraiment complet, il est important, non pas tellement de revoir une méthodologie critique, mais de changer la structure et la définition de la science, chose dont, évidemment, un «anarchiste épistémologique» ne se préoccupe guère. Feyerabend n'a cure de cet engagement, il pense plutôt à des «expérimentations joyeuses» qui iront à l'encontre des «standards» admis, sans d'ailleurs faire grand cas de la cohérence, puisqu'il est, comme nous l'avons vu, un dada! Et Feyerabend «dada» se protège ainsi de toute critique possible. De son livre on peut dire qu'il est certainement une de ces «expérimentations joyeuses», et donc un peu provocatrices, mais qu'il ne revêt aucun danger pour la science actuelle.

En fait, il rompt seulement avec une vieille conception du progrès scientifique. C'est pourquoi, les thèses de Feyerabend peuvent être considérées comme une tentative d'innovation à l'intérieur même de la science. Elle subira donc le processus que toute innovation a subi: elle sera fortement critiquée par tous (comme cela est en train de se passer pour celle de Feyerabend) et, si elle résiste à ces critiques, ou plutôt si l'on s'aperçoit qu'elle est fonctionnelle pour la perpétuation du système scientifique tel qu'il est admis aujourd'hui (et celle de Feyerabend, il me semble avoir démontré qu'elle l'est) elle sera englobée dans la science et deviendra, tôt ou tard, académique.

Ce n'est donc pas une innovation interne à la science qui pourra rompre avec sa structure fortement verticale, mais c'est seulement, et ceci est une proposition de débat, la destruction de la structure scientifique et son éventuelle reconstruction (j'insiste sur éventuelle) sur des bases complètement différentes. ■

Nanni BONIOLO.





ARTIST OF ANARCHY

DE PLUS EN PLUS ON TROUVE SES TABLEAUX DANS LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES INTERNATIONALES. GRANDS TRAITS NOIRS ET COLORES PASTELS (AH! SI NOUS AVIONS LA COULEUR DANS `AGORA`!). ON COMMENCE A SAVOIR DECHIFFRER SON NOM, AU COIN DE SES DESSINS. MAIS QUI EST FLAVIO COSTANTINI ?

L'histoire du mouvement anarchiste, ses défis audacieux, ses rébellions et son romantisme, exerce sur de nombreuses personnes une fascination spécifique. L'abondance d'événements hauts en couleurs, tragiques, de tentatives et d'expériences menées dans le domaine de la révolution sociale, n'a jamais rendu facile le traitement superficiel du

mouvement libertaire, excepté pour ceux qui voulaient en finir, une fois pour toutes, avec le sujet. Les écrivains, anarchistes ou non, se sont trouvés engagés profondément



rôle dans l'œuvre de Costantini, bien avant même qu'il se mette à dessiner et à peindre. Flavio, âgé aujourd'hui de 47 ans, est le fils d'un professeur de l'Italie du Nord. Il commence sa carrière professionnelle en tant qu'artiste graphique commercial et maquettiste sur tissus. Dans une récente interview, Costantini disait : « J'ai commencé à dessiner parce que j'ai lu les livres de Kafka. Je les ai beaucoup aimés, et comme il m'était impossible d'écrire comme lui, je me suis mis au dessin ».

Les sujets solitaires, brimés et désorientés des œuvres de Kafka, toujours entre l'hystérie et l'effondrement, captivent Costantini et influencent ses premières œuvres. Parallèlement, une alternative existe : le communisme. Il sera communiste pendant toute cette période, jusqu'à son voyage en URSS en 1962.

LA DESILLUSION SOVIETIQUE

Costantini fut à la fois déçu et troublé par ce pays. A Moscou, il vit « un fleuve de touristes, paysans étrangement silencieux, ni tristes ni heureux, canalisés dans ce pèlerinage inconscient et désenchanté. Le vil pas de l'oie des soldats pendant la relève de la garde devant le Mausolée de Lénine. Des voitures d'un noir brillant, aux rideaux tirés, filant à toute allure ».

lorsqu'ils ont eu à parler de cette volonté de pureté dans les idéaux et des martyrs tragiques qui jalonnent l'histoire anarchiste. Aujourd'hui, le mouvement a trouvé son chroniqueur artistique en la personne de Flavio Costantini.

DE KAFKA A RAVACHOL

Contrairement à d'autres, Costantini ne traite pas un ou deux événements de l'histoire anarchiste pour se tourner ensuite vers d'autres thèmes. Chez lui, il y a le souci constant de créer, par ses travaux, une documentation artistique exhaustive, systématique, du mouvement. Les 43 premiers tableaux de cette série sont reproduits dans « The Art of Anarchy », publié en septembre 1975 par « Cien-juegos Press » (et, malheureusement épuisé à l'heure actuelle).

Travaillant dans le studio de son appartement de Rappallo (Italie), il vient d'achever de nouveaux ta-

bleaux sur l'assassinat de Mc Kinley par Czolgosz et sur le martyr de Wobbly Frank Junior. D'autres sont en chantier. Les originaux, peints par Costantini, sont ensuite reproduits en sérigraphie à 100 exemplaires à Zagreb (Yougoslavie) par son associé.

Un aspect de l'œuvre de Costantini saute immédiatement aux yeux : l'attrait de la violence (assassinats, explosions, arrestations, exécutions). Visiblement Ravachol est le personnage qui l'intéresse le plus. Ravachol, c'est l'élément criminel indiscipliné qui effraie la plupart des personnes. Ce symbole de l'anarchiste violent, lanceur de bombes et pilleur de tombes, est exploité par les ennemis d'une société libre. Il prouve, à leurs yeux, les dangers de chaos qui nous guettent hors des contraintes d'un Parti ou d'un Etat. Costantini s'imprègne de l'homme réel, du caractère individualiste de Ravachol, non comme un modèle, mais avec la compréhension qui fut celle d'Emma Goldman pour Léon Czolgosz, assassin du président Mc Kinley. Pour Costantini, Ravachol c'est la volonté d'action.

Très tôt, Kafka a joué un grand



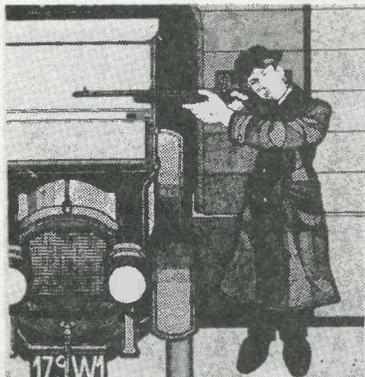
dans le Kremlin. La révolution était bien finie.

Il relict alors un livre haï et oublié, «Les mémoires d'un révolutionnaire» de Victor Serge, cette voix isolée mais insistante. La partie sur les anarchistes français lui donne un nouvel espoir. Depuis lors, dit-il, «j'ai essayé, dans la mesure de mes possibilités, et sans compromission, de propager cette alternative».

Il est d'accord avec Serge sur le fait que les anarchistes français, bien que «traversés par des contradictions» étaient des gens qui, avant toute chose, exigeaient une cohérence entre les paroles et les actes. C'étaient, le plus souvent, des individus isolés, sensibles, qui ne pouvaient se contenter d'errer de manière confuse et désorientée dans ce monde déconcertant. C'est pourquoi, face à la confusion et au désarroi, leur réaction fut précisément d'agir, de refuser de se soumettre.

Des critiques ont dit que certaines gravures de Costantini montraient un amour du décoratif souvent trahi par une impression de solitude proche de la morbidité. Costantini ajoute : «Avant mon voyage en URSS, j'étais influencé par l'œuvre de Kafka. Mes dessins de cette période sont introvertis. Je ne veux pas dire que mon œuvre d'aujourd'hui est extravertie, mais je pense avoir atteint une plus grande objectivité. Kafka a grandi dans Ravachol. Ce dernier place ses explosifs à la porte de ses persécuteurs. Avec Kafka on reste isolé, vulnérable; avec Ravachol naît l'esprit de solidarité. Il a défié les forces qui nous défient».

«En ce temps-là, d'une part j'aimais Kafka, et d'autre part j'étais communiste à partir d'un choix logique, rationnel, non subjectif. J'étais communiste parce que je pensais que le communisme était la seule solution logique et juste pour l'humanité. Quelque chose qui pouvait remplacer le mensonge du christianisme. Mon voyage en URSS m'a fait comprendre l'échec du socialisme autoritaire. Aujourd'hui,



objectivement, je défends le socialisme libertaire, mais psychologiquement, je suis attiré par l'anarcho-individualisme. Mon individualisme précède mon anarchisme, il est inhérent à ma personnalité. Je n'ai fait qu'un seul pas en avant: je peux aujourd'hui analyser ma solitude. Mon choix actuel du socialisme libertaire est pleinement conscient».

Contre ceux qui amalgament anarchistes et bandits, Costantini affirme : «ces gens-là (Ravachol, Jacob, Bonnot), malgré les conséquences malheureuses de leurs actes pour le mouvement, ont accompli quelque chose. Il n'y avait pas d'autre choix, à ce moment-là, il fallait se battre. C'était la guerre de classe. Les travailleurs étaient tels des esclaves».

DES ACTES INDIVIDUELS

«Pour la morale bourgeoise, engager une guerre n'est pas un crime, c'est presque honorable. L'éthique anarchiste voit en la guerre un crime horrible. Il en va de même pour l'accumulation du capital, etc... Ainsi, le même acte, peut être ou non considéré comme un crime selon la norme dont on se sert pour le juger. Les cambriolages de banques réalisés par Durruti et Sabater ne sont pas, à mon avis, des actes criminels. La bande à Bonnot est un symbole. Elle marque la fin de la période de lutte ouverte, de Ravachol, entre bourgeoisie et prolétariat, et annonce celle des négociations et du conformisme syndical. Les derniers irréductibles furent isolés du reste du prolétariat, et n'eurent plus le choix qu'entre l'intégration et la mort».

Par souci du subjectif, l'intérêt de Costantini se porte plus facilement vers les actes individuels que

vers les manifestations collectives. Les courages, les volontés individuelles dominent toutes ses œuvres. Seules, quelques unes, comme celle sur le massacre des ouvriers de Mc Cormick à Chicago en 1879, ou celle sur la révolte des paysans de Ghibellina en 1894, traitent d'actions de masse.

Il y a aussi un autre élément qui entre en jeu : «Je ressents très profondément la violence. Je suis toujours bouleversé par ces gens qui ont donné leur vie pour des idées. C'est terrible pour moi de voir tant de gens lutter proportionnellement au pouvoir qui s'oppose à eux».

Dans l'œuvre de Costantini, on constate un certain paradoxe de style. Les portraits, les visages sont dessinés directement à partir de photographies, parfois extraites des fichiers de la police. Cette touche de réalisme va à contre-courant de la simplification de l'acte photographique. Les personnages se retrouvent étrangement fixes, leurs visages souvent tournés dans des directions peu naturelles, comme distants et oublieux de ce qui se passe autour d'eux. C'est le tableau figé d'un évènement spécifique. Un moment préservé pour le spectateur et qui lui est présenté de façon déconcertante.

Ainsi, le travail de Costantini est à la fois documentaire et innovateur. Sa maîtrise technique, sa connaissance du sujet sont évidentes et on ne peut que saluer son talent exceptionnel. Le large éventail de son œuvre devient de plus en plus familier, non seulement aux anarchistes, mais aussi aux critiques d'art. Cela devrait permettre une large discussion sur l'anarchisme et une meilleure compréhension des rébellions qui ont marqué son histoire. ■

Bill NOWLIN.



courrier
lecteurs

courrier
lecteurs

courrier
lecteurs

ET SI VRAIMENT LA LUTTE DE CLASSE EXISTAIT?

● Du bureaucrate au corbeau, du technocrate au garde chiourne, du chefailon au patron, de l'élu au commis de l'Etat, c'est l'heure bénéfique de se répartir les profits à venir. Du réformiste affiché au révolutionnaire patenté, en passant par le réaliste reconnu, chacun manie le verbe qui le nourrit.

(...)

Attention! 1984 est déjà là. Les travailleurs, et plus généralement les opprimés ont perdu de vue que «l'émancipation des opprimés sera l'œuvre des opprimés eux-mêmes». En Pologne, l'émancipation des travailleurs est déjà récupérée par l'église et la banque. Si ces derniers n'y parviennent pas entièrement, l'armée veille. En France les marins-pêcheurs se sont cassés les dents après l'intervention de la Royale-CRS. Bâtiments d'ailleurs fort bien entretenus par les travailleurs, syndiqués ou pas, qui n'ont pas jugé opportun de prévenir et de se solidariser effectivement avec leurs camarades marins-pêcheurs. Pour Manufrance, après Lip et autres, grâce à la collaboration étroite de la municipalité de gauche, l'Etat démocratique juge utile d'envoyer nos deniers au gouvernement polonais.

Ce ne sont pas les slogans stupides, ignobles, ou les affiches démagogues du PCF et de la CGT (pour ne parler que des «révolutionnaires», style «produisons français», clairon et char sous contrôle de l'Etat, bien entendu!) qui aujourd'hui masqueront la faillite du marxisme et autre autoritarisme.

Aujourd'hui, plus que jamais, la lutte de classe est l'affaire de chacun d'entre nous, et non pas la propriété des syndicats ou d'autres qui ne doivent leur existence qu'à la coercition et l'ignorance.

(...)

Mais peut-être bien qu'un jour, les médias... après la révolution, sociale,

dans un univers enfin débarrassé de tous ces appareils autoritaires (...) peut-être bien que ce jour-là les médias salueront-ils la venue de nouvelles espèces de fleurs, d'oiseaux, d'amour.

Edmond (Toulon).

LOUISE MICHEL ET,,, NOUS,

● Vous avez publié dans votre dernier numéro un article de Philippe Lamotte intitulé «Louise Michel et les autres» qui contenait un certain nombre d'erreurs grossières ou de contre-vérités manifestes qu'il me paraît utile - à titre d'information - de rectifier au moins rapidement puisque je suis de ceux qui ont participé au Colloque sur Louise Michel, à l'exposition qui lui était consacrée et que j'étais présent lors de l'inauguration d'une plaque à sa mémoire.

Je dirai donc simplement:

1°) que les articles qui ont été publiés dans la presse locale à propos de ces manifestations n'étaient ni «bébêtes, ni hypocrites» et que je les tiens à la disposition de ceux qui voudraient en prendre connaissance.

2°) que je ne suis pas ce «certain R.B.» qui a signé de ces initiales un article du Provençal, comme Philippe Lamotte le laisse supposer ce qui est de sa part pour le moins malhonnête.

3°) Concernant l'apposition de la plaque commémorative, il est curieux de constater que l'auteur de l'article ignore qu'il y a eu un changement de numérotation dans la rue où est morte Louise Michel et que l'Hôtel de l'Oasis, qui portait le n°15, porte aujourd'hui le n°19. Il préfère penser qu'il y a eu «complot» (sic) dans «les hautes sphères municipales» (resic) plutôt que de s'informer au préalable...

Quant à l'inauguration de cette plaque, elle a été faite sans discours officiels

puisque seuls ont été déclamés deux poèmes à la mémoire de Louise Michel (l'un de Hugo, l'autre de Verlaine). 120 personnes environ assistaient à cette inauguration parmi lesquelles trente à quarante copains (espagnols, italiens, français) dont plusieurs de la CNT-E et je ne vois pas au nom de quoi on pourrait le leur reprocher.

4°) L'exposition sur Louise Michel a duré trois semaines, elle réunissait des documents sur la vie, l'œuvre et la légende qui provenaient du CIRA, de l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam, des Archives départementales de la Haute Marne, de la Bibliothèque Marguerite Durand (Paris), de la Bibliothèque Historique de la ville de Paris, de l'Institut Français d'Histoire sociale et de diverses archives privées. Le fait que le Maire de Marseille accompagné du gratin local, soit allé l'inaugurer lui enlève-t-il de sa valeur? Je crois au contraire que la publicité faite à cette exposition a incité un certain nombre de marseillais et de marseillaises de toutes conditions à venir la voir, et personnellement je m'en réjouis car, contrairement à ce qu'affirme Ph. Lamotte, cette exposition retraçait fidèlement la vie et l'œuvre de Louise Michel et elle a puissamment contribué à remettre les choses au point pour les mémoires déficientes.

5°) Quant au colloque, il a duré deux jours. Il a eu un certain succès puisque 100 à 120 personnes ont assisté en permanence aux communications et aux débats ce qui n'est pas mal quand on sait en quoi consiste un colloque universitaire. Les participants venaient d'horizons différents bien entendu mais, à ma connaissance, aucun des universitaires présents n'était connu pour «saquer ses étudiants». Mais peut-être Philippe Lamotte, qui se refuse à avoir des rapports avec eux (ce qui est son droit) les connaît-il mieux que moi? Malheureusement, il n'a pas été discuté au Colloque du «messianisme de Louise Michel»

ni de son hagiographie comme le prétend Ph. Lamotte car les auteurs ont fait défaut au dernier moment. C'est bien dommage pour lui qui n'a assisté à aucun moment au colloque, ni participé à aucun débat, car il donne ainsi une idée de la valeur de ses informations.

René BIANCO.





les recettes de tatie cronstadt

MURS BETONNES ET FROIDS, SILENCES DEJA REPRESSIFS. NOUS Y AIMONS LES ECRITURES ANONYMES: DU CRI DES COEURS AUX COLERES NOCTURNES... MESSAGES A TRANSMETTRE. ON Y SOUHAITERAIT LA COULEUR PARCE QUE NOS YEUX Y VIVENT. LES GRAFFITIS SONT L'ART DU PEUPLE... LE NOTRE. DONNONS LA PAROLE AUX MURS!

REALISATION PRATIQUE D'UNE FRESQUE MURALE

1°) Choix du projet: doit être simple, frappant, décoratif, le texte peut être inclus dans le dessin.

2°) Prendre un grand carton assez rigide qui servira de pochoir (2m x 2m, par exemple).

3°) Reproduire le dessin, plus éventuellement le texte, au crayon sur le carton.

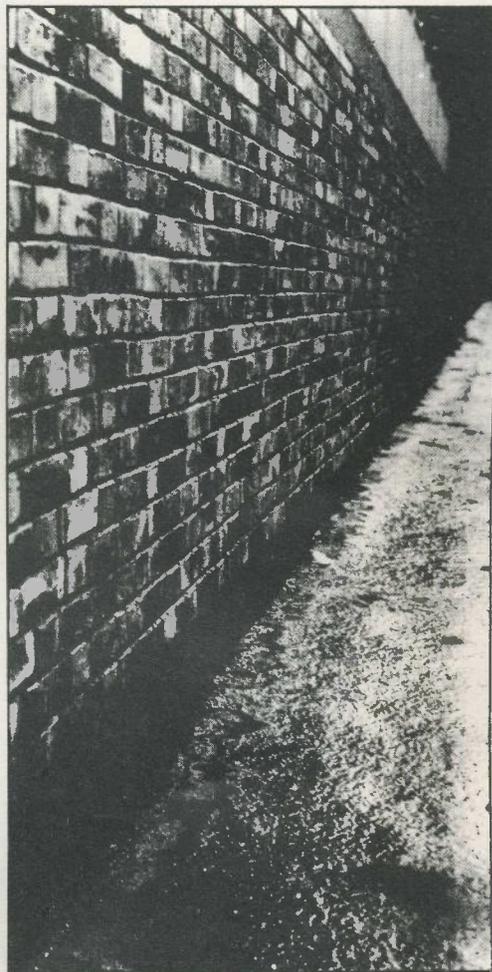
4°) A l'aide d'un «cutter» découper le profil du dessin et les lettres afin que la réalisation apparaisse.

5°) Il ne vous reste plus qu'à plaquer votre pochoir sur une surface lisse (éviter les crépis) puis, à l'aide de bombes de différentes couleurs, ou peintures vinyliques ou acryliques, projeter ou peindre sur le pochoir.

6°) La joie que vous procure l'apparition de la fresque ne doit pas vous empêcher de vous méfier de tout véhicule ayant sur son toit une lumière bleue clignotante.

Organisation: équipe de 4 à 6 personnes pour une fresque de 2m sur 3. Si vous êtes «pressés», partagez-vous les tâches: une personne par couleur ou par motif. Tout le monde doit travailler en même temps. Deux personnes pour tenir le pochoir et la réalisation prendra moins de 3 minutes.

Amis artistes, au travail. C'est facile, pas cher et parfois très beau.

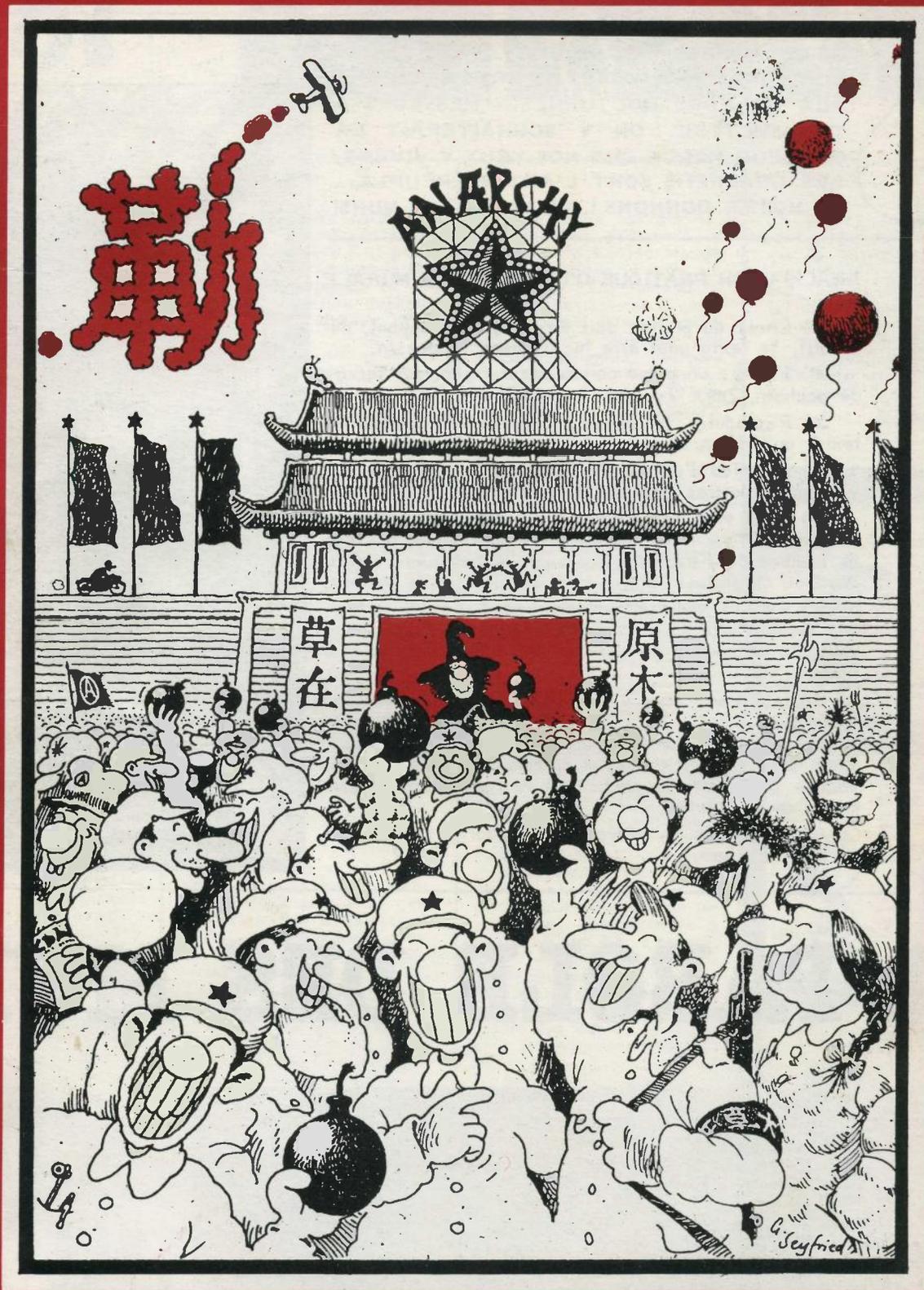


LA PAROLE DES MURS



CRAYON NOIR

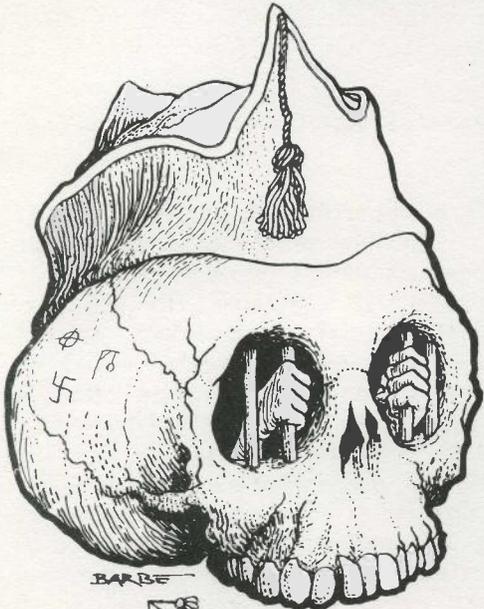
SEYFRIED



APRES MARX, AVRIL...

...APRES MAO, JUIN!

SUR LE PROCÈS EN ASSISES DES ANTI-FRANQUISTES...



Du 19 au 30 Janvier 1981, à Paris, la **Cour d'Assises** va juger 11 libertaires, inculpés en 1974, il y a **sept ans**. On les accuse de s'être trouvés à la périphérie des actions anti-franquistes revendiquées par les «Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes» (G.A.R.I.) qui avaient pour but immédiat d'empêcher que le dernier dictateur européen ne tue d'autres militants, après le «garrotage» de l'anarchiste catalan SALVADOR PUIG ANTICH.

Ce procès est «remarquable» à plus d'un titre :

- les inculpés sont en liberté depuis sept années, mais devront connaître à nouveau les prisons françaises.

- les inculpés espagnols, **arrêtés en Espagne sous le règne de Franco**, ont depuis lors été amnistiés par le nouveau gouvernement espagnol.

- celui que l'on appelait «Franco la Muerte» est mort il y a six ans et depuis le régime espagnol a changé, et avec lui le contexte des relations internationales en Europe.

Dès lors la tentation peut être grande pour la Justice de discourir sur les années 1980, alors que la page d'histoire sanglante que le ministère public réouvre est celle des années 1974-1975:

- ce que furent les **crimes politiques** commis par le Caudillo en 1974 et en 1975

- les prises de position, les mobilisations qui montrent **la sensibilité générale** face à la situation que subissaient les opposants au régime franquiste, en Espagne.

- les positions spécifiques qui furent celles des «G.A.R.I.» à ce moment-là, leurs actions et leurs revendications.

«MORALE»

Qu'on le veuille ou pas, c'est dans cette lumière que baigne ce qu'il est convenu d'appeler «l'affaire Suarez», du nom du directeur de la Banque de Bilbao retenu par les libertaires du 3 au 22 Mai 1974. Il est enfin bon de rappeler, pour la «morale politique» de cette lutte qu'on peut constater qu'aucune peine de mort ne fut prononcée contre les militants du «MIL» (Movimiento Iberico de Liberacion) et du FRAP (Front Révolutionnaire d'Action Patriotique) qui devaient passer devant les Tribunaux militaires. Ce ne fut pas le cas, hélas, un an après. La «morale politique», si elle est pour l'accusation, qu'un homme -confortablement installé dans le «ron ron» des rouages de l'Etat totalitaire- fut retenu 19 jours loin des siens, elle est pour tous les anti-franquistes que cette action des «GARI» contribua à ce que des prisonniers soient libérés et que des **vies humaines soient épargnées**